

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

CREDIT AGRICOLE LEASING & FACTORING

Société anonyme au capital de 195 257 220 €
Siège Social : 12, Place des Etats-Unis – CS 30002
92548 MONTRouGE Cedex
692 029 457 RCS NANTERRE

Comptes annuels au 31 décembre 2025 approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 18 mai 2026

Partie A. — Comptes individuels au 31 décembre 2025

**Arrêtés par le Conseil d'administration de Crédit Agricole Leasing & Factoring en date du 28 avril 2026
et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire en date du 18 mai 2026**

I. — Bilan au 31 décembre 2025
(Données exprimées en Milliers d'euros)

(en milliers d'euros)	Notes	2025	2024
Opérations interbancaires et assimilées		1 662 751	2 445 696
Caisse, banques centrales		961 436	747 211
Créances sur les établissements de crédit	3	701 315	1 698 486
Opérations internes au Crédit Agricole	3	4 843 989	3 482 960
Opérations avec la clientèle	4	18 679 527	20 289 595
Créances envers la clientèle		18 679 527	20 289 595
Valeurs immobilisées		2 505 243	1 906 436
Participations et autres titres détenus à long terme	5	806	734
Parts dans les entreprises liées	6	2 166 838	1 558 031
Crédit-bail et location avec option d'achat	7	252 323	278 914
Immobilisations incorporelles	7	77 680	61 807
Immobilisations corporelles	7	7 596	6 949
Comptes de régularisation et actifs divers		716 146	825 258
Autres actifs	8	535 059	511 313
Comptes de régularisation	8	181 088	313 945
Total actif		28 407 656	28 949 945

(en milliers d'euros)	Notes	2025	2024
Opérations interbancaires et assimilées		590 348	483 696
Dettes envers les établissements de crédit	9	590 348	483 696
Opérations internes au Crédit Agricole	9	15 708 629	16 039 209
Comptes créditeurs de la clientèle	10	5 920 166	8 165 568
Dettes représentées par un titre	11	3 660 977	1 798 781
Comptes de régularisation et passifs divers		683 270	809 985
Autres passifs	12	531 687	476 185
Comptes de régularisation	12	151 582	333 800
Provisions et dettes subordonnées		905 147	691 795
Provisions	13	61 528	33 231
Dettes subordonnées	14	843 619	658 564
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		26 115	26 115
Capitaux propres hors FRBG	15	913 005	934 796
Capital souscrit		203 146	195 257
Primes d'émission		242 332	184 220
Réserves		19 526	7 783
Report à nouveau		473 940	420 476
Résultat de l'exercice		-25 938	127 058
Total passif		28 407 656	28 949 945

II. — Compte de résultat au 31 décembre 2025

(en milliers d'euros)	Notes	2025	2024
Intérêts et produits assimilés	18	788 112	891 532
Intérêts et charges assimilés	18	-585 686	-734 074
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés	18	77 804	88 561
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilés	18	-90 563	-78 987
Revenus des titres à revenu variable	19	7 425	18 009
Commissions (produits)	20	145 888	192 338
Commissions (charges)	20	-89 598	-67 535
Gains ou pertes / opérations des portefeuilles de négociation		-828	1 478
Autres produits d'exploitation bancaire	21	77 914	57 026
Autres charges d'exploitation bancaire	21	-4 099	-7 683

Produit net bancaire		326 369	360 665
Charges générales d'exploitation	22	-184 882	-167 663
DAP / immo incorp et corporelles		-10 541	-8 886
Résultat brut d'exploitation		130 946	184 116
Coût du risque	24	-27 830	-13 513
Résultat d'exploitation		103 116	170 603
Résultat net sur actifs immobilisés	25	-83 136	-3 289
Résultat courant avant impôt		19 980	167 314
Résultat exceptionnel		-769	-3 684
Impôt sur les bénéfices	27	-45 149	-36 572
Résultat net de l'exercice		-25 938	127 058

Hors bilan au 31 décembre 2025

(en milliers d'euros)	Notes	2025	2024
Engagements donnés		1 843 597	2 004 613
Engagements de financement	17	53 318	56 136
Engagements de garantie	17	706 056	810 931
Engagements sur titres	17	0	463 590
Autres engagements	17	1 084 223	673 956

(en milliers d'euros)	Notes	2025	2024
Engagements reçus		16 827 581	15 758 012
Engagements de financement	17	2 114 834	1 488 977
Engagements de garantie	17	14 712 748	14 269 035
Engagements sur titres	17	0	0

III. — Affectation du résultat

L'Assemblée Générale Ordinaire, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, décide d'affecter la perte de l'exercice clos au 31 décembre 2025 d'un montant de - 25 938 396,00 €, de la manière suivante :

Report à nouveau : - 25 938 396,00 €
Total affecté : - 25 938 396,00 €

Le solde du report à nouveau, après affectation de - 25 938 396,00 €, s'élèvera à 448 001 704,97 €. Rappel des dividendes distribués :

Exercice du bénéfice distribué	Dividende par action	Réfaction (art.243 bis CGI)	
		éligible	non éligible
Exercice clos le 31 décembre 2022	3,12		
Exercice clos le 31 décembre 2023	0		
Exercice clos le 31 décembre 2024	4,37		

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

IV. — Annexes.**Note 1 - Cadre juridique et financier et faits caractéristiques de l'exercice****1.1- Cadre juridique et financier**

La société Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. est une société anonyme agréée en qualité d'établissement financier, et est soumise aux dispositions de la loi bancaire du 24 Janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

La société Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. est détenue à 100 % par la société Crédit Agricole S.A. et est incluse dans son périmètre de consolidation.

Depuis le 1er janvier 1993, la société fait également partie du périmètre d'intégration fiscale de Crédit Agricole S.A. Depuis 1999, la société Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. a souhaité s'implanter dans les pays de la zone euro, et elle a ouvert à cet effet une succursale en Espagne, au Portugal et en Allemagne/Pays-Bas/Belgique.

En tant que succursales de Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A., les opérations comptabilisées dans ces entités font partie intégrante du bilan de Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. et sont comprises dans les reportings que Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. transmet à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de résolution (ACPR).

1.2- Evénements significatifs relatifs à l'exercice 2025

Au cours de l'exercice comptable 2025, les événements suivants sont intervenus :

- Acquisition du groupe Merca :

L'acquisition du Groupe Merca s'inscrit dans la stratégie de développement de CAL&F et dans son ambition de devenir un leader en Europe sur le marché du crédit-bail mobilier. L'opération de closing s'est réalisée en mai 2025.

- Le transfert d'activité CBM de la succursale German Leasing chez MERCA :

L'activité de crédit-bail mobilier au sein de la succursale en Allemagne a été cédée à la nouvelle filiale MERCA en novembre 2025 pour un prix de cession de 14,6 M€.

- Augmentation de capital chez CAL&F :

Par suite d'une augmentation de capital en numéraire d'un montant de 7 888 440 euros décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 3 décembre 2025, moyennant une prime d'émission de 58 111 508 euros, le capital social est fixé à la somme de 203 145 660 euros. Il est divisé en 13 543 044 actions de quinze euros (15€), chacune entièrement libérées.

1.3- Evénements postérieurs à l'exercice 2025

Néant.

Note 2 - Principes et méthodes comptables

Les états financiers de Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. sont établis dans le respect des principes comptables applicables aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A., agissant en tant qu'organe central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du groupe Crédit agricole.

Compte tenu de l'intégration de Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. dans le périmètre de consolidation, Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. publie des comptes individuels et des comptes consolidés.

La présentation des états financiers de Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 qui regroupe dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

Règlements / Recommandations	Date de 1ère application : opérations ou exercices ouverts à compter du
Règlement ANC N° 2022-06 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général (modernisation des états financiers)	01/01/2025
Règlement ANC N° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement ANC N° 2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers	01/01/2025

A noter que ces nouveaux règlements n'ont pas d'impact significatif au 31/12/2025 sur les comptes du Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A.

Corrections de la présentation des ECL :

Au 31 décembre 2025, conformément à nos principes et méthodes comptables énoncé dans le paragraphe 2.2, nous avons procédé au reclassement des ECL B1 et B2 qui étaient présentés en moins de la rubrique « Opérations de la clientèle » à l'actif en 2024 vers la rubrique « Provisions » au niveau du passif du bilan. Le montant de ces ECL au 31 décembre 2024 s'élevait à 28 152 K€. Le comparatif 2024 n'a pas été ajusté. La correction aurait eu pour effet d'augmenter le montant des opérations de la clientèle et d'augmenter le solde des provisions à concurrence de 28 152 K€.

2.1- Opérations de crédit-bail

Le poste « Crédit-bail et location avec option d'achat » recense les rubriques suivantes :

- Immobilisations louées et non louées nettes d'amortissements comptables ;
- Dépréciation des actifs immobilisés ;
- Immobilisations en cours de construction ;
- Avances et acomptes versés aux fournisseurs ;
- Créances douteuses nettes de provisions ;
- Indemnités de résiliations nettes de provisions ;
- Créances rattachées ;
- Produits à recevoir.

Par ailleurs, les dispositions en matière d'opérations consortiales sont respectées. La société, qu'elle ait la position de chef de file ou de participant, enregistre la quote-part de financement qu'elle a réalisée et, au hors-bilan, sa quote-part de risque.

Le crédit-bail et la location simple sont composés des mêmes natures de poste, des mêmes méthodes d'évaluation et de règles de provisionnement identiques.

L'amortissement comptable est calculé par matériel en fonction de sa durée de vie économique dans les limites du minimum et du maximum fiscalement autorisé. La différence entre l'encours financier et la valeur nette comptable forme l'essentiel de la réserve latente. Le secteur "location simple" représente l'activité d'origine de CRÉDIT AGRICOLE LEASING & FACTORING S.A., qu'elle exerce depuis 1983.

Immobilisations

Valeur brute & amortissements mobiliers

- | | |
|---|------------------------|
| - Logiciels : | Linéaire de 1 à 4 ans |
| - Matériel Informatique : | Linéaire de 3 à 5 ans |
| - Matériel et Outillage, Installations techniques : | Linéaire de 4 à 10 ans |
| - Matériel Mobilier : | Linéaire de 5 à 10 ans |
| - Matériel de transport : | Linéaire sur 4 ans |

- Valeur brute & amortissements mobiliers

Les amortissements comptables des immeubles donnés en crédit-bail sont calculés selon le mode linéaire, quelle que soit la courbe des amortissements financiers contenus dans les loyers. Ils sont en général calculés sur 20 ans.

- Traitement comptable des ITNL

Les immobilisations temporairement non louées sont valorisées à la VNC de la date du passage en ITNL ou à la valeur vénale si cette dernière est inférieure à la VNC par le biais d'une provision.

2.2- Créances et engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07.

Elles sont ventilées selon leur durée résiduelle ou la nature des concours :

- Les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- Les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- Les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Conformément aux dispositions réglementaires, la rubrique clientèle comporte en outre les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

En application de l'article 2131-1 du règlement ANC 2014-07, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés à l'hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

L'application du règlement ANC 2014-07 conduit l'entité à comptabiliser les créances présentant un risque de crédit conformément aux règles définies dans les paragraphes suivants.

Les créances et les engagements par signature sont répartis entre les encours réputés sains et les encours jugés douteux.

Créances saines

Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines ou dégradées et elles demeurent dans leur poste d'origine.

Provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés

Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A constate au titre des expositions de crédits des provisions au passif de son bilan pour couvrir les risques de crédit attendus sur les douze mois à venir (expositions qualifiées de saines) et / ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).

Ces provisions sont déterminées dans le cadre d'un processus de suivi particulier et reposent sur des estimations traduisant le niveau de perte de crédit attendue.

- La notion de perte de crédit attendue "ECL"

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

Les pertes de crédit attendues, sont constatées en comptes sociaux.

- Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres de provisionnement s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe Crédit Agricole est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le groupe Crédit Agricoles s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, sont retenues.

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut ("Loss Given Default" ou "LGD").

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : prêts et créances sur la clientèle et engagements par signature.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie, et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'exposition est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'encours. Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui égalise la somme des flux décaissés et encaissés au titre de l'émission ou de l'acquisition d'un crédit et la valeur actuelle des flux contractuels à recevoir de la contrepartie sur la durée de vie effective de cet encours.

Les paramètres de provisionnement sont mesurés et mis à jour selon les méthodologies définies par le groupe Crédit Agricole et permettent ainsi d'établir un premier niveau de référence, ou socle partagé, de provisionnement. L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes permet d'apprécier le niveau d'un risque de crédit.

Le backtesting des modèles et paramètres utilisés est réalisé à minima à fréquence annuelle.

Les données macro-économiques prospectives (Forward Looking) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- Au niveau du groupe Crédit Agricole dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du Forward Looking dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;

- Au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles. L'entité applique des paramètres complémentaires pour le Forward Looking sur des portefeuilles de prêts et créances sur la clientèle et d'engagement de financement et de garantie sains et dégradés pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe.

- Dégradation significative du risque de crédit

Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A doit apprécier, pour chaque encours, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêté. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (expositions qualifiées de saines / expositions qualifiées de dégradées / expositions douteuses).

Le Stage 1 correspond à des ECL à 12 mois, le Stage 2 correspond à des ECL à maturité.

Afin d'apprécier la dégradation significative, le groupe Crédit Agricole prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- Un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;

- Un second niveau propre à chaque entité lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre des paramètres complémentaires pour le Forward Looking pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement d'encours sains à encours dégradés (basculer de portefeuille ou sous-portefeuille d'ECL à 12 mois à un ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque encours. Aucune contagion n'est requise pour le passage de sain à dégradé des encours d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes provisionnelles.

Pour mesurer la dégradation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, il est nécessaire de récupérer la notation interne et la PD (probabilité de défaut) à l'origine.

L'origine s'entend comme la date de négociation, lorsque l'entité devient partie aux dispositions contractuelles du crédit. Pour les engagements de financement et de garantie, l'origine s'entend comme la date d'engagement irrévocable.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en encours dégradé.

Pour les encours évalués à partir d'un dispositif de notations internes (en particulier les expositions suivies en méthodes avancées), le groupe Crédit Agricole considère que l'ensemble des informations intégrées dans ce dispositif permet une appréciation plus pertinente que le seul critère d'impayé de plus de 30 jours.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la provision peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (reclassement en encours sains).

Lorsque certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne sont pas identifiables au niveau d'un encours pris isolément, une appréciation est faite de la dégradation significative pour des portefeuilles, des ensembles de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'encours.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- Le type d'encours ;
- La note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- Le type de garantie ;
- La date de comptabilisation initiale ;
- La durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- Le secteur d'activité ;
- L'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- La valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- Le circuit de distribution, l'objet du financement...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'encours aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur base de portefeuille homogène peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Les dotations et reprises des provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés sont inscrites en coût du risque.

Créances douteuses

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins,
- La situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré,
- Il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Pour les découverts, l'ancienneté de l'impayé est décomptée dès que le débiteur a dépassé une limite autorisée qui a été portée à sa connaissance par l'établissement ou qu'il a été averti que son encours dépasse une limite fixée par l'établissement dans le cadre de son dispositif de contrôle interne, ou qu'il a tiré des montants sans autorisation de découvert.

Sous condition, en lieu et place des critères susvisés, l'établissement peut décompter l'ancienneté de l'impayé lorsque le découvert a fait l'objet de la part de l'établissement d'une demande de remboursement total ou partiel auprès du débiteur.

Parmi les encours douteux, Crédit Agricole Leasing & Factoring distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

- Créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

- Créances douteuses compromises :

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné dès lors que le risque de crédit avéré est définitivement levé et lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine. Dans ce cas, l'encours est porté à nouveau en encours sain.

Passage en perte

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, CRÉDIT AGRICOLE LEASING & FACTORINGS S.A. le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Créances restructurées

Les créances restructurées pour difficultés financières sont des créances pour lesquelles l'entité a modifié les conditions contractuelles initiales (taux d'intérêt, maturité, etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances.

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- Des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- Un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

Elles concernent les créances classées en douteuses et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- La valeur nominale du prêt ;
- Et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque.

Les crédits restructurés du fait de la situation financière du débiteur font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé.

Dès lors que l'opération de restructuration a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de "restructurée" pendant une période d'observation minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par CRÉDIT AGRICOLE LEASING & FACTORING S.A. par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan.

Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

La dépréciation des impayés HT est calculée après imputation des avoirs (HT) et du solde du compte courant, et de la contre-garantie, le cas échéant. Le taux de provisionnement appliqué est fonction de la nature de l'impayé et selon des règles fixées par le département du contrôle des risques.

Le taux de dépréciation appliqué est fonction de la nature de l'impayé et selon les règles fixées par le département du contrôle des risques.

La dépréciation calculée sur une créance douteuse est enregistrée en coût du risque. Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non-recouvrement sont inscrites en coût du risque ; l'augmentation de la valeur comptable liée à la reprise de dépréciation étant inscrite dans la marge d'intérêt.

Dépréciation pour risque de re-commercialisation

Une dépréciation pour risque de re-commercialisation est comptabilisée au titre des matériels loués par des clients faisant l'objet d'une provision pour dépréciation de créances.

Cette dépréciation est calculée par différence entre la VNC et la valeur vénale des biens.

2.3- Créances et dettes d'affacturage

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances et dettes libellées en monnaies étrangères ont été évaluées sur la base du dernier cours de change connu.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision, pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

- Les créances acquises dans le cadre de contrats d'affacturage, sont inscrites à l'actif du bilan, à la rubrique Affacturage, pour leur montant d'acquisition. Elles représentent le stock de factures subrogées à Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. restant à recouvrer dont le stock de créances douteuses. La notion de créances affacturées recouvre aussi bien des créances dont la bonne fin est garantie par Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. que des créances dont le risque est à la charge du client.

- Les créances présentant des échéances impayées, depuis plus de trois mois sont classées en créances douteuses avec application de la contagion et sont considérées comme provisionnables à hauteur de la perte en capital prévisible.

- Les créances présentant des échéances douteuses, depuis plus de 360 jours sont classées en créances douteuses compromises à l'exception de certaines créances (administrations, EPIC, grands débiteurs) et sont considérées comme provisionnables à hauteur de la perte en capital prévisible.

- La catégorie « créances sensibles » (spécificité du groupe Crédit Agricole) correspond aux créances litigieuses, comptes courants débiteurs non provisionnés, balances acheteurs des clients provisionnés en risques et charges déclassés en douteux. Les balances acheteurs des clients douteux sont provisionnées.

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. par voie de dépréciation figurant en diminution de l'actif du bilan.

Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux du contrat, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leur coût de réalisation.

- Les comptes de la clientèle au passif comprennent les comptes courants disponibles qui correspondent au droit de tirage de la clientèle, l'indisponible, les comptes de retenue de garantie et les comptes de réserve sur financement.

- Les dettes représentées par un titre correspondent à l'encours des financements émis par billets à ordre et non échus et les certificats de dépôts.

Dépréciations des comptes clients d'affacturage

Elles sont inscrites à l'actif du bilan en déduction des créances y afférentes et sont constituées pour couvrir un risque probable ou certain de non-recouvrement total ou partiel, résultant d'événements en cours à la clôture de l'exercice. Elles sont déterminées individuellement en fonction des risques résultant notamment des litiges intervenants entre les fournisseurs et les débiteurs. Elles sont évaluées à partir de l'encours contentieux, déduction faite du montant du dépôt de garantie et des fonds de réserves éventuellement constitués. Sur certains dossiers l'évaluation du risque fait l'objet d'une évaluation spécifique.

2.4- Subventions

Les subventions reçues sont destinées à être rétrocédées au client. Elles sont comptabilisées dans le poste « autres passifs ».

2.5- Titres de participation

Les titres de participation se rapportent à des sociétés dont certaines font partie du groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus. À la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de la valeur d'utilité. Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention. L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

2.6- Provisions

La société Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

• Provisions pour litiges :

Les provisions pour litiges ont pour objet de comptabiliser en tant que passifs des obligations actuelles vis-à-vis de tiers, pour lesquelles il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire.

• Autres provisions :

Les indemnités de départ à la retraite sont calculées par la société Crédit Agricole S.A., employeur du personnel mis à disposition du Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A., et conformément aux règles en vigueur au sein du groupe Crédit Agricole. Cette provision est positionnée en provision pour risques et charges.

2.7- Engagements en matière de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de fin de carrière - régimes à prestations définies

Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. a appliqué la recommandation 2013-02 de l'Autorité des normes comptables relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans le règlement ANC 2014-03.

Cette recommandation a été modifiée par l'ANC le 5 novembre 2021. Elle permet, pour les régimes à prestations définies conditionnant l'octroi d'une prestation à la fois en fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné et au fait qu'un membre du personnel soit employé par l'entité lorsqu'il atteint l'âge de la retraite, de déterminer la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de :

- Soit la date de prise de service du membre du personnel
- Soit la date à partir de laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation

En application de ce règlement, Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. détermine à chaque arrêté ses engagements de retraite et avantages similaires ainsi que l'ensemble des avantages sociaux accordés au personnel et relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projétées. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction. Si les chiffres réels diffèrent des hypothèses utilisées, la charge liée aux prestations de retraites peut augmenter ou diminuer lors des exercices futurs.

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turn-over.

Le taux de rendement prévu sur les actifs des régimes est également estimé par la Direction. Les rendements estimés sont fondés sur le rendement prévu des titres à revenu fixe comprenant notamment le rendement des obligations.

Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. n'applique pas la méthode optionnelle du corridor et impute depuis le 01/01/2010 les écarts actuariels constatés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et non plus en résultat.

Par conséquent, le montant de la provision est égal à :

- La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19 ;
- Diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante, (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Une provision destinée à couvrir les indemnités de départ à la retraite figure au passif du bilan en « provisions pour risques et charges ». Cette provision est égale au montant correspondant aux engagements concernant les personnels de Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. présents à la clôture de l'exercice, relevant de la nouvelle Convention Collective du groupe Crédit Agricole entrée en vigueur le 1er janvier 2005.

Une provision destinée à couvrir le coût des congés de fin de carrière figure sous la même rubrique « provisions pour risques et charges ». Cette provision couvre le coût supplémentaire actualisé des différents accords de départ anticipés signés par les entités du groupe Crédit Agricole qui permettent à leurs salariés ayant l'âge requis de bénéficier d'une dispense d'activité.

Enfin, les engagements de retraite complémentaires, qui génèrent des obligations pour les sociétés concernées, font l'objet de provisions déterminées à partir de la dette actuarielle représentative de ces engagements. Les provisions figurent également au passif sous la rubrique « provisions ».

Plans de retraite – régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

L'évaluation des engagements sociaux à fin 2025 est la suivante (en milliers d'euros)	
Montant de la provision au 31/12/2025 (1)	5 029
Principaux critères d'évaluation à fin 2025 (2)	
durée moyenne engagement (années)	10,14
taux d'actualisation	3,60 %
taux d'évolution des rémunérations	2,00 %
taux de rendement attendu des régimes	ND
taux des charges sociales	47,00 %
Montant de la provision au 31/12/2024 (1)	4 698
Principaux critères d'évaluation à fin 2024 (2)	
durée moyenne engagement (années)	10,69
taux d'actualisation	3,66 %
taux d'évolution des rémunérations	2,00 %
taux de rendement attendu des régimes	ND
taux des charges sociales	47,00 %
(1) partie non externalisée inscrite au passif du bilan.	
(2) calcul engagements aux normes IAS avec taux d'actualisation au 31/12/2024 et 31/12/2025.	

Concernant la constatation des engagements relatifs aux IFC des salariés Crédit Agricole S.A. mis à disposition (MAD), en application des nouveaux principes du groupe Crédit Agricole S.A. applicable à partir de 2012, l'intégralité de l'engagement est constatée chez Crédit Agricole S.A. Les engagements qui étaient jusqu'alors portés par les filiales utilisatrices, comme c'était le cas pour Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A., ont été transférés vers Crédit Agricole S.A. (société employeuse) par le biais d'une refacturation.

Les hypothèses retenues sont les suivantes

L'âge de départ en retraite est défini en fonction de l'année de naissance :

Table de référence		
Age de départ en retraite	Non Cadre	Cadre
	- Avant 1950 : 62 ans - 1950 - 1961 : 62 ans - 1962 - 1965 : 63 ans - A partir de 1966 : 64 ans	- Avant 1950 : 62 ans - 1950 - 1954 : 65 ans - 1955 - 1962 : 66 ans - A partir de 1963 : 67 ans

Les taux d'évolution salariale sont communiqués par le groupe Crédit Agricole.

2.8- Fonds pour risques bancaires généraux (F.R.B.G.)

Conformément aux dispositions prévues par la IVème directive européenne et le règlement CRBF 90-02 du 23 février 1990 relatifs aux fonds propres, ces fonds sont constitués par Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A., à la discrétion de ses dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

Ils sont repris pour couvrir la concrétisation de ces risques en cours d'exercice.

2.9- Opérations sur les Instruments financiers à terme et conditionnels

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du Titre 5 Les instruments financiers à terme du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits à l'hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

Opérations de couverture

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de CREDIT AGRICOLE LEASING & FACTORING S.A. (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique : « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les produits utilisés sont :

- Les swaps emprunteurs et prêteurs à taux fixe, utilisés dans le cadre d'une stratégie de macrocouverture du portefeuille de contrats de location à taux fixes ;
- Les caps et floors, souscrits dans le cadre d'une stratégie de micro-couverture de taux ;
- Les swaps prêteurs taux fixes destinés à des rééquilibrages de couverture de taux inter sociétés

Les engagements résultant de la conclusion de ces contrats sont inscrits dans les comptes de hors-bilan pour leur montant notionnel.

Les charges et les produits sur un même contrat ne sont pas compensés, conformément aux règles de comptabilisation du groupe Crédit Agricole.

Les intérêts à recevoir ou à payer sont calculés prorata temporis.

Les informations concernant les instruments financiers dérivés sont exposées ci-dessous :

Unité gestion	Contrepartie	Référence	Date de valeur	Echéance	Notionnel
EF	CA-CIB	74386	28/11/2025	31/03/2044	511 000 000,00
EF	CA-CIB	72814	08/07/2025	07/07/2026	145 000 000,00

Opérations en devises

Les créances et les dettes monétaires ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors bilan libellés en devises sont convertis au cours de marché en vigueur à la date d'arrêté ou au cours de marché constaté à la date antérieure la plus proche.

Les charges et les produits payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction ; les charges et produits courus mais non payés ou perçus sont convertis au cours de clôture.

2.10- Engagements hors-bilan

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

2.11- Impôt sur les bénéfices

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre les conséquences de la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %.

Les revenus de créances et de portefeuilles titres sont comptabilisés nets de crédits d'impôts.

Les crédits d'impôt sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôts sur le bénéfice » du compte de résultat.

Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, chacune des sociétés intégrées constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale.

Dans le cadre de la Loi de finances 2025, il a été institué une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises. Elle s'applique, selon des seuils différents, pour les entreprises dont le chiffre d'affaires 2024 ou 2025 dépasse 1 Md€ ou 3 Md€.

Pour les redevables dont le chiffre d'affaires est compris entre 1 et 3 Md€, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 20,6 % ; pour ceux dont celui-ci est supérieur à 3 Md€, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 41,2 %. Les redevables dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1 Md€ ne sont pas assujettis à cette contribution.

Cette contribution exceptionnelle dispose en outre d'une base de calcul spécifique assise sur la moyenne de l'impôt sur les sociétés dû (hors contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %) au titre de l'exercice au cours duquel la contribution est due (2025) et au titre de l'exercice précédent (2024).

Note 3 - Créances sur les établissements de crédit - Analyse par durées résiduelles

(en milliers d'euros)	2025							2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ; ≤ 1 an	> 1 an ; ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Établissements de crédit								
Comptes et prêts :								
à vue	213 315				213 315		213 315	1 220 486
à terme	30 000	30 000	428 000	0	488 000		488 000	478 000
Créances rattachées								
Valeurs reçues en pension								
Titres reçus en pension livrée								
Prêts subordonnés								
Total	243 315	30 000	428 000	0	701 315	0	701 315	1 698 486
Dépréciations								
Valeur nette au bilan	243 315	30 000	428 000	0	701 315	0	701 315	1 698 486
Opérations internes au Crédit Agricole								3 482 960
Comptes ordinaires	2 499 721				2 499 721		2 499 721	715 790
Comptes et avances à terme	1 176 021	60 070	1 098 134	10 044	2 344 269		2 344 269	2 767 169
Créances rattachées								
Titres reçus en pension livrée								
Prêts subordonnés								
Total	3 675 742	60 070	1 098 134	10 044	4 843 989	0	4 843 989	3 482 960
Dépréciations								
Valeur nette au bilan	3 675 742	60 070	1 098 134	10 044	4 843 989	0	4 843 989	3 482 960
Total	3 919 057	90 070	1 526 134	10 044	5 545 304	0	5 545 304	5 181 445

Note 4 - Opérations avec la clientèle - Analyse par durées résiduelles

(en milliers d'euros)	Durées résiduelles					Total 31/12/2024
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total 31/12/2025	
Créances clientèle à terme					18 679 527	20 289 595
Créances sur la clientèle affacturage	17 505 977	218 952	31 322	10 604	17 758 686	19 715 047
Provisions sur créances saines et dégradées					0	-28 152
Créances douteuses non compromises et compromises affacturage	472 280	5 907	845	286	479 319	450 557
Dépréciation sur créances douteuses non compromises et compromises affacturage					-112 689	-163 569
Créances sur la clientèle prêt	299 643	3 748	536	182	304 109	244 289
Créances douteuses non compromises et compromises prêt	17 354	217	31	11	17 613	923
Dépréciation sur créances douteuses non compromises et compromises prêt					-11 529	-646
Créances rattachées prêt	240 437	3 007	430	146	244 020	71 144

Les provisions sur créances saines et dégradées ont été reclassées vers les « Provisions » au passif au 31 décembre 2025.

Note 5 - Participations et autres titres détenus à long terme

(en milliers d'euros)	Montant brut des titres	Dépréciation des titres	Montant net des titres
Certificats d'association (FDG)	806	0	806
Total	806	0	806

Note 6 - Titres de participation et de filiales

Les montants ci-dessous sont présentés en milliers d’euros.

Titres de participations et placements au 31/12/2025	Brut	Provision	Net
Titres de participations détenus par Calf France (consolidés)	1 564 510	99 780	1 464 730
Titres de participations détenus par Calf France (non consolidés)	4 874	2 792	2 081
Titres de placement - Fct	700 000	0	700 000
Créances rattachées sur titres de placement - Fct	0	0	0
Dividendes à recevoir filiales	0	0	0
Titres de participations détenus par succursales	27	0	27
Total CALF	2 269 410	102 572	2 166 838

Titres de participation	Nombre de titres détenus	Nombre de titres de la société	% de détention	Valeur brute 31/12/2024 En K euros	Acquisitions En K euros	Cessions En K euros	Valeur brute 31/12/2025 En K euros	Provisions	Valeur nette
AUXIFIP	963 675	963 676	100,00%	137 017	0	0	137 017	0	137 017
UNIFERGIE	668 000	1 625 011	41,11%	62 291	0	0	62 291	0	62 291
FINAMUR	12 623 396	12 623 398	100,00%	379 783	0	0	379 783	0	379 783
LIXXBAIL	19 136 168	19 136 168	100,00%	577 629	76 545	0	654 173	0	654 173
FONCARIS	1	15 002 500	0,00%	0	0	0	0	0	0
LIXXCOURTAGE	1 500	1 500	100,00%	3 697	0	0	3 697	0	3 697
OLINN SAS	76 459 580	76 459 580	100,00%	172 745	0	0	172 745	52 000	120 745
GSA LTD	29 250	29 250	100,00%	77	0	0	77	0	77
WATTEA	42 858	142 858	30,00%	36 000	0	5 000	31 000	31 000	0
CA MOBILITY	2 909 550	5 819 100	50,00%	28 300	13 516	0	41 816	14 849	26 966
CAL IT	178 264	1 188 429	15,00%	27 912	0	0	27 912	1 931	25 981
MERCA	100 000	100 000	100,00%	0	54 000	0	54 000	0	54 000
Titres consolidés (SAN)				1 425 450	144 060	5 000	1 564 510	99 780	1 464 730
LESICA	20 000	500 000	4,00%	1 720	0	0	1 720	1 517	203
BPI France	436	680 000 000	0,00%	3	0	0	3	0	3
SACAM MACHINISME	46 477	457 381	10,16%	3 151	0	0	3 151	1 275	1 876
CACD2	1	200 000	0,00%	0	0	0	0	0	0
Titres non consolidés (STN)				4 874	0	0	4 874	2 792	2 081
EF IT - CREDIT AGRICOLE SOLUTIONS				25	0	0	25	0	25
EF AL -				2	0	0	2	0	2
Titres détenus par Succursales				27	0	0	27	0	27
Fonds commun de titrisation 2025				0	700 000	0	700 000	0	700 000
Titres de placements				0	700 000	0	700 000	0	700 000
Total				1 430 350	844 060	5 000	2 269 410	102 572	2 166 838

Note 7 - Variations de l'actif immobilisé

7.1- Opérations de crédit-bail et assimilés

- Immobilisations en crédit-bail et assimilés louées :

(en milliers d'euros)	Valeur au 31/12/2024	Augmentation	Diminution	Transfert	Valeur au 31/12/2025
Valeur brute	456 047	42 871	-87 624	0	411 294
- Crédit-bail mobilier	406 410	33 705	-79 733	0	360 382
- Crédit-bail immobilier	49 637	9 166	-7 891	0	50 912
- Amortissement	-133 436	-2 147	16 596	0	-118 988
- Crédit-bail mobilier	-119 075	0	16 586	0	-102 489
- Crédit-bail immobilier	-14 361	-2 147	10	0	-16 499
- Dépréciation d'actifs	-55 168	-2 043	7 559	0	-49 652
Valeur nette	267 443	38 681	-63 470	0	242 655

- Immobilisations en crédit-bail et assimilés non louées après résiliation :

Rubriques (données exprimées en K€)	Valeur au 31/12/2024	Augmentation	Diminution	Transfert	Valeur au 31/12/2025
Valeur brute	19 821	115	-144	0	19 793
- Crédit-bail mobilier	19 821	115	-144	0	19 793
- Crédit-bail immobilier	0	0	0	0	0
- Amortissement	-10 729	-1 150	168	0	-11 712
- Crédit-bail mobilier	-10 729	-1 150	168	0	-11 712
- Crédit-bail immobilier	0	0	0	0	0
- Dépréciation d'actifs	-3 141	-2 142	1 703	0	-3 579
Valeur nette	5 951	-3 177	1 727	0	4 501

- Créances douteuses et rattachées liées aux opérations de crédit-bail :

Rubriques (données exprimées en K€)	Valeur au 31/12/2024	Augmentation	Diminution	Transfert	Valeur au 31/12/2025
Créances saines	3 311	1 286	-894	0	3 702
Créances douteuses non compromises	360	295	-3	0	652
Dépréciation pour créances douteuses non compromises	-229	-163	3	0	-389
Créances douteuses compromises	5 472	0	-637	0	4 836
Dépréciation pour créances douteuses compromises	-3 395	-240	0	0	-3 635
Total créances rattachées	5 519	1 178	-1 531	0	5 167

7.2- Immobilisations corporelles et incorporelles

- Immobilisations incorporelles

Rubriques (données exprimées en K€)	Valeur au 31/12/2024	Augmentation	Diminution	Transfert	Valeur au 31/12/2025
Valeur brute	151 373	36 699	-12 161	0	175 911
- Amortissements & Provisions	-89 565	-18 815	10 149	0	-98 231
Valeur nette	61 807	17 884	-2 012	0	77 680

- Immobilisations corporelles

Rubriques (données exprimées en K€)	Valeur au 31/12/2024	Augmentation	Diminution	Transfert	Valeur au 31/12/2025
Valeur brute	51 945	5 089	-3 269		53 765
- Amortissements & Provisions	-44 996	-3 692	2 519		-46 170
Valeur nette	6 949	1 397	-750	0	7 596

Commentaires sur les immobilisations incorporelles et corporelles

Les « Projets informatiques amortissables » sont comptabilisés en immobilisations incorporelles en cours, puis sont immobilisés à la date d'entrée en production. Pour que ces dépenses soient immobilisées, les critères d'activation sont :

- Le gain de productivité ;
- L'utilité

Le passage en compte d'immobilisation « Logiciels linéaires » marque le début de l'amortissement comptable selon les règles fixées au paragraphe 3.2.2

Note 8 - Autres actifs et comptes de régularisation

8.1- Autres Actifs

(en milliers d'euros)	Montant 31/12/2025	Montant 31/12/2024
Autres actifs		
Créances sur l'Etat (IS, TVA..)	15 033	4 806
Dépôts de garantie cash collatéral	13 380	13 380
Dépôts et cautions donnés	13 489	5 798
Autres débiteurs divers	493 156	487 329
Total	535 059	511 313

8.2- Comptes de régularisation

Rubriques (données exprimées en K€)	Montant 31/12/2025	Montant 31/12/2024
Comptes de régularisation		
Charges constatées d'avance	11 153	27 180
Produits à recevoir frais généraux	158 536	7 304
Produits à recevoir d'affacturage	0	189
Autres comptes de régularisation	11 399	279 272
Total	181 088	313 945

Note 9 - Dettes envers les établissements de crédit - Analyse par durées résiduelles

(en milliers d'euros)	Durées résiduelles					Total 31/12/2025	Total 31/12/2024
	< 1 mois	> 1 mois ; ≤ 3 mois	> 3 mois ; ≤ 1 an	> 1 an ; ≤ 5 ans	> 5 ans		
Etablissements de crédit	2 586 546	2 370 373	4 852 937	6 489 121	0	16 298 977	16 522 905
Dettes sur établissements de crédit	2 586 546	2 370 373	4 852 937	6 489 121	0	16 298 977	16 522 905
- à vue	1 392 935					1 392 935	2 860 283 13
- à terme	1 135 320	2 370 373	4 852 937	6 489 121	0	14 847 751	13 662 622
Dettes rattachées	58 291					58 291	0

Note10 - Comptes créditeurs de la clientèle - Analyse par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	Durées résiduelles					Total 31/12/2025	Total 31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ; ≤ 1 an	> 1 an ; ≤ 5 ans	> 5 ans			
Dettes clientèle à terme	5 920 166	0	0	0		5 920 166	8 165 568
Opérations avec la clientèle Affacturage	5 920 166	0	0	0		5 920 166	8 165 568

Note 11 - Dette représentée par un titre

(en milliers d'euros)	Durées résiduelles					Total 31/12/2025	Total 31/12/2024
	≤ 3 mois	> 3 mois ; ≤ 1 an	> 1 an ; ≤ 5 ans	> 5 ans			
Certificats de dépôt	368 000	1 687 000				2 055 000	978 000
Dettes Seniors Non Préférées (DSNP)	27 000	40 000	1 088 000			1 155 000	791 000
Marché des titres Négociables (MTN)	0	325 000	90 000			415 000	0
Dettes rattachées	19 068					19 068	14 608
Billets à ordre	16 909					16 909	15 172
Total dettes représentées par un titre	430 977	2 052 000	1 178 000	0		3 660 977	1 798 781

Note 12 - Autres passifs et comptes de régularisation

12.1 Autres Passifs

(en milliers d'euros)	Total 31/12/2025	Total 31/12/2024
Autres passifs		
Dettes sur l'Etat (IS, TVA..)	50 567	36 432
Dépôts et cautions reçus	30 673	29 572
Fournisseurs & comptes rattachés	1 957	9 684
Rémunérations dues & dettes au personnel	4 596	0
Dettes organismes sociaux	631	104
Dettes rattachées sur créditeurs divers	0	0
Autres dettes	443 264	400 393
Total	531 688	476 185

12.2 Comptes de régularisation

(en milliers d'euros)	Total 31/12/2025	Total 31/12/2024
Comptes de régularisation	1 476	374
Charges à payer sur instruments financiers		
Produits constatés d'avance de crédit-bail et assimilés	1 277	1 329
Produits constatés d'avance d'affacturage	27 896	32 312
Charges à payer d'affacturage	18 817	18 176
Charges à payer de frais généraux	83 875	77 105
Dettes sur l'Etat (IS, TVA..)	6 963	4 629
Dettes organismes sociaux	9 512	9 418
Autres comptes de régularisation	1 765	109 761
Autres dettes	0	80 696
Comptes clients de titrisation créditeurs	0	0
Total	151 581	333 800

Note 13 - Provisions

(en milliers d'euros)	Solde au 31/12/2024	Reclassement	Dotations	Reprises	Reprises non utilisées	Variation de JV par KP	Solde au 31/12/2025
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	4 698		331				5 029
Provisions pour autres engagements sociaux	6 969		1 491	-909		-16	7 535
Provisions pour risques et charges	2 366		440	-255			2 552
Provisions pour autres risques d'exploitation	2 524						2 524
Provisions pour risques opérationnels	14 674		1 452	-5 451	-1 257		9 418
Provisions ECL pour risques de crédit (1)	1 971	28 152	7 814	-3 613			34 324
Autres provisions	31		147	-31			147
Total CALF SA & Succursales	33 232	28 152	11 676	-10 259	-1 257	-16	61 528

(1) Ces provisions sont établies sur base collective à partir notamment des estimations découlant des modèles bâlois. Les provisions ECL pour risques de crédit de 34 324 K€ concernent les encours sains et dégradés au 31 décembre 2025. Au 31 décembre 2024, une partie de ces provisions ECL (28 152 K€) était classée en moins des « Opérations avec la clientèle » à l'actif.

Note 14 - Dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	Total 31/12/2025	Total 31/12/2024
Dettes subordonnées à terme (1)	499 000	396 000
Dettes subordonnées à durée indé. : non applicable (1) & (2)	0	0
Titres Suprasubordonnés à durée indé. : non applicable (2)	343 000	261 000
Dettes rattachées	1 619	1 564
Total dettes subordonnées	843 619	658 564

(1) Dans le cadre de l'application de la recommandation du Comité de Bâle émise par le Comité de la Réglementation Bancaire, Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A., pour répondre à l'exigence de fonds propres et conforter son Ratio International de Solvabilité, a été amené à souscrire des emprunts subordonnés auprès du Crédit Agricole S.A.

(2) Emprunts subordonnés souscrits auprès du Crédit Agricole dans le cadre du besoin d'accroissement de fonds propres lié au rapprochement des activités de crédit-bail du Crédit Agricole S.A. et du Crédit Lyonnais S.A.

Note 15 - Variation des capitaux propres

• Capital souscrit

A la suite d’une augmentation de capital en numéraire d’un montant de 7 888 440 euros décidée par l’assemblée générale extraordinaire du 3 décembre 2025, moyennant une prime d’émission de 58 111 508 euros, le capital social est fixé à la somme de 203 145 660 euros. Il est divisé en 13 543 044 actions de quinze euros (15 €), chacune entièrement libérées.

Le montant du capital souscrit de 203 145 660 € se décompose en 13 543 044 titres d'une valeur nominale de 15 euros.

Le capital ne comporte que des titres nominatifs, avec égalité du droit de vote par titre.

Il n'existe ni catégorie particulière, ni obligations convertibles ou titres similaires.

Le capital souscrit est entièrement libéré.

Au 31/12/2025, l'actionariat se répartit ainsi :

Actionariat	Nbr de titre	% de capital
Crédit Agricole SA	13 543 043	100%
Sigma Investissement 39	1	NS
Total	13 543 044	100%

Variation des Capitaux propres

(en milliers d'euros)	CALEF au 31/12/2024	Affectation résultat 2024 de CAL&F	Distribution de dividendes	Augmentation	Correction	Résultat 2025	CALEF au 31/12/2025
Capital	195 257			7 888			203 146
Prime liée au capital	132 464			58 112			190 576
Prime d'apport	51 756						51 756
Prime de fusion	0						0
Réserve légale	7 783				11 743		19 526
Provisions réglementées	0						0
Report à nouveau	420 477	70 173			-16 710		473 940
Résultat de l'exercice (N-1) inc. Succursales	127 058	-70 173	-56 885				0
Résultat de l'exercice (N) inc. Succursales	0					-25 938	-25 938
Total	934 796	0	-56 885	66 000	-4 967	-25 938	913 005

Résultat de l'exercice

(en milliers d'euros)	Résultat 2025	Résultat 2024
CALF France Holding	-422 066	-153 975
CALF France Factoring	402 186	254 358
CALF Espagne Factoring	-809	3 295
CALF Portugal Factoring	3 194	2 574
CALF Allemagne Factoring	-4 770	15 712
CALF Italie Factoring	10 299	8 832
CALF France Forfaiting	5 828	3 287
CALF Espagne Leasing	-2 095	1 786
CALF Allemagne Leasing	-17 704	-8 811
Total	-25 938	127 058

Proposition d'affectation du résultat

(en milliers d'euros)	Résultat 2025
Résultat de l'exercice	-25 938
Report à nouveau crédateur	473 940
Total distribuable	448 002
Affectation à la réserve légale	0
Dividende	0
Report à nouveau	448 002
Total Affectation	448 002
Total	0

Note 16 - Opérations effectuées en devises

(en milliers d'euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Euro	17 445 272	17 408 220	18 090 834	17 987 865
Autres devises del' Union Europ.	1 269 782	1 267 363	1 291 939	1 289 711
Franc Suisse	35 809	35 794	69 583	69 350
Dollar	1 495 224	1 493 429	1 864 676	1 865 270
Yen	2 862	2 890	127 515	127 462
Autres devises	149 849	147 618	89 698	88 508
Total	20 398 798	20 355 314	21 534 245	21 428 166

Note 17 - Hors-bilan

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Engagements de financement	-2 061 515	-1 432 841
Engagements donnés	53 318	56 136
<i>Aux filiales / accords de refinancement</i>	52 978	50 314
<i>Aux filiales / garanties de taux</i>	0	0
Engagements en faveur d'établissements de crédit	52 978	50 314
<i>Autres engagements donnés à la clientèle d'affacturage</i>		
<i>Autres engagements donnés à la clientèle de crédit-bail</i>	340	5 822
Engagements en faveur de la clientèle	340	5 822
Engagements reçus	2 114 834	1 488 977
<i>Par filiales / accords de refinancement</i>	2 114 834	1 488 977

Engagements reçus d'établissements de crédit	2 114 834	1 488 977
Engagements de garantie	-14 006 692	-13 458 104
Engagements donnés	706 056	810 931
Engagements de caution d'ordre d'établissements de crédit	540 785	485 660
Engagements d'ordre de la clientèle	165 271	325 271
Engagements reçus	14 712 748	14 269 035
Engagements reçus d'établissements de crédit	11 135 719	10 685 082
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements reçus d'assurance crédit	3 577 029	3 583 953
Engagements reçus (Succursales)		
Engagements sur instruments financiers à terme	659 776	319 823
Engagements donnés	659 776	319 823
Opérations de SWAP, taux emprunteur	659 776	319 823
Opérations de CAP - Achat		
Engagements sur instruments de taux d'intérêt		
Engagements reçus	0	0
Opérations de SWAP, taux prêteur	0	0
Opérations de FLOOR - Vente	0	0
Engagements sur instruments de taux d'intérêt		
Autres engagements	424 447	817 723
Engagements donnés au titre des appels BCE	424 447	817 723
Solde engagements hors-bilan	-14 983 985	-13 753 399
Engagements donnés	1 843 597	2 004 613
Engagements reçus	16 827 581	15 758 012

Note 18 - Produits nets d'intérêts et revenus assimilés

Rubriques (données exprimées en K€)	31/12/2025			31/12/2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Produits et charges assimilés	865 916	676 249	189 667	980 094	813 061	167 032
* Opérations de trésorerie et interbancaire sur établissements de crédit	217 276	477 251	-259 975	233 163	657 855	-424 692
* Produits sur autres titres à revenu fixe	0	108 435	-108 435		76 219	-76 219
* Opérations avec la clientèle	570 836	0	570 836	658 369		658 369
* Opérations de crédit-bail	77 804	90 563	-12 760	88 561	78 987	9 575

Note 19 - Revenu des titres

(en milliers d'euros)	2025	2024
Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme	7 425	18 009
Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille		
Opérations diverses sur titres		
Total des revenus des titres à revenus variables	7 425	18 009

Note 20 - Produits / Charges liés aux commissions

Nature de commissions (données exprimées en K€)	Commissions			
	Reçues en 2025	Reçues en 2024	Versées en 2025	Versées en 2024
Commissions de Gestion OPCVMFCC				
Commissions sur engagements de garanties	3 361	2 561	19 491	13 921
Commissions de gestion sur dossiers de crédit-bail				
Sur autres services d'exploitation bancaire France et Espagne			12 776	237
Commissions sur accords de refinancement				
Commissions d'affacturage	142 527	189 777	49 737	43 071
Commissions sur garantie assurance crédit			7 593	10 306
Total	145 888	192 338	89 598	67 535

Note 21 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Solde des opérations sur titres de transaction	-828	1 478
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés		
Solde des autres opérations sur instruments financiers à terme		
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	-828	1 478

Note 22 - Autres produits et charges d'exploitation bancaire

(en milliers d'euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Produits accessoires sur activité de crédit-bail			0			0
Produits / Charges accessoires sur activité d'affacturage	56 764	-4 099	52 665	35 661	-7 683	27 978
Passage en profits PNB des opérations de plus de 5 ans			0			0
Produits sur gestion de titrisation			0			0
Produits sur facturation BATICA	16 482		16 482	16 084		16 084
Management agreement GSA	324		324	284		284
Activité d'assurances (Participations bénéficiaires)	4 344		4 344	4 996		4 996
Total	77 914	-4 099	73 816	57 025	-7 683	49 342

Note 23 - Charges générales d'exploitation

Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. est destiné à porter l'ensemble des charges d'exploitation du groupe avant refacturation aux filiales selon des conventions signées entre les parties et au moyen de clés de répartition déterminées. Les filiales supportant encore directement leurs frais de personnel refacturent ces derniers à Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. qui les intègre ensuite dans sa base de refacturation.

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Frais de personnel		
Salaires et traitements	-100 543	-98 581
Charges sociales	-45 608	-43 925
Intéressement et participation	-9 093	-10 304
Impôts et taxes sur rémunérations	-1 647	-1 667
Total des charges de personnel	-156 891	-154 477
Refacturation et transferts de charges de personnel	44 892	42 878
Frais de personnel nets	-111 999	-111 598
Frais administratifs		
Impôts et taxes	-15 900	-13 124
Services extérieurs, autres frais administratifs et contributions règle	-171 121	-145 590
Total des charges administratives	-187 020	-158 714
Refacturation et transferts de charges administratives	114 137	102 649
Frais administratifs nets	-72 884	-56 065
Charges générales d'exploitation	-184 882	-167 663

Note 24 - Coût du risque

(en milliers d'euros)	Dotations	Reprises	Pertes couvertes	Pertes Non Couvertes	Utilisation Provisions	Sinistres Avérés	Recours Sur Garant	Montant 31/12/2025	Montant 31/12/2024
Crédit Agricole Leasing & Factoring France									
Pertes Clients provisionnés	-14 346	5 537						-8 809	-3 968
Pertes Débiteurs provisionnés	-376	578						202	-422
Pertes Clients avérés								0	443
Pertes Débiteurs avérés						-4 741		-4 741	-1 668
Récupération sur créances amorties								0	0
Récupération sur créances								0	0
Risque net sur encours								0	0
Risque net sur impayés								0	0
Risque de contrepartie								0	0
Risques et charges	-1 330	5 705						4 375	-629
Risques divers	-10 860							-10 860	0
Provisions IFRS9	-23 871	24 850						980	0
Total I	-50 783	36 671	0	0	0	-4 741	0	-18 853	-6 244
Belgique	-564	49						-515	218
Allemagne	-4 971	1 150						-3 821	-2 650
Espagne	-10 847	5 650		-311				-5 508	-1 262
Italie	-7 565	8 429						864	-3 363
Pays-Bas	-270	47						-223	-85
Portugal	-175	401						226	-126
Total II	-24 393	15 727	0	-311	0	0	0	-8 977	-7 268
Total net du cout du risque	-75 176	52 398	0	-311	0	-4 741	0	-27 830	-13 513

Note 25 - Résultat net sur actifs immobilisés

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Immobilisations financières		
Dotations aux dépréciations	-84 275	-9 674
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-84 275	-9 674
Reprises de dépréciations	2 702	6 508
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	2 702	6 508
Dotation ou reprise nette aux dépréciations	-81 574	-3 166
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-81 574	-3 166
Plus-values de cessions réalisées	0	0
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme		
Moins-values de cessions réalisées	0	0
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme		
Pertes sur créances liées à des titres de participation		
Solde des plus et moins-values de cessions	0	0
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme		
Solde en perte ou en bénéfice	-81 574	-3 166
Immobilisations corporelles et incorporelles		
Plus-values de cessions		
Moins-values de cessions	-1 562	-123
Solde en perte ou en bénéfice	-1 562	-123
Résultat net sur actifs immobilisés	-83 136	-3 289

Note 26 - Opérations effectuées avec les entreprises liées et les participations

(en milliers d'euros)	2025	2024
Bilan actif		
Créances sur établissements de crédit	4 843 989	3 482 960
Opérations avec la clientèle	0	0
Titres de participation AFS	1 569 384	1 430 323
Autres actifs	490 680	336 871
Comptes de régularisation actif	1 523 275	339 799
Total	8 427 328	5 589 952
Bilan passif		
Dettes sur établissements de Crédit	15 708 629	16 039 209
Dettes subordonnées	843 619	658 564
Opérations avec la clientèle	1 283 103	1 363 366
Dettes représentées par un titre	1 168 505	792 051
Autres Passifs	461 546	328 619
Comptes de régularisation Passif	453 227	129 231
Total	19 918 629	19 311 040
Compte de résultat (charges)		
Charges & intérêts sur opérations avec établissements de crédit	397 323	646 878
Intérêts sur emprunts subordonnés	56 825	
Commissions	58 657	29 318
Moins-values sur titres de participation AFS		
Provision sur titres de participation AFS	83 000	
Autres charges d'exploitation	67 678	49 910
Total	663 484	726 106
Compte de résultat (produits)		
Produits & intérêts sur opérations avec établissements de crédit	154 344	145 672
Dividendes et revenus de parts d'entreprises liées	7 400	
Commissions	31 741	4 994
Plus-values sur titres de participation AFS		18 009
Reprise de provision sur titres de participation AFS	2 702	
Autres produits d'exploitation	16 329	19 018
Total	212 516	187 693
Hors-bilan (engagements donnés)		

Engagements de financement	3 378	714
Engagements de garantie	165 271	165 271
Engagements sur instruments financiers	0	463 590
Autres engagements	148 776	319 823
Total	317 424	949 398
Hors-bilan (engagements reçus)		
Engagements de financement	1 536 504	933 351
Engagements de garantie	11 028 938	10 568 139
Engagements sur instruments financiers		
Total	12 565 442	11 501 490

Note 27 - Impôt sur les sociétés

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024	Variation (%)
Impôt sur les sociétés France	-25 081	-31 705	-21%
Contribution exceptionnelle France	-2 592	0	N/A
Crédit d'impôt France	518	96	437%
Retenues à la source nette Factoring Italie	-436	459	-195%
Retenues à la source Lixxcrédit			
Impôt sur les sociétés Succursales	-17 558	-5 422	224%
Total	-45 149	-36 572	23%

Dans le cadre de la Loi de finances 2025, il a été institué une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises. Elle s'applique, selon des seuils différents, pour les entreprises dont le chiffre d'affaires 2024 ou 2025 dépasse 1 Md€ ou 3 Md€.

Pour les redevables dont le chiffre d'affaires est compris entre 1 et 3 Md€, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 20,6 % ; pour ceux dont celui-ci est supérieur à 3 Md€, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 41,2 %. Les redevables dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1 Md€ ne sont pas assujettis à cette contribution.

Cette contribution exceptionnelle dispose en outre d'une base de calcul spécifique assise sur la moyenne de l'impôt sur les sociétés dû (hors contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %) au titre de l'exercice au cours duquel la contribution est due (2025) et au titre de l'exercice précédent (2024).

Le résultat fiscal 2025 de CALF France s'élève à 95,8 M€ contre 122,9 M€ pour l'exercice précédent.

Les comptes de CALF France comprennent une contribution exceptionnelle (surtaxe) assise sur les résultats de 2024 et de 2025, s'élevant à un total de 2,6 M€

Note 28 - Situation fiscale latente et conditionnelle

La société Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A., composée d'un établissement français et de succursales étrangères, est soumise à une dualité de situation fiscale.

Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A., en tant qu'établissement français, est imposée suivant les règles du droit fiscal français.

Les succursales espagnoles, portugaises, allemandes et italiennes sont imposées séparément en Espagne, au Portugal, Allemagne et en Italie suivant les règles locales du droit fiscal.

L'option formulée par Crédit Agricole S.A. pour le régime de groupe prévue à l'article 223 A du CGI a été renouvelée pour 5 exercices à compter du 1er janvier 2005 et est reconduite tacitement.

Au terme de cette convention, la répartition des impôts est faite selon le principe de la neutralité c'est-à-dire que chaque filiale intégrée comptabilise dans ses comptes la charge d'impôt calculée sur son propre résultat fiscal comme en l'absence d'intégration fiscale.

• Dettes et créances d'impôts différés

Les différences temporaires résultant d'un décalage entre l'imposition d'une opération et l'exercice de rattachement comptable donnent lieu, en comptabilité financière, au calcul d'un impôt différé déterminé selon la méthode du "report variable".

Autres informations

• Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société

CREDIT AGRICOLE S.A.
12 place des Etats Unis
92548 MONTROUGE CEDEX

• Ventilation de l'effectif moyen

Effectif par catégorie

Catégorie de personnel	31/12/2025	31/12/2024
Cadres	947	925
Non cadres	288	315
Total	1 235	1 240

• Organes de direction, d'administration ou de surveillance, montant global pour chaque catégorie

Il a été alloué une rémunération aux administrateurs à titre de jetons de présence de 53,5 K€.

• Publicité des honoraires des commissaires aux comptes

Collège des Commissaires aux Comptes du Crédit Agricole Leasing et Factoring.

<i>Honoraires en K€</i>	PwC	Deloitte
Certification des comptes et examen des comptes individuels (*)	448	421
<i>(*) y compris les prestations d'experts indépendants ou du réseau à la demande des commissaires aux comptes dans le cadre de la certification des comptes.</i>		

Note 29 Note sur la comptabilité financière

Méthode de comptabilité financière

Le résultat financier est calculé après amortissement financier, ce dernier étant égal à la part du loyer HT affectée à l'amortissement du montant initial financé, après rémunération à un taux de placement déterminé du capital restant dû.

Les loyers sont perçus d'avance et la méthode retenue pour calculer l'amortissement financier est celle dite à "intérêts perçus d'avance", le premier loyer incluant une part d'intérêts. La valeur résiduelle, si elle existe, est considérée comme un dernier loyer, intégralement affecté à l'amortissement du capital investi.

En comptabilité financière, les loyers sont enregistrés à leur date d'exigibilité avec prorata temporis.

Les encours financiers des dossiers à caractère douteux ou litigieux font l'objet d'un complément d'amortissement financier pour couvrir la perte probable évaluée en fonction de la valeur de revente du matériel.

Le résultat financier dégagé peut être supérieur au bénéfice social, cela étant essentiellement dû à la différence entre les amortissements financiers et les amortissements fiscaux pratiqués.

Cet excédent permet de constituer une réserve non apparente qualifiée de "réserve latente", essentiellement constituée par la différence entre l'encours financier et la valeur nette comptable des mêmes biens donnés en location.

Méthode de comptabilité sociale

Les sociétés pratiquant des opérations de crédit-bail ou de location longue durée peuvent amortir les matériels qu'elles donnent en location, conformément aux dispositions légales et réglementaires, c'est-à-dire qu'elles peuvent pratiquer des amortissements comptables de type dégressif ou linéaire.

L'amortissement effectivement retenu est compris entre le minimum linéaire et le maximum dégressif fiscalement autorisé. Les durées d'amortissement des immobilisations corporelles louées sont conformes à la réglementation en vigueur.

**V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels
(Exercice clos le 31 décembre 2025)**

A l'assemblée générale
CREDIT AGRICOLE LEASING & FACTORING SA
Cs 30002 12 Place Des Etats Unis
92548 MONTROUGE CEDEX

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CREDIT AGRICOLE LEASING & FACTORING SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2 de l'annexe aux comptes annuels qui expose les changements de méthode et de présentation comptables relatifs à l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2025 des règlements ANC N° 2023-03 et n° 2022-06.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit et dépréciation des créances saines et dégradées envers la clientèle
(Se référer aux notes 2.2 et 13 de l'annexe aux comptes annuels)

Risque identifié	Notre réponse
<p>Au 31 décembre 2025, Crédit Agricole Leasing & Factoring SA et ses succursales comptabilisent au titre du risque de crédit des provisions sur une base collective.</p> <p>Depuis l'exercice 2018, en normes françaises, les paramètres utilisés sont des paramètres IFRS afin d'aligner la perception de l'évolution des expositions crédits du groupe dans les deux référentiels. La formule de calcul intègre les notions de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.</p> <p>Sans attendre que les encours soient devenus douteux, Crédit Agricole Leasing & Factoring SA constitue des provisions destinées à couvrir les risques de crédit attendus sur les douze mois à venir (expositions qualifiées de saines) et/ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).</p> <p>Au 31 décembre 2025, un stock de provisions de 34 324 K€ sur les encours sains et les encours dégradés est présenté dans le poste « Provisions » au passif.</p> <p>Nous avons ainsi considéré qu'il s'agissait d'un point clé de l'audit en raison de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'importance des zones de jugement, en particulier dans l'actuel contexte macroéconomique, sur l'exercice et au 31 décembre 2025, entrant dans la détermination des modèles, des risques liés à la qualité des données qui les alimentent et des risques liés à leur insertion opérationnelle ; - L'importance du portefeuille des crédits dans le bilan, et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour l'estimation de ces provisions. 	<p>Nous avons examiné le dispositif de contrôle interne et évalué l'efficacité des procédures et des contrôles-clés réalisés par Crédit Agricole Leasing & Factoring sur le déclassement des créances en sensible (ou dégradé) ainsi que le calcul des provisions sur les créances saines et dégradées.</p> <p>En complément de ces tests sur les contrôles, nous avons mené les procédures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - examiner les critères retenus pour déterminer si une créance qualifiée de dégradée à l'aide de notre compréhension de la nature des portefeuilles de crédit de Crédit Agricole Leasing & Factoring et de notre connaissance des pratiques du secteur ; - évaluer les méthodes appliquées, notamment lorsque des changements ont été introduits dans les paramètres et les hypothèses du calcul, en prenant en compte, notamment l'impact du contexte macro-économique. Nous avons analysé les raisons pour lesquelles ces changements étaient intervenus et avons examiné leur caractère approprié ; - tester la qualité des données utilisées pour le calcul des provisions enregistrées en comptabilité. <p>- Nous avons contrôlé, par sondages, la cohérence de la notation des tiers retenue dans le calcul de la provision et des bases de gestion de Crédit Agricole Leasing & Factoring.</p> <p>Enfin, nous nous sommes assurés que les informations ont bien été données en annexe.</p>

Risque de crédit et dépréciation des créances douteuses
(Se référer aux notes 2.2 et 4 de l'annexe aux comptes annuels)

Risque identifié	Notre réponse
<p>Au 31 décembre 2025, Crédit Agricole Leasing & Factoring comptabilise au titre du risque de crédit de son portefeuille clients des dépréciations individuelles sur créances douteuses. Ces dépréciations sont enregistrées en fonction du risque de non-recouvrement. Elles sont déterminées individuellement et évaluées à partir de l'encours contentieux, déduction faite des garanties et réserves.</p> <p>Compte tenu de l'activité exercée par Crédit Agricole Leasing & Factoring, nous considérons que l'évaluation des dépréciations sur les créances douteuses constitue un point clé de l'audit.</p> <p>Au 31 décembre 2025, les dépréciations des créances douteuses s'élèvent à 121,1 M€ (dont 112,7 au titre des activités de l'affacturage et 11,5 au titre des créances sur les prêts) pour un encours total de ces créances s'élevant à 488,8 M€. (notes 2.2 et 4 de l'annexe aux comptes individuels).</p>	<p>Nous avons examiné le dispositif de contrôle interne et évalué l'efficacité des procédures et des contrôles-clés réalisés par Crédit Agricole Leasing & Factoring dans le contexte macroéconomique actuel pour</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identifier les créances douteuses - S'assurer du correct déclassement des créances en douteux - Examiner les procédures de confirmation réalisées par la société sur les créances acquises. <p>En complément de ces tests sur les contrôles, nous avons mené les procédures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Examiner les différents indicateurs de risques préparés par la société et les procédures d'alertes qui en découlent, le cas échéant ; - Examiner les critères retenus pour déterminer si une créance est douteuse à l'aide de notre compréhension de la nature des portefeuilles de crédit de Crédit Agricole Leasing & Factoring et de notre connaissance des pratiques du secteur ; - Analyser les dossiers déclassés en douteux et apprécier le taux de provisionnement retenu ; - Tester le calcul des dépréciations. <p>Enfin, nous nous sommes assurés que les informations ont bien été données en annexe.</p>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Crédit Agricole Leasing & Factoring SA par votre assemblée générale du 27 avril 2023 pour les cabinets PricewaterhouseCoopers Audit et Deloitte et Associés.

Au 31 décembre 2025, les deux cabinets étaient dans la troisième année de leur mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 30 avril 2026

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Bara NAIJA

Deloitte et Associés
Charlotte VANDEPUTTE

Partie B. — Comptes consolidés au 31 décembre 2025

Arrêtés par le Conseil d'administration de Crédit Agricole Leasing & Factoring en date du 28 avril 2026 et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire en date du 18 mai 2026.

Les comptes consolidés sont constitués du cadre général, des états financiers consolidés et des notes annexes aux états financiers

Cadre général

Présentation juridique de l'entité

Le siège social de la société Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. est situé 12 place des Etats-Unis 92548 Montrouge. Elle est immatriculée au RCS de Nanterre sous le n° 692 029 457. (Code NAF 6492Z).

La société Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. est la société mère du Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring.

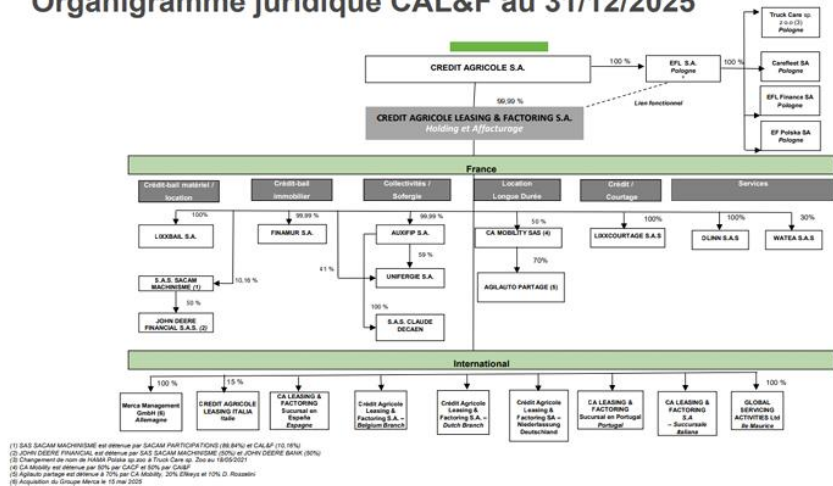
La société Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. est une filiale à 100 % de Crédit Agricole S.A. : le Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring est intégré à la consolidation des groupes Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole.

Présentation de l'activité de Crédit Agricole Leasing & Factoring :

Le Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring déploie principalement deux activités :

- Des activités de location essentiellement en France (mais également à l'international au travers de sa succursale en Espagne et de sa filiale Merca en Allemagne), qui prennent la forme de contrats de crédit-bail, de location avec option d'achat, de location financière, ou de location longue durée. Les caractéristiques de ces contrats permettent de les qualifier de locations financements au sens de IFRS 16 ;
- Une activité d'affacturage déployée en France mais également en Europe au travers de ses succursales en Espagne, au Portugal et en Allemagne ainsi qu'une filiale établie en Italie.

Organigramme juridique CAL&F au 31/12/2025



Relations internes au Crédit Agricole

➤ Mécanismes financiers internes

Les mécanismes financiers qui régissent les relations réciproques au sein du Crédit Agricole sont spécifiques au Groupe.

Informations relatives aux parties liées

Les relations entre Crédit Agricole Leasing & Factoring et sa société mère Crédit Agricole S.A. concernent essentiellement :

- Des financements obtenus pour l’acquisition de biens destinés à la location ainsi que l’octroi de limites à court terme permettant de financer l’activité d’affacturage ;
- La souscription d’instruments financiers destinés à la couverture du risque de taux fixe générée par l’activité de portefeuille ;
- La mise à disposition et le partage de coûts de structure (locaux, personnel, …).

Le Groupe Crédit Agricole représente surtout un canal d’apport important pour le Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring qui rémunère le réseau des apporteurs (Caisses régionales et agences LCL) par des commissions d’apport. Ce réseau se porte également garant d’une part significative des contrats apportés.

Les filiales de Crédit Agricole Leasing & Factoring étant toutes intégrées globalement, toutes les opérations internes au Groupe ont été éliminées.

Gestion des engagements en matière de retraites, préretraites et indemnités de fin de carrière : conventions de couverture internes au Groupe

Comme présenté dans les principes comptables (Chapitre 1.2), les avantages postérieurs à l’emploi peuvent être de différentes natures. Il s’agit :

- D’indemnités de fin de carrière ;
- D’engagements de retraites, qualifiés selon le cas de régime « à cotisations » ou « à prestations » définies.

Ces engagements font, pour partie, l’objet de conventions d’assurances collectives contractées auprès de Prédica, société d’Assurance Vie du Groupe Crédit Agricole.

Ces conventions ont pour objet :

- La constitution chez l’assureur de fonds collectifs destinés à la couverture des indemnités de fin de carrière ou à la couverture des différents régimes de retraite, moyennant le versement de cotisations de la part de l’employeur ;
- La gestion de ces fonds par la société d’assurance ;
- Le paiement aux bénéficiaires des primes et prestations de retraites prévues par les différents régimes.

Relations avec les principaux dirigeants

Les informations sur la rémunération des principaux dirigeants sont détaillées dans la partie 7 « Avantages aux personnels et autres rémunérations » au point 7.7.

Etats financiers consolidés

Compte de résultat

(en milliers d’euros)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts et produits assimilés	4.1	1 664 070	1 683 214
Intérêts et charges assimilés	4.1	-1 240 797	-1 254 419
Commissions (produits)	4.2	196 485	205 833
Commissions (charges)	4.2	-65 562	-64 371
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	-952	1 221
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction		-	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat		-952	1 221
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.4	25	9

<i>Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables</i>		-	-
<i>Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)</i>		25	9
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	4.5	-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.6	-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.6	-	-
Produit net des activités d'assurance		-	-
Produits des activités d'assurance		-	-
<i>Charges afférentes aux activités d'assurance</i>		-	-
<i>Produits et charges afférents aux contrats de réassurance détenus</i>		-	-
<i>Produits financiers ou charges financières d'assurance</i>		-	-
<i>Produits financiers ou charges financières d'assurance afférents aux contrats de réassurance détenus</i>		-	-
<i>Coût du risque de crédit sur les placements financiers des activités d'assurance</i>		-	-
Produits des autres activités	4.7	263 846	259 627
Charges des autres activités	4.7	-212 857	-216 996
Produit net bancaire		604 258	614 118
Charges générales d'exploitation	4.8	-318 929	-305 414
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	4.9	-22 657	-19 757
Résultat brut d'exploitation		262 672	288 947
Coût du risque	4.10	-60 471	-58 795
Résultat d'exploitation		202 201	230 152
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		-25 172	-11 086
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4.11	-3 795	-1 202
Variations de valeur des écarts d'acquisition	6.14	-20 000	-
Résultat avant impôt		153 234	217 864
Impôts sur les bénéfices	4.12	-55 309	-53 750
Résultat net d'impôts des activités abandonnées	6.11	-	960
Résultat net		97 925	165 074
Participations ne donnant pas le contrôle	13.3	-	-1
Résultat net part du groupe		97 925	165 076
Résultat par action (en euros) (1)	6.17	7,23	12,68
Résultat dilué par action (en euros) (1)	6.17	7,23	12,68

(1) Correspond au résultat y compris Résultat net des activités abandonnées.

Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Résultat net	97 925	165 074
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	20	-93
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre (1)	-	-
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (1)	-1 276	-
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres non recyclables	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	-1 256	-93
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	3	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	14	18
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-1	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	-1 240	-75
Gains et pertes sur écarts de conversion	-	-
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	-	-
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres recyclables	-	-
Produits financiers ou charges financières de réassurance ventilés en capitaux propres	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	-1 240	-75
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	96 685	164 999
Dont part du Groupe	96 685	165 001
Dont participations ne donnant pas le contrôle	-	-1
(1) Montant du transfert en réserves d'éléments non recyclables	-	-

Bilan actif

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Caisse, banques centrales	6.1	962 814	747 503
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.1-3.2-6.2-6.6	-	-
<i>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>		-	-
<i>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</i>		-	-
Instruments dérivés de couverture	3.3-3.5	4 063	14 263
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3.1-3.2-6.4-6.6	2 956	4 190
<i>Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</i>		-	-
<i>Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</i>		2 956	4 190
Actifs financiers au coût amorti	3.1-3.2-3.4-6.5-6.6	37 215 781	36 930 401
<i>Prêts et créances sur les établissements de crédit</i>		3 332 831	4 747 262
<i>Prêts et créances sur la clientèle</i>		33 882 950	32 183 139
<i>Titres de dettes</i>		-	-
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		8 026	1 837
Actifs d'impôts courants et différés	6.9	154 931	229 896
Comptes de régularisation et actifs divers	6.10	1 003 540	924 176
Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées	6.11	-	-
Contrats d'assurance émis - Actif		-	-
Contrats de réassurance détenus - Actif		-	-
Participation dans les entreprises mises en équivalence	13.2	48 179	63 614
Immeubles de placement	6.12	53 046	23 030
Immobilisations corporelles	6.13	253 886	232 302
Immobilisations incorporelles	6.13	99 069	76 458
Ecarts d'acquisition	6.14	232 689	241 451
Total de l'actif		40 038 980	39 489 121

Bilan passif

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2025	31/12/2024
Banques centrales	6.1	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	-	5 000
<i>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</i>		-	5 000
<i>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>		-	-
Instruments dérivés de couverture	3.3-3.5	12 538	16 084
Passifs financiers au coût amorti		34 739 940	34 581 434
<i>Dettes envers les établissements de crédit</i>	3.4-6.7	28 248 096	28 456 832
<i>Dettes envers la clientèle</i>	3.1-3.4-6.7	3 826 068	4 029 502
<i>Dettes représentées par un titre</i>	3.4-6.7	2 665 776	2 095 100
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		-	-
Passifs d'impôts courants et différés	6.9	388 800	443 307
Comptes de régularisation et passifs divers	6.10	2 252 041	2 085 689
Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées	6.11	-	-
Contrats d'assurance émis - Passif		-	-
Contrats de réassurance détenus - Passif		-	-
Provisions	6.15	72 141	67 406
Dettes subordonnées	3.4-6.16	499 943	397 000
Total dettes		37 965 403	37 595 920
Capitaux propres		2 073 577	1 893 201
Capitaux propres part du Groupe		2 073 576	1 893 154
Capital et réserves liées		788 478	640 477
Réserves consolidées		1 190 169	1 089 357
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		-2 996	-1 755
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées		-	-
Résultat de l'exercice		97 925	165 076
Participations ne donnant pas le contrôle		1	47
Total du passif		40 038 980	39 489 121

Tableau de variation des capitaux propres

(en milliers d'euros)	Part du Groupe								
	Capital et réserves liées					Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Résultat net
	Capital	Primes et réserves consolidées liées au capital (1)	Elimination des titres autodétenus	Autres instruments de capitaux propres	Total Capital et réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	
Capitaux propres au 1er janvier 2024	195 257	1 296 403		248 000	1 739 660	126	-1 805	-1 679	
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC (2)					0			0	
Capitaux propres au 1er janvier 2024 Retraités	195 257	1 296 403	0	248 000	1 739 660	126	-1 805	-1 679	0
Augmentation / Réduction de capital					0			0	0
Variation des titres autodétenus					0			0	0
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres				13 000	13 000			0	13 000
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres		-22 970			-22 970			0	-22 970
Dividendes versés en 2024					0			0	0
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle					0			0	0
Mouvements liés aux paiements en actions		441			441			0	441
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	0	-22 529	0	13 000	-9 529	0	0	0	0
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					0		-75	-75	-75
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves					0			0	0
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves					0			0	0
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence		1			1			0	1
Résultat 2024					0			0	165 078
Autres variations		-299			-299			0	-299
Capitaux propres au 31 décembre 2024	195 257	1 273 576	0	261 000	1 729 833	126	-1 880	-1 754	165 078
Affectation du résultat 2024		165 078			165 078			0	165 078
Capitaux propres au 1er janvier 2025	195 257	1 438 654	0	261 000	1 894 910	126	-1 880	-1 754	165 078
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC (3)					0			0	-165 078
Capitaux propres au 1er janvier 2025 Retraités	195 257	1 438 654	0	261 000	1 894 911	126	-1 880	-1 754	0
Augmentation / Réduction de capital	7 889	58 112			66 001			0	66 001
Variation des titres autodétenus					0			0	0
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres				82 000	82 000			0	82 000
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres		-22 210			-22 210			0	-22 210
Dividendes versés en 2025		-56 885			-56 885			0	-56 885
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle		12 949			12 949			0	12 949
Mouvements liés aux paiements en actions		629			629			0	629
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	7 889	-7 405	0	82 000	82 484	0	0	0	0
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					0		-1 242	-1 242	-1 242
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves					0			0	0
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves					0			0	0
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence		1 220			1 220		2	2	1 221
Résultat 2025					0			0	97 925
Autres variations		32			32			0	32
Capitaux propres au 31 décembre 2025	203 146	1 432 500	0	343 000	1 978 646	126	-3 120	-2 994	97 925

(en milliers d'euros)	Participations ne donnant pas le contrôle					Capitaux propres consolidés
	Capital, réserves liées et résultat	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Capitaux propres	
		Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
Capitaux propres au 1er janvier 2024	49			0	49	1 738 030
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC (2)				0	0	0
Capitaux propres au 1er janvier 2024 Retraités	49	0	0	0	49	1 738 030
Augmentation / Réduction de capital				0	0	0

Variation des titres autodétenus				0	0	0
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres				0	0	13 000
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres				0	0	-22 970
Dividendes versés en 2024				0	0	0
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle				0	0	0
Mouvements liés aux paiements en actions				0	0	441
<i>Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires</i>	0	0	0	0	0	-9 529
<i>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>				0	0	-75
<i>Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves</i>				0	0	0
<i>Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves</i>				0	0	0
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence				0	0	1
Résultat 2024	-1			0	-1	165 077
Autres variations				0	0	-299
Capitaux propres au 31 décembre 2024	47	0	0	0	48	1 893 205
Affectation du résultat 2024				0	0	165 078
Capitaux propres au 1er janvier 2025	47	0	0	0	47	2 058 281
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC (3)					0	-165 078
Capitaux propres au 1er janvier 2025 Retraités	47	0	0		47	1 893 204
Augmentation / Réduction de capital				0	0	66 001
Variation des titres autodétenus				0	0	0
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres				0	0	82 000
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres				0	0	-22 210
Dividendes versés en 2025				0	0	-56 885
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle	-47			0	-47	12 902
Mouvements liés aux paiements en actions				0	0	629
<i>Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires</i>	-47	0	0	0	-47	82 437
<i>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>				0	0	-1 242
<i>Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves</i>				0	0	0
<i>Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves</i>				0	0	0
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence				0	0	1 221
Résultat 2025				0	0	97 925
Autres variations				0	0	32
Capitaux propres au 31 décembre 2025	0	0	0	0	0	2 073 576

Tableau des flux de trésorerie

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits de Crédit Agricole Leasing & Factoring.

Les flux d’impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d’investissement** représentent les flux de trésorerie pour l’acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans les rubriques « Juste valeur par résultat » ou « Juste valeur par capitaux propres non recyclables » sont compris dans cette rubrique.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Résultat avant impôt	153 234	217 864
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	22 954	19 755
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	20 000	-
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	104 385	101 036
Quote-part de résultat liée aux entreprises mises en équivalence	25 172	11 086
Résultat net des activités d'investissement	3 795	1 202
Résultat net des activités de financement	24 375	35 898
Autres mouvements	-10 274	-74 830
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements	190 407	94 147
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-46 136	763 005
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-1 428 714	-1 196 097
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	1 489 248	382 587
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	81 457	225 061
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence	-	-

Impôts versés	-40 755	-92 783
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	55 100	81 773
Flux provenant des activités abandonnées	-	-
Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)	398 741	393 784
Flux liés aux participations (1)	-129 969	35 342
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-37 696	-39 527
Flux provenant des activités abandonnées	-	-
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)	-167 665	-4 185
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (2)	68 906	-9 970
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (3)	301 658	-48 189
Flux provenant des activités abandonnées	-	-
Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	370 564	-58 159
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	-	50
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)	601 640	331 490
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	1 202 036	870 542
Solde net des comptes de caisse et banques centrales*	748 094	683 054
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit**	453 942	187 488
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	1 803 672	1 202 036
Solde net des comptes de caisse et banques centrales*	962 745	748 094
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit**	840 927	453 942
Variation de la trésorerie nette et des équivalents de trésorerie	601 636	331 944

* Composé du solde net du poste « Caisse, banques centrales », hors intérêts courus et y compris trésorerie des entités reclassées en activités abandonnées.

** Composé du solde des postes « Comptes ordinaires débiteurs non douteux » et « Comptes et prêts au jour le jour non douteux » tels que détaillés en note 6.5 et des postes « Comptes ordinaires créditeurs » et « Comptes et emprunts au jour le jour » tels que détaillés en note 6.7 (hors intérêts courus et y compris opérations internes eu Crédit Agricole)

(1) Flux liés aux participations : Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Ces opérations externes sont décrites dans la note 2 « Principales opérations de structure et événements significatifs de la période ». Au cours de l'année 2025, l'impact net des acquisitions sur la trésorerie de l'entité s'élève à (129 969) milliers d'euros, portant notamment sur les opérations suivantes : Augmentation de capital CA MOBILITY 13 515 milliers d'euros ; Achat de l'entité MERCA MANAGEMENT pour 54 000 milliers d'euros représentant la prise de participation de CAL&F auquel se rajoute le flux d'entrée de périmètre pour un montant de 62 452 milliers d'euros.

(2) Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires : il comprend le paiement des dividendes versés par l'entité à ses actionnaires, à hauteur de 56 885 milliers d'euros pour l'année 2025

(3) Autres flux nets de trésorerie provenant des flux liés aux opérations de financement : Au 31 décembre 2025, Les émissions de dettes subordonnées s'élèvent à 364 000 milliers d'euros et les remboursements à (134 923) milliers d'euros.

Notes annexes aux états financiers consolidés

1 Principes et méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés.

1.1 Normes applicables et comparabilité

Sauf mention contraire, tous les montants indiqués dans le présent rapport financier sont exprimés en euros et sont indiqués en milliers, sans décimale. Les arrondis au millier d'euros le plus proche peuvent, dans certains cas, conduire à des écarts non significatifs au niveau des totaux et des sous-totaux figurant dans les tableaux.

En application du règlement CE n°1606/2002, les états financiers consolidés ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2025 et telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite *carve out*), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante : https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 2024.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2025 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2025.

Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de 1ère application : exercices ouverts à compter du	Effet significatif potentiel pour le Groupe
IAS 21 / IFRS 1 Absence de convertibilité	01/01/2025	Non

A noter également le **règlement ANC n° 2025-01** du 7 février 2025 modifiant le règlement ANC n° 2016-09 et le règlement ANC n° 2020-01 du 9 octobre 2020. Pour rappel, ce règlement concerne l'information spécifique à donner en annexe par les entreprises, à compter des exercices 2025, sur les honoraires de certification des informations de durabilité.

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

Normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne au 31 décembre 2025 non encore appliquées par le Groupe**• IFRS 9 / IFRS 7 - Classement et évaluation des instruments financiers**

Les amendements aux normes IFRS 9 et IFRS 7, adoptés le 27 mai 2025 et applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2026 viennent notamment clarifier le classement des actifs financiers assortis de caractéristiques conditionnelles, telles que des caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance d'entreprise (ESG), dans le cadre du test SPPI. Bien que cet amendement soit rétroactif, le Groupe ne prévoit pas que des instruments avec clauses ESG existants avant le 1er janvier 2026 en viennent à échouer au test SPPI.

Ces amendements requerront des informations supplémentaires concernant les instruments financiers assortis de caractéristiques conditionnelles à compter de la date d'application.

Normes et interprétations non encore adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2025

Les normes et interprétations publiées par l'IASB au 31 décembre 2025 mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2025.

• IFRS 18 - Présentation et informations à fournir dans les états financiers

La norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers » publiée en avril 2024 remplacera la norme IAS 1 « Présentation des états financiers » et sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2027, sous réserve d'adoption par l'Union européenne.

La norme IFRS 18 imposera une nouvelle structure du compte de résultat et des sous-totaux obligatoires avec un classement des produits et charges dans 3 catégories : « exploitation », « investissement » et « financement » dans l'état du compte de résultat.

La norme IFRS 18 imposera également de décrire dans les notes annexes les mesures de performance définies par la Direction et utilisées dans la communication publique hors des états financiers IFRS.

Les travaux d'analyse et de préparation de mise en œuvre au sein du Groupe sont en cours.

Décisions IFRS IC, finalisées et approuvées par l'IASB, pouvant affecter le Groupe

Pas de décision impactant significativement le Groupe au 31 décembre 2025.

1.2 Principes et méthodes comptables**➤ Utilisation de jugements et estimations dans la préparation des états financiers**

Etant donné leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- les fluctuations des taux d'intérêt et de change ;
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- les modifications de la réglementation ou de la législation.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- les instruments financiers évalués à la juste valeur (y compris les participations non consolidées) ;
- les passifs des contrats d'investissement sans éléments de participation discrétionnaire ;
- les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ;
- les plans de stock-options ;
- les dépréciations d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les provisions ;
- les dépréciations des écarts d'acquisition ;
- les actifs d'impôts différés ;
- la valorisation des entreprises mises en équivalence ;

Les modalités de recours à des jugements ou à des estimations sont précisées dans les paragraphes concernés ci-après.

➤ Instruments financiers (IFRS 9, IFRS 13, IAS 32 et 39)**✓ Définitions**

La norme IAS 32 définit un instrument financier comme tout contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité, c'est-à-dire tout contrat représentant les droits ou obligations contractuels de recevoir ou de payer des liquidités ou d'autres actifs financiers.

Les actifs et passifs financiers sont traités dans les états financiers selon les dispositions de la norme IFRS 9 telle qu'adoptée par l'Union européenne.

Les instruments dérivés sont des actifs ou passifs financiers dont la valeur évolue en fonction de celle d'un sous-jacent (à condition que, dans le cas d'une variable non financière, celle-ci ne soit pas spécifique à l'une des parties au contrat), qui requièrent un investissement initial faible ou nul, et dont le règlement intervient à une date future.

La norme IFRS 9 définit les principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation / provisoirement du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

Il est toutefois précisé que le Groupe CA Leasing & Factoring utilise l'option de ne pas appliquer le modèle général de couverture d'IFRS 9. L'ensemble des relations de couverture reste en conséquence dans le champ d'IAS 39 en attendant les futures dispositions relatives à la macro-couverture.

Les actifs financiers dits « verts » ou « ESG » et les passifs financiers dits « green bonds » comprennent des instruments variés ; ils portent notamment sur des prêts ou emprunts permettant de financer des projets environnementaux ou de transition écologique. Il est rappelé que l'ensemble des instruments financiers portant ces qualifications ne présentent pas nécessairement une rémunération variant en fonction de l'atteinte de cibles ESG. Cette terminologie est susceptible d'évoluer en fonction de la réglementation européenne relative à la finance durable. Ces instruments sont comptabilisés conformément à IFRS 9 selon les principes énoncés ci-après.

Notamment, les prêts dont l'indexation de la rémunération du critère ESG n'introduit pas d'effet levier ou est considérée comme non matérielle en termes de variabilité des flux de trésorerie de l'instrument, ne sont pas considérés comme échouant au test SPPI (analyse des clauses contractuelles) sur la base de ce seul critère.

✓ Conventions d'évaluation des actifs et passifs financiers**• Evaluation initiale**

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

La juste valeur telle que définie par IFRS 13 correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

• Evaluation ultérieure

Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classement soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) pour les instruments de dette, soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13. Les instruments dérivés sont toujours évalués à leur juste valeur.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux qui actualise les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs prévus sur la durée de vie attendue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Le coût amorti correspond au montant auquel est évalué l'actif financier ou le passif financier lors de sa comptabilisation initiale, en intégrant les coûts de transaction directement attribuables à leur acquisition ou à leur émission, diminué des remboursements en principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) de toute différence (décote ou prime) entre le montant initial et le montant à l'échéance. Dans le cas d'un actif financier au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant peut être ajusté si nécessaire au titre de la correction pour pertes de valeur (Cf. paragraphe « Provisionnement pour risque de crédit »).

✓ Actifs financiers**• Classement et évaluation des actifs financiers**

Les actifs financiers non dérivés (instruments de dette ou de capitaux propres) sont classés au bilan dans des catégories comptables qui déterminent leur traitement comptable et leur mode d'évaluation ultérieur.

Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié :

- d'instruments de dette (par exemple des prêts et titres à revenu fixe ou déterminable) ; ou
- d'instruments de capitaux propres (par exemple des actions).

Ces actifs financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- actifs financiers au coût amorti (instruments de dette uniquement) ;
- actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (recyclables pour les instruments de dette, non recyclables pour les instruments de capitaux propres).

• Instruments de dette

Le classement et l'évaluation d'un instrument de dette dépendent de deux critères réunis : le modèle de gestion défini au niveau portefeuille et l'analyse des caractéristiques contractuelles (test SPPI) déterminée par instrument de dette sauf utilisation de l'option à la juste valeur.

- Les trois modèles de gestion :

Le modèle de gestion est représentatif de la stratégie que suit le management du Groupe CA Leasing & Factoring pour la gestion de ses actifs financiers, dans l'atteinte de ses objectifs. Le modèle de gestion est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.

On distingue trois modèles de gestion :

- Le modèle « Collecte » dont l'objectif est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs ; ce modèle n'implique pas systématiquement de détenir la totalité des actifs jusqu'à leur échéance contractuelle ; toutefois, les ventes d'actifs sont strictement encadrées ;
- Le modèle « Collecte et Vente » dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie sur la durée de vie et de céder les actifs ; dans ce modèle, la vente d'actifs financiers et la perception de flux de trésorerie sont toutes les deux essentielles ; et
- Le modèle « Autre / Vente » dont l'objectif principal est de céder les actifs.

Il concerne notamment les portefeuilles dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie via les cessions, les portefeuilles dont la performance est appréciée sur la base de sa juste valeur, les portefeuilles d'actifs financiers détenus à des fins de transaction.

Lorsque la stratégie que suit le management pour la gestion d'actifs financiers ne correspond ni au modèle collecte, ni au modèle collecte et vente, ces actifs financiers sont classés dans un portefeuille dont le modèle de gestion est autre / vente.

- Les caractéristiques contractuelles (test « *Solely Payments of Principal & Interests* » ou test « SPPI ») :

Le test « SPPI » regroupe un ensemble de critères, examinés cumulativement, permettant d'établir si les flux de trésorerie contractuels respectent les caractéristiques d'un financement simple (remboursements de nominal et versements d'intérêts sur le nominal restant dû).

Le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Dans un financement simple, l'intérêt représente le coût du passage du temps, le prix du risque de crédit et de liquidité sur la période, et d'autres composantes liées au coût du portage de l'actif (ex : coûts administratifs...).

Dans certains cas, cette analyse qualitative ne permettant pas de conclure, une analyse quantitative (ou *Benchmark* test) est effectuée. Cette analyse complémentaire consiste à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié et les flux de trésorerie d'un actif de référence.

Si la différence entre les flux de trésorerie de l'actif financier et celui de référence est jugée non significative, l'actif est considéré comme un financement simple.

Par ailleurs, une analyse spécifique sera menée dans le cas où l'actif financier est émis par des entités ad hoc établissant un ordre de priorité de paiement entre les porteurs des actifs financiers en liant de multiples instruments entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit (des « tranches »).

Chaque tranche se voit attribuer un rang de subordination qui précise l'ordre de distribution des flux de trésorerie générés par l'entité structurée.

Dans ce cas le test « SPPI » nécessite une analyse des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif concerné et des actifs sous-jacents selon l'approche "look-through" et du risque de crédit supporté par les tranches souscrites comparé au risque de crédit des actifs sous-jacents.

Le mode de comptabilisation des instruments de dette résultant de la qualification du modèle de gestion couplée au test « SPPI » peut être présenté sous la forme du diagramme ci-après :

Instruments de dette		Modèles de gestion		
		Collecte	Collecte et vente	Autre / Vente
Test SPPI	Satisfait	Coût amorti	Juste valeur par capitaux propres recyclables	Juste valeur par résultat (Test SPPI N/A)
	Non satisfait	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat	

❖ Instruments de dette au coût amorti

Initialement évalués à la juste valeur, les instruments de dette sont évalués ultérieurement au coût amorti s'ils sont éligibles au modèle « Collecte » et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de règlement-livraison et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction.

L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des prêts et créances, et des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation / Provisionnement pour risque de crédit ».

❖ Instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables

Initialement évalués à la juste valeur, les instruments de dette sont évalués ultérieurement à la juste valeur par capitaux propres recyclables s'ils sont éligibles au modèle « Collecte et Vente » et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de négociation et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction. L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ces actifs financiers sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres recyclables en contrepartie du compte d'encours (hors intérêts courus comptabilisés en résultat selon la méthode du TIE).

En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation / Provisionnement pour risque de crédit » (sans que cela n'affecte la juste valeur au bilan).

❖ Instruments de dette à la juste valeur par résultat

Les instruments de dette sont évalués à la juste valeur par résultat dans les cas suivants :

- Les instruments sont classés dans des portefeuilles constitués d'actifs financiers détenus à des fins de transaction ou dont l'objectif principal est la cession ;
- Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont des actifs acquis ou gérés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitrage. Bien que les flux de trésorerie contractuels soient perçus pendant le temps durant lequel le Groupe CA Leasing & Factoring détient les actifs, la perception de ces flux de trésorerie contractuels n'est pas essentielle mais accessoire.
- Les instruments de dette qui ne respectent pas les critères du test « SPPI ». C'est notamment le cas des OPC (Organismes de Placement Collectif) ;
- Les instruments financiers classés dans des portefeuilles pour lesquels Crédit Agricole Leasing & Factoring choisit la valorisation à la juste valeur afin de réduire une différence de traitement comptable au compte de résultat. Dans ce cas, il s'agit d'un classement sur option à la juste valeur par résultat.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat) et coupons courus inclus.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours. Les intérêts de ces instruments sont comptabilisés dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation au titre du risque de crédit.

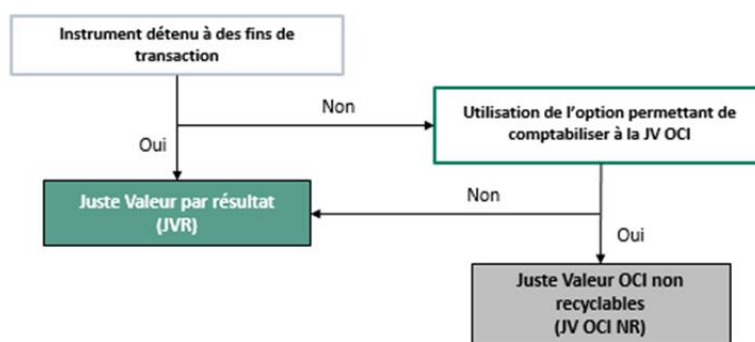
Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature dont le modèle de gestion est « Autre / Vente » sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat sur option sont enregistrés à la date de négociation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature, par échec au test SPPI, sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

○ Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres sont par défaut comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement et une évaluation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction.



❖ Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat). Les instruments de capitaux propres détenus à des fins de transaction sont enregistrés à la date de négociation. Les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat et non détenus à des fins de transaction sont enregistrés en date de règlement-livraison.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

❖ Instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sur option irrévocable)

L'option irrévocable de comptabiliser les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est retenue au niveau transactionnel (ligne par ligne) et s'applique à la date de comptabilisation initiale. Ces titres sont enregistrés à la date de négociation.

La juste valeur initiale intègre les coûts de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres non recyclables. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres.

Seuls les dividendes sont reconnus en résultat si :

- le droit de l'entité d'en percevoir le paiement est établi ;
- il est probable que les avantages économiques associés aux dividendes iront à l'entité ;
- le montant des dividendes peut être évalué de façon fiable.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

- Reclassement d'actifs financiers

Non concerné

- Acquisition et cession temporaire de titres

Non concerné

- Décomptabilisation des actifs financiers

Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à expiration ;
- ou sont transférés, ou considérés comme tels parce qu'ils appartiennent de fait à un ou plusieurs bénéficiaires et lorsque la quasi-totalité des risques et avantages liés à cet actif financier est transférée.

Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs.

Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages, ainsi que le contrôle, sont conservés, CA Leasing & Factoring continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans cet actif. L'implication continue correspond à la portion de l'actif qui continue d'être exposée aux variations de valeur de l'actif transféré.

Les actifs financiers renégociés pour raisons commerciales en l'absence de difficultés financières de la contrepartie et dans le but de développer ou conserver une relation commerciale sont décomptabilisés en date de renégociation. Les nouveaux prêts accordés aux clients sont enregistrés à leur juste valeur à la date de renégociation. La comptabilisation ultérieure dépend du modèle de gestion et du test « SPPI ».

- Intérêts pris en charge par l'Etat (IAS 20)

Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du groupe Crédit Agricole accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'Etat. En conséquence, ces entités perçoivent de l'Etat une bonification représentative du différentiel de taux existant entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. Ainsi, les prêts qui bénéficient de ces bonifications sont accordés au taux de marché.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'Etat.

Les bonifications perçues de l'Etat sont enregistrées en résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à la norme IAS 20.

✓ Passifs financiers

- Classement et évaluation des passifs financiers

Les passifs financiers sont classés au bilan dans les deux catégories comptables suivantes :

- passifs financiers à la juste valeur par résultat, par nature ou sur option ;
- passifs financiers au coût amorti.

❖ Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature

Les instruments financiers émis principalement en vue d'être rachetés à court terme, les instruments faisant partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prise de bénéfice à court terme, et les dérivés (à l'exception de certains dérivés de couverture) sont évalués à la juste valeur par nature.

Les variations de juste valeur de ce portefeuille sont constatées en contrepartie du compte de résultat.

❖ Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Les passifs financiers répondant à l'un des trois cas prévus par la norme ci-après, peuvent être évalués à la juste valeur par résultat sur option : émissions hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables, réduction ou élimination de distorsion de traitement comptable ou groupes de passifs financiers gérés et dont la performance est évaluée à la juste valeur.

Cette option est irrévocable et s'applique obligatoirement à la date de comptabilisation initiale de l'instrument.

Lors des évaluations ultérieures, ces passifs financiers sont évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat pour les variations de juste valeur non liées au risque de crédit propre et en contrepartie des capitaux propres non recyclables pour les variations de valeur liées au risque de crédit propre sauf si cela aggrave la non-concordance comptable (auquel cas les variations de valeur liées au risque de crédit propre sont enregistrées en résultat, comme prévu par la norme).

❖ Passifs financiers évalués au coût amorti

Tous les autres passifs répondant à la définition d'un passif financier (hors dérivés) sont évalués au coût amorti.

Ces passifs sont enregistrés en juste valeur à l'origine (produits et coûts de transaction inclus) puis sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

❖ Produits de la collecte

Les produits de la collecte sont comptabilisés dans la catégorie des « Passifs financiers au coût amorti – Dettes envers la clientèle » malgré les caractéristiques du circuit de collecte dans le groupe Crédit Agricole, avec une centralisation de la collecte chez Crédit Agricole S.A. en provenance des Caisses régionales. La contrepartie finale de ces produits de collecte pour le Groupe reste en effet la clientèle.

L'évaluation initiale est faite à la juste valeur, l'évaluation ultérieure au coût amorti.

Les produits d'épargne réglementée sont par nature considérés comme étant à taux de marché.

Les plans d'épargne-logement et les comptes d'épargne-logement donnent lieu le cas échéant à une provision telle que détaillée dans la note 6.15 « Provisions ».

• Reclassement de passifs financiers

Le classement initial des passifs financiers est irrévocable. Aucun reclassement ultérieur n'est autorisé.

• Distinction dettes – capitaux propres

La distinction entre instruments de dette et instruments de capitaux propres est fondée sur une analyse de la substance des dispositifs contractuels.

Un passif financier est un instrument de dette s'il inclut une obligation contractuelle :

- de remettre à une autre entité de la trésorerie, un autre actif financier ou un nombre variable d'instruments de capitaux propres ; ou
- d'échanger des actifs et des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un instrument financier non remboursable qui offre une rémunération discrétionnaire mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de tous ses passifs financiers (actif net) et qui n'est pas qualifié d'instrument de dette.

• Rachat d'actions propres

Non concerné

• Décomptabilisation et modification des passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsqu'il arrive à extinction ; ou
- lorsque les analyses quantitative ou qualitative concluent qu'il a été substantiellement modifié en cas de restructuration.

Une modification substantielle d'un passif financier existant doit être enregistrée comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif financier (la novation). Tout différentiel entre la valeur comptable du passif éteint et du nouveau passif sera enregistré immédiatement au compte de résultat.

Si le passif financier n'est pas décomptabilisé, le TIE d'origine est maintenu. Une décote / surcote est constatée immédiatement au compte de résultat en date de modification puis fait l'objet d'un étalement au TIE d'origine sur la durée de vie résiduelle de l'instrument.

✓ Intérêts négatifs sur actifs et passifs financiers

Conformément à la décision de l'IFRS IC de janvier 2015, les produits d'intérêt négatifs (charges) sur actifs financiers ne répondant pas à la définition d'un revenu au sens d'IFRS 15 sont comptabilisés en charges d'intérêts en compte de résultat, et non en réduction du produit d'intérêts. Il en est de même pour les charges d'intérêts négatives (produits) sur passifs financiers.

✓ Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit

• Champ d'application

Conformément à IFRS 9, le Groupe CA Leasing & Factoring comptabilise une correction de valeur au titre des pertes de crédit attendues ("*Expected Credit Losses*" ou "*ECL*") sur les encours suivants :

- les actifs financiers d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables (prêts et créances, titres de dette) ;
- les engagements de financement qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les engagements de garantie financière relevant d'IFRS 9 et qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les créances locatives relevant de la norme IFRS 16 ; et
- les créances commerciales générées par des transactions de la norme IFRS 15.

Les instruments de capitaux propres (à la juste valeur par résultat ou à la juste valeur par OCI non recyclables) ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

Les instruments dérivés et les autres instruments financiers évalués à la juste valeur par contrepartie résultat font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie qui n'est pas visé par le modèle ECL. Ce calcul est décrit dans le chapitre 5 « Facteurs et Gestion des risques » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

• Risque de crédit et étapes de dépréciation / provisionnement

Le risque de crédit se définit comme le risque de pertes lié au défaut d'une contrepartie entraînant son incapacité à faire face à ses engagements vis-à-vis du Groupe.

Le processus de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes (*Stages*) :

- 1^{ère} étape (Stage 1) : dès la comptabilisation initiale de l'instrument financier (crédit, titre de dette, garantie ...), CA Leasing & Factoring comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois ;
- 2^{ème} étape (Stage 2) : si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné le Groupe CA Leasing & Factoring comptabilise les pertes attendues à maturité ;
- 3^{ème} étape (Stage 3) : dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, Crédit Agricole Leasing & Factoring comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en *Stage 3* ne sont plus respectées, les instruments financiers sont reclassés en *Stage 2*, puis en *Stage 1* en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

○ Définition du défaut

La définition du défaut pour les besoins du provisionnement ECL est identique à celle utilisée en gestion et pour les calculs de ratios réglementaires. Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- Crédit Agricole Leasing & Factoring estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours en défaut (*Stage 3*) est dit déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier. Les indications de dépréciation d'un actif financier englobent les données observables au sujet des événements suivants :

- des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- l'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- la probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- la disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- l'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Il n'est pas nécessairement possible d'isoler un événement en particulier, la dépréciation de l'actif financier pouvant résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

La contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation (90 jours) qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation de défaut (appréciation par la Direction des Risques).

○ La notion de perte de crédit attendue « ECL »

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

● Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres IFRS 9 s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif bâlois. La Direction des Risques du Groupe est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le Groupe s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus bâlois actuels pour définir le périmètre des paramètres IFRS 9 nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et d'extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, doivent être retenues. La formule de calcul intègre entre autres les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des spécificités pour déterminer une ECL économique. La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêt (*Point in Time*) tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macro-économiques (*Forward Looking*), alors que la vue prudentielle s'analyse à travers le cycle (*Through The Cycle*) pour la probabilité de défaut (PD) et en bas de cycle (*Downturn*) pour la perte en cas de défaut.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les *floors* qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut (« *Loss Given Default* » ou « *LGD* »).

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : instruments financiers et instruments hors bilan.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir (*Stage 1*) sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie (*Stages 2 et 3*), et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'instrument financier est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE ou au taux contractuel (lorsque le TIE est indisponible) déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que le Groupe CA Leasing & Factoring ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. Conformément à la norme IFRS 9, la prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Le *backtesting* des modèles et paramètres utilisés est réalisé à minima à fréquence annuelle.

Les données macro-économiques prospectives (*Forward Looking*) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du Groupe dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du *Forward Looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
 - au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles.
- Dégradation significative du risque de crédit

Toutes les entités du Groupe doivent apprécier, pour chaque instrument financier, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêt. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (*Stages*).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères quantitatifs relatifs et absolus ainsi que de critères qualitatifs Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;
- un second niveau lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre du *Forward Looking* local, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement en Stage 2 (bascule de portefeuille ou sous-portefeuille ou tiers d'ECL à 12 mois en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque instrument financier. Aucune contagion n'est requise pour le passage de *Stage 1* à *Stage 2* des instruments financiers d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les deux critères suivants :

1. Exemption au faible risque de crédit :

Conformément aux normes en vigueur, le Groupe a choisi d'appliquer l'exemption « pour faible risque de crédit » aux titres de dettes classés en « *Investment Grade* » (Cf. IFRS 9.B5.5.23) et contrats de prêts dont la probabilité de défaut est inférieure à un seuil donné (ie. 0.30%).

2. Indicateurs quantitatifs :

Le groupe Crédit Agricole a retenu plusieurs critères quantitatifs permettant de qualifier une dégradation en Stage 2, à noter que chacun de ces critères est suffisant pour une dégradation en Stage 2. Les typologies de critères sont présentées ci-après :

- a) **Un critère relatif** qui mesure, au niveau contrat, la variation du risque associée depuis la date de comptabilisation initiale. Il permet de mesurer l'écart (établi en ratio) entre le risque de défaut en date de reporting d'une contrepartie et le risque de défaut apprécié en date de comptabilisation initiale.
- b) **Trois critères absolus.** Le Groupe a défini :
 - ⇒ Un critère de seuil absolu basé sur les probabilités de défaut bâloise pour capter une dégradation absolue non corrélée à la conjoncture économique. Il permet de capturer en pratique les deux derniers grades avant le défaut considérés comme risqués et donc avec une classification en Stage 2 pour le calcul des ECL.
 - ⇒ Un critère de seuil absolu basé sur la probabilité de défaut à 1 an (*Forward Looking*) en date de reporting, permettant de capter une dégradation significative absolue corrélée à la conjoncture économique.
 - ⇒ Un critère de seuil absolu basé sur le nombre de jours impayés de plus de 30 jours pour qualifier une classification en Stage 2.

3. Indicateurs qualitatifs :

Le Groupe retient un ensemble d'indicateurs qualitatifs permettant une dégradation en Stage 2, ces indicateurs peuvent être de niveau contrat, contrepartie ou portefeuille et permettent d'identifier les expositions ayant observées une dégradation significative du risque de crédit.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en *Stage 2*.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (*Stage 1*).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- le type d'instrument ;
- la note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- le type de garantie ;
- la date de comptabilisation initiale ;
- la durée à courir jusqu'à l'échéance ;

- le secteur d'activité ;
- l'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur une base de portefeuille homogène peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Pour les titres, Crédit Agricole Leasing & Factoring utilise l'approche qui consiste à appliquer un niveau absolu de risque de crédit, conformément à IFRS 9, en-deçà duquel les expositions seront classées en *Stage 1* et dépréciées sur la base d'un ECL à 12 mois.

Ainsi, les règles suivantes s'appliqueront pour le suivi de la dégradation significative des titres :

- les titres notés "*Investment Grade*", en date d'arrêt, seront classés en *Stage 1* et provisionnés sur la base d'un ECL à 12 mois ;
- les titres notés "*Non-Investment Grade*" (NIG), en date d'arrêt, devront faire l'objet d'un suivi de la dégradation significative, depuis l'origine, et être classés en *Stage 2* (ECL à maturité) en cas de dégradation significative du risque de crédit.

La détérioration relative doit être appréciée en amont de la survenance d'une défaillance avérée (*Stage 3*).

• Restructurations pour cause de difficultés financières

Les instruments de dette restructurés pour difficultés financières sont ceux pour lesquels Le Groupe CA Leasing & Factoring a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, maturité, etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi, ils concernent tous les instruments de dette, quelle que soit la catégorie de classement de l'instrument de dette en fonction de la dégradation du risque de crédit observée depuis la comptabilisation initiale.

Conformément à la définition de l'ABE (Autorité Bancaire Européenne) précisée dans le chapitre « Facteurs et Gestion des risques – Gestion des risques » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A., les restructurations de créances pour difficultés financières du débiteur correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou à des contrats de crédit à ce titre, ainsi qu'aux refinancements accordés en raison des difficultés financières rencontrées par le client.

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Par « modification de contrat », sont visées par exemple les situations dans lesquelles :

- il existe une différence en faveur de l'emprunteur entre le contrat modifié et les conditions antérieures au contrat ;
- les modifications apportées au contrat conduisent à des conditions plus favorables pour l'emprunteur concerné que ce qu'auraient pu obtenir, au même moment, d'autres emprunteurs de la banque ayant un profil de risque similaire.

Par « refinancement », sont visées les situations dans lesquelles une dette nouvelle est accordée au client pour lui permettre de rembourser totalement ou partiellement une autre dette dont il ne peut assumer les conditions contractuelles en raison de sa situation financière.

Une restructuration de prêt (sain ou en défaut) indique une présomption d'existence d'un risque de perte avérée (*Stage 3*).

La nécessité de constituer une dépréciation sur l'exposition restructurée doit donc être analysée en conséquence (une restructuration n'entraîne pas systématiquement la constitution de dépréciation pour perte avérée et un classement en défaut).

La qualification de « créance restructurée » est temporaire.

Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'ABE a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

En l'absence de décomptabilisation liée à ce type d'événement, la réduction des flux futurs accordée à la contrepartie ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration donne lieu à l'enregistrement d'une décote en coût du risque.

Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisé au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur comptable de la créance ;
- et la somme des flux futurs de trésorerie théoriques du prêt « restructuré », actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

En cas d'abandon d'une partie du capital, ce montant constitue une perte à enregistrer immédiatement en coût du risque.

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque.

Lors de la reprise de la décote, la part due à l'effet de l'écoulement du temps est enregistrée en « Produit Net Bancaire ».

- Irrécouvrabilité

Lorsqu'une créance est jugée irrécouvrable, c'est-à-dire qu'il n'y a plus d'espoir de la récupérer en tout ou partie, il convient de décomptabiliser du bilan et de passer en perte le montant jugé irrécouvrable.

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert. Chaque entité doit donc le fixer, avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité. Avant tout passage en perte, une dépréciation en Stage 3 aura dû être constituée (à l'exception des actifs à la juste valeur par résultat).

Pour les crédits au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant passé en perte est enregistré en coût du risque pour le nominal, en « Produit Net Bancaire » (PNB) pour les intérêts.

- ✓ Instruments financiers dérivés

- Classement et évaluation

Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers classés par défaut en instruments dérivés détenus à des fins de transaction sauf à pouvoir être qualifiés d'instruments dérivés de couverture.

Lors de leur comptabilisation initiale, ils sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur initiale à la date de négociation.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur.

A chaque arrêté comptable, la contrepartie des variations de juste valeur des dérivés au bilan est enregistrée :

- en résultat s'il s'agit d'instruments dérivés détenus à des fins de transaction ou de couverture de juste valeur ;
- en capitaux propres recyclables s'il s'agit d'instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie ou d'un investissement net dans une activité à l'étranger, pour la part efficace de la couverture.

- La comptabilité de couverture

- Cadre général

Conformément à la décision du Groupe, Crédit Agricole Leasing & Factoring n'applique pas le volet "comptabilité de couverture" d'IFRS 9 suivant l'option offerte par la norme. L'ensemble des relations de couverture reste documenté selon les règles de la norme IAS 39, et ce au plus tard jusqu'à la date d'application du texte sur la macro-couverture lorsqu'il sera adopté par l'Union européenne. Néanmoins, l'éligibilité des instruments financiers à la comptabilité de couverture selon IAS 39 prend en compte les principes de classement et d'évaluation des instruments financiers de la norme IFRS 9.

Sous IFRS 9, et compte-tenu des principes de couverture d'IAS 39, sont éligibles à la couverture de juste valeur et à la couverture de flux de trésorerie, les instruments de dette au coût amorti et à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

- Documentation

Les relations de couverture doivent respecter les principes suivants :

- la couverture de juste valeur a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut affecter le résultat (par exemple, couverture de tout ou partie des variations de juste valeur dues au risque de taux d'intérêt d'une dette à taux fixe) ;
- la couverture de flux de trésorerie a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de flux de trésorerie futurs d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une transaction prévue hautement probable, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut ou pourrait (dans le cas d'une transaction prévue mais non réalisée) affecter le résultat (par exemple, couverture des variations de tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur une dette à taux variable) ;
- la couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger a pour objet de se prémunir contre le risque de variation défavorable de la juste valeur liée au risque de change d'un investissement réalisé à l'étranger dans une monnaie autre que l'euro, monnaie de présentation de CA Leasing & Factoring.

Dans le cadre d'une intention de couverture, les conditions suivantes doivent également être respectées afin de bénéficier de la comptabilité de couverture :

- éligibilité de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;
- documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;
- démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et rétrospectivement, à travers des tests effectués à chaque arrêté.

Pour les couvertures d'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers, le groupe Crédit Agricole privilégie une documentation de couverture en juste valeur telle que permise par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (version dite *carve out*). Notamment :

- le Groupe documente ces relations de couverture sur la base d'une position brute d'instruments dérivés et d'éléments couverts ;
- la justification de l'efficacité de ces relations de couvertures s'effectue par le biais d'échéanciers.

- Evaluation

L'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé à sa juste valeur se fait de la façon suivante :

- **Couverture de juste valeur** : la réévaluation du dérivé et la réévaluation de l'élément couvert à hauteur du risque couvert sont inscrites symétriquement en résultat. Il n'apparaît, en net en résultat, que l'éventuelle inefficacité de la couverture ;

- **Couverture de flux de trésorerie** : la réévaluation du dérivé, hors intérêts courus et échus, est portée au bilan en contrepartie d'un compte spécifique de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables pour la partie efficace et la partie inefficace de la couverture est, le cas échéant, enregistrée en résultat. Les profits ou pertes sur le dérivé accumulés en capitaux propres sont ensuite recyclés en résultat au moment où les flux couverts se réalisent ;

- **Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger** : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte d'écarts de conversion en capitaux propres recyclables et la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

Lorsque les conditions ne sont plus respectées pour bénéficier de la comptabilité de couverture, le traitement comptable qui suit doit être appliqué prospectivement, sauf en cas de disparition de l'élément couvert :

- **Couverture de juste valeur** : seul l'instrument dérivé continue à être réévalué en contrepartie du résultat. L'élément couvert est intégralement comptabilisé conformément à son classement. Pour les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, les variations de juste valeur postérieures à l'arrêt de la relation de couverture, sont enregistrées en capitaux propres en totalité. Pour les éléments couverts évalués au coût amorti, qui étaient couverts en taux, le stock d'écart de réévaluation est amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;

- **Couverture de flux de trésorerie** : l'instrument de couverture est valorisé à la juste valeur par résultat. Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres jusqu'à ce que les flux couverts de l'élément couvert affectent le résultat. Pour les éléments qui étaient couverts en taux, le résultat est affecté au fur et à mesure du versement des intérêts. Le stock d'écart de réévaluation est en pratique amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;

- **Couverture d'investissement net à l'étranger** : Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres tant que l'investissement net est détenu. Le résultat est constaté lorsque l'investissement net à l'étranger sort du périmètre de consolidation.

• Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Cette désignation s'applique uniquement aux passifs financiers et aux contrats non financiers. Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;
- séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celles du contrat hôte.

✓ Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers est déterminée en maximisant le recours aux données d'entrée observables. Elle est présentée selon la hiérarchie définie par IFRS 13.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un pas si lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

La juste valeur s'applique à chaque actif financier ou passif financier à titre individuel. Par exception, elle peut être estimée par portefeuille, si la stratégie de gestion et de suivi des risques le permet et fait l'objet d'une documentation appropriée. Ainsi, certains paramètres de la juste valeur sont calculés sur une base nette lorsqu'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers est géré sur la base de son exposition nette aux risques de marché ou de crédit.

Crédit Agricole leasing & Factoring considère que la meilleure indication de la juste valeur est la référence aux cotations publiées sur un marché actif.

En l'absence de telles cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation des données observables pertinentes et minimisent celle des données non observables.

Lorsqu'une dette est évaluée à la juste valeur par résultat (par nature ou sur option), la juste valeur tient compte du risque de crédit propre de l'émetteur.

• Juste valeur des émissions structurées

Non concerné

• Hiérarchie de la juste valeur

La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

- Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours (non ajustés) sur des marchés actifs

Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels CA Leasing & Factoring peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif des parts de fonds d'investissement cotées sur un marché actif et des dérivés contractés sur un marché organisé, notamment les futures.

Un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sur les actifs et passifs financiers présentant des risques de marché qui se compensent, CA Leasing & Factoring retient des cours *mid-price* comme base pour déterminer de la juste valeur de ces positions. Pour les positions nettes vendeuses, les valeurs de marché retenues sont celles aux cours acheteurs et pour les positions nettes acheteuses, il s'agit des cours vendeurs.

- Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1

Ces données sont directement observables (à savoir des prix) ou indirectement observables (données dérivées de prix) et répondent généralement aux caractéristiques suivantes : il s'agit de données qui ne sont pas propres à CA Leasing & Factoring, qui sont disponibles / accessibles publiquement et fondées sur un consensus de marché.

Sont présentés en niveau 2 :

- les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs, le modèle de *Black & Scholes*) et fondée sur des données de marché observables ;
- les instruments négociés de gré à gré pour lesquels la valorisation est faite à l'aide de modèles qui utilisent des données de marché observables, c'est-à-dire qui peuvent être obtenues à partir de plusieurs sources externes, indépendantes des sources internes et ce de façon régulière. Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêté.

Lorsque CA Leasing & Factoring utilise des modèles standards, et des paramètres de marchés observables (tels que les courbes de taux ou les nappes de volatilité implicite), la marge à l'origine dégagée sur les instruments ainsi valorisés est constatée en compte de résultat dès l'initiation.

o Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques de valorisation utilisant des hypothèses qui ne sont pas étayées par des données observables sur le marché pour le même instrument. Ces produits sont présentés en niveau 3.

Il s'agit pour l'essentiel de produits complexes de taux, de dérivés actions et de produits structurés de crédit dont la valorisation requiert, par exemple, des paramètres de corrélation ou de volatilité non directement comparables à des données de marché.

Le prix de transaction à l'origine est réputé refléter la valeur de marché et la reconnaissance de la marge initiale est différée.

La marge dégagée sur ces instruments financiers structurés est généralement constatée en résultat par étalement sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables. Lorsque les données de marché deviennent "observables", la marge restant à étaler est immédiatement reconnue en résultat.

Les méthodologies et modèles de valorisation des instruments financiers présentés en niveau 2 et niveau 3 intègrent l'ensemble des facteurs que les acteurs du marché utilisent pour calculer un prix. Ils doivent être au préalable validés par un contrôle indépendant. La détermination des justes valeurs de ces instruments tient compte notamment du risque de liquidité et du risque de contrepartie.

✓ Compensation des actifs et passifs financiers

Conformément à la norme IAS 32, le Groupe CA Leasing & Factoring compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement si elle a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et le passif simultanément.

Les instruments dérivés et les opérations de pension traitées avec des chambres de compensation dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères requis par la norme IAS 32 font l'objet d'une compensation au bilan.

✓ Gains ou pertes nets sur instruments financiers

- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

Pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans les actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les plus et moins-values de cession réalisées sur des actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur et les résultats de cession ou de rupture des instruments dérivés n'entrant pas dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

Ce poste comprend également l'inefficacité résultant des opérations de couverture.

- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

Pour les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en capitaux propres, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes provenant d'instruments de capitaux propres classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres non recyclables ;
- les plus et moins-values de cession ainsi que les résultats liés à la rupture de la relation de couverture sur les instruments de dette classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les résultats de cession ou de rupture des instruments de couverture de juste valeur des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres lorsque l'élément couvert est cédé.

✓ Engagements de financement et garanties financières donnés

Les engagements de financement qui ne sont pas désignés comme actifs à la juste valeur par résultat ou qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IFRS 9 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions pour risque de crédit conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser son titulaire d'une perte qu'il subit en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié qui n'effectue pas un paiement à l'échéance selon les conditions initiales ou modifiées d'un instrument de dette.

Les contrats de garantie financière sont évalués initialement à la juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

- le montant de la correction de valeur pour pertes déterminée selon les dispositions de la norme IFRS 9, chapitre « Dépréciation » ; ou
- le montant initialement comptabilisé diminué, s'il y a lieu, du cumul des produits comptabilisés selon les principes d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients ».

➤ **Provisions (dont IAS 37)**

Crédit Agricole Leasing & Factoring identifie les obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable. Ces estimations sont le cas échéant actualisées dès lors que l'effet est significatif.

Au titre des obligations autres que celles liées au risque de crédit, CA Leasing & Factoring a constitué des provisions qui couvrent notamment :

- Les risques opérationnels ;
- Les avantages au personnel ;
- Les risques d'exécution des engagements par signature ;
- Les litiges et garanties de passif ;
- Les risques fiscaux (hors impôt sur le résultat) ;
- Les risques liés à l'épargne-logement.

Cette dernière provision est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- Le comportement modélisé des souscripteurs, en utilisant des hypothèses d'évolution de ces comportements, fondées sur des observations historiques et susceptibles de ne pas décrire la réalité de ces évolutions futures ;
- L'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur, établie à partir d'observations historiques de longue période ;
- La courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

L'évaluation des provisions suivantes peut également faire l'objet d'estimations :

- La provision pour risques opérationnels, pour lesquels un recensement des risques avérés, et une appréciation par la Direction de la fréquence de l'incident et le montant de l'impact financier potentiel sont pris en compte ;
- Les provisions pour risques juridiques qui résultent de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêt des comptes.

Des informations détaillées sont fournies en note 6.15 « Provisions ».

➤ **Avantages au personnel (IAS 19)**

Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :

- Les avantages à court terme ;
- Les avantages postérieurs à l'emploi, classés eux-mêmes en deux catégories décrites ci-après : les régimes à prestations définies et les régimes à cotisations définies ;
- Les autres avantages à long terme (médailles du travail, primes et rémunérations payables douze mois ou plus à la clôture de l'exercice) ;
- Les indemnités de cessation d'emploi.

✓ **Avantages à court terme**

Les avantages à court terme sont ceux accordés aux salariés pendant leur période d'activité, et dont on s'attend à ce qu'ils soient réglés intégralement dans les 12 mois suivant l'exercice au cours duquel les services ont été rendus, tels que les salaires, les primes, les congés annuels rémunérés, les charges sociales et fiscales afférentes, ainsi que la participation et l'intéressement des salariés. Ces avantages sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel les services ont été rendus par le personnel.

✓ **Avantages postérieurs à l'emploi**

- Régimes à prestations définies

Crédit Agricole Leasing & Factoring détermine à chaque arrêt ses engagements de retraite et avantages similaires ainsi que l'ensemble des avantages sociaux accordés au personnel et relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction. (Cf. note 7.4 « Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies »).

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turnover. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iBoxx AA.

Conformément à la norme IAS 19, CA Leasing & Factoring impute la totalité des écarts actuariels constatés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables. Les écarts actuariels sont constitués des ajustements liés à l'expérience (différence entre ce qui a été estimé et ce qui s'est produit) et de l'effet des changements apportés aux hypothèses actuarielles.

Le rendement attendu des actifs de régimes est déterminé sur la base des taux d'actualisation retenus pour évaluer l'obligation au titre de prestations définies. La différence entre le rendement attendu et le rendement réel des actifs de régimes est constatée en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables.

Le coût des services passés, généré lors de la modification ou de la réduction d'un régime, est comptabilisé immédiatement en résultat au moment où intervient la modification ou la réduction de régime.

Le montant de la provision est égal à :

- La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19 ;

- Diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une police d'assurance correspondant exactement, par son montant et sa période, à tout ou partie des prestations payables en vertu du régime, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Au titre de ces engagements non couverts, une provision destinée à couvrir les indemnités de départ à la retraite figure au passif du bilan sous la rubrique « Provisions ». Cette provision est égale au montant correspondant aux engagements concernant les personnels de CA Leasing & Factoring, présents à la clôture de l'exercice, relevant de la Convention Collective du groupe Crédit Agricole entrée en vigueur le 1er janvier 2005.

Enfin, les engagements de retraite complémentaires, qui génèrent des obligations pour les sociétés concernées, font l'objet de provisions déterminées à partir de la dette actuarielle représentative de ces engagements. Ces provisions figurent également au passif du bilan sous la rubrique « Provisions ».

• Régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, CA Leasing & Factoring n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé qui constituent des charges de l'exercice.

✓ Autres avantages à long terme

Les autres avantages à long terme sont les avantages à verser aux salariés, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrats, mais non intégralement dus dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les services correspondants ont été rendus.

Sont notamment concernés les bonus et autres rémunérations différées versés douze mois ou plus après la fin de l'exercice au cours duquel ils ont été acquis, mais qui ne sont pas indexés sur des actions.

La méthode d'évaluation est similaire à celle utilisée par le Groupe pour les avantages postérieurs à l'emploi relevant de la catégorie de régimes à prestations définies.

✓ Indemnités de cessation d'emploi

Les « indemnités de cessation d'emploi » résultent, soit de la décision de mettre fin à l'emploi du salarié avant l'âge normal de départ à la retraite, soit de la décision de ce dernier d'accepter les indemnités offertes par l'entité en échange de la cessation de son emploi (offre faite aux salariés visant à encourager les départs volontaires).

➤ Paiements fondés sur des actions (IFRS 2)

Non concerné

➤ Impôts sur le résultat (IAS 12)

Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le résultat comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés.

Pour rappel, IAS 12 impose que les actifs et passifs d'impôts exigibles et différés soient évalués en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés. En France, un texte est quasi adopté après le vote favorable de l'Assemblée nationale et du Sénat et après approbation du Conseil constitutionnel ou dès que le délai de saisine du Conseil constitutionnel a expiré.

Il convient ainsi de considérer un maintien du taux d'IS en France à 25,83% pour l'évaluation des passifs et actifs d'impôts différés au 31 décembre 2025.

✓ Impôts exigibles

La norme IAS 12 définit l'impôt exigible comme « le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'une période ». Le bénéfice imposable est le bénéfice (ou la perte) d'un exercice déterminé selon les règles établies par les administrations fiscales et sur la base desquelles l'impôt sur le résultat doit être payé (recouvré).

Les taux et règles applicables pour déterminer la charge d'impôt exigible sont ceux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe.

L'impôt exigible concerne tout impôt sur le résultat, dû ou à recevoir, et dont le paiement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices.

L'impôt exigible, tant qu'il n'est pas payé, doit être comptabilisé en tant que passif. Si le montant déjà payé au titre de l'exercice et des exercices précédents excède le montant dû pour ces exercices, l'excédent doit être comptabilisé en tant qu'actif.

Les crédits d'impôts sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôts sur les bénéfices » du compte de résultat.

✓ **Impôts différés**

Certaines opérations réalisées par le Groupe CA Leasing & Factoring peuvent générer des impôts sur le résultat payables ou recouvrables au cours de périodes futures. Les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

La norme impose la comptabilisation d'impôts différés dans les cas suivants :

- Un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par :

- La comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition ;
- La comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de la transaction.

- Un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est jugé probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.

- Un actif d'impôt différé doit également être comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Le calcul des impôts différés tient compte des taux d'impôts de chaque pays et ne doit pas faire l'objet d'une actualisation.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si, et seulement si :

- Crédit Agricole Leasing & Factoring a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ; et

- Les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale, soit sur la même entité imposable, soit sur les entités imposables différentes, qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôts exigibles sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, lors de chaque exercice futur au cours duquel on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôts différés soient régés ou récupérés.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés dans le résultat net de l'exercice sauf dans la mesure où l'impôt est généré :

- Soit par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans le même exercice ou un exercice différent, auquel cas il est directement débité ou crédité dans les capitaux propres ;
- Soit par un regroupement d'entreprises.

• Plus-values sur titres

Les plus-values latentes sur titres, lorsqu'elles sont taxables, ne génèrent pas de différences temporelles imposables entre la valeur comptable à l'actif et la base fiscale. Elles ne donnent donc pas lieu à constatation d'impôts différés. Lorsque les titres concernés sont classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les plus et moins-values latentes sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres. Aussi, par symétrie, la charge d'impôt ou l'économie d'impôt réel supportée par CA Leasing & Factoring au titre de ces plus-values ou moins-values latentes est reclassée en déduction des capitaux propres.

En France, les plus-values sur les titres de participation, tels que définis par le Code général des impôts, et relevant du régime fiscal du long terme, sont exonérées d'impôt sur les sociétés (à l'exception d'une quote-part de frais, taxée au taux de droit commun). Aussi les plus-values latentes constatées à la clôture de l'exercice génèrent une différence temporelle donnant lieu à la constatation d'impôts différés à hauteur de cette quote-part de frais.

• Contrats de location IFRS 16

Dans le cadre des contrats de location IFRS 16, un impôt différé passif est comptabilisé sur le droit d'utilisation et un impôt différé actif sur la dette locative pour les contrats de location dont le Groupe est preneur.

✓ **Risques fiscaux**

Les risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat donnent lieu à la comptabilisation d'une créance ou d'une dette d'impôt lorsque la probabilité de recevoir l'actif ou de payer le passif est jugée plus probable qu'improbable. Ces risques sont par ailleurs pris en compte dans l'évaluation des actifs et passifs d'impôts courants et différés.

L'interprétation IFRIC 23 portant sur l'évaluation des positions fiscales incertaines s'applique dès lors qu'une entité a identifié une ou des incertitudes à propos de positions fiscales prises concernant ses impôts sur le résultat. Elle apporte également des précisions sur leurs estimations :

- L'analyse doit être fondée sur une détection à 100 % par l'administration fiscale ;

- Le risque fiscal doit être comptabilisé au passif dès lors qu'il est plus probable qu'improbable que les autorités fiscales remettent en cause le traitement retenu, pour un montant reflétant la meilleure estimation de la Direction ;

- En cas de probabilité supérieure à 50 % de remboursement par l'administration fiscale, une créance doit être comptabilisée.

➤ **Traitement des immobilisations (IAS 16, 36, 38 et 40)**

Le groupe Crédit Agricole applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué des dépréciations éventuelles.

Les immeubles d'exploitation et de placement, ainsi que le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Outre les logiciels, les immobilisations incorporelles comprennent principalement les actifs acquis lors de regroupements d'entreprises résultant de droits contractuels (accord de distribution par exemple). Ceux-ci ont été évalués en fonction des avantages économiques futurs correspondants ou du potentiel des services attendus.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Le groupe Crédit Agricole applique la comptabilisation des immobilisations corporelles par composants. Les composants et durées d'amortissement sont adaptés à la nature de la construction et la localisation et sont définis comme suit :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	30 à 80 ans
Second œuvre	8 à 40 ans
Installations techniques	5 à 25 ans
Agencements	5 à 15 ans
Matériel informatique	4 à 7 ans
Matériel spécialisé	4 à 5 ans

De la même façon, on retient à titre d'exemple, les durées suivantes généralement pratiquées par les différents types d'immobilisations incorporelles :

Catégorie d'immobilisation	Durée d'amortissement
Brevet, licences	5 ans
Logiciels	3 à 5 ans

➤ **Opérations en devises (IAS 21)**

En date de clôture, les actifs et passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis en euros, monnaie fonctionnelle du groupe Crédit Agricole.

En application de la norme IAS 21, une distinction est effectuée entre les éléments monétaires (ex : instruments de dette) et non monétaires (ex : instruments de capitaux propres).

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change de clôture. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte trois exceptions :

- Sur les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti est comptabilisée en résultat ; le complément est enregistré en capitaux propres recyclables ;

- Sur les éléments désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère, les écarts de change sont comptabilisés en capitaux propres recyclables pour la part efficace ;

- Sur les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, les écarts de change liés aux variations de juste valeur du risque de crédit propre sont enregistrés en capitaux propres non recyclables.

Les traitements relatifs aux éléments non monétaires diffèrent selon le traitement comptable de ces éléments avant conversion :

- Les éléments au coût historique restent évalués au cours de change du jour de la transaction (cours historique) ;

- Les éléments à la juste valeur sont convertis au cours de change à la date de clôture.

Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés :

- En résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat ;

- En capitaux propres non recyclables si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres non recyclables.

➤ Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients (IFRS 15)

Les produits et charges de commissions sont enregistrés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les commissions qui font partie intégrante du rendement d'un instrument financier sont comptabilisées comme un ajustement de la rémunération de cet instrument et intégrées à son taux d'intérêt effectif (en application d'IFRS 9).

Concernant les autres natures de commissions, leur comptabilisation au compte de résultat doit refléter le rythme de transfert au client du contrôle du bien ou du service vendu :

- Le résultat d'une transaction associée à une prestation de services est comptabilisé dans la rubrique Commissions, lors du transfert du contrôle de la prestation de service au client s'il peut être estimé de façon fiable. Ce transfert peut intervenir au fur et à mesure que le service est rendu (service continu) ou à une date donnée (service ponctuel).

a) Les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, par exemple) sont enregistrées en résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation rendue.

b) Les commissions perçues ou versées en rémunération de services ponctuels sont, quant à elles, intégralement enregistrées en résultat lorsque la prestation est rendue.

Les commissions à verser ou à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées à hauteur du montant pour lequel il est hautement probable que le revenu ainsi comptabilisé ne fera pas ultérieurement l'objet d'un ajustement significatif à la baisse lors de la résolution de l'incertitude. Cette estimation est mise à jour à chaque clôture. En pratique, cette condition a pour effet de différer l'enregistrement de certaines commissions de performance jusqu'à l'expiration de la période d'évaluation de performance et jusqu'à ce qu'elles soient acquises de façon définitive.

➤ Contrats de location (IFRS 16)

Le Groupe peut être bailleur ou preneur d'un contrat de location.

Contrats de location dont le Groupe est bailleur

Les opérations de location sont classées selon les cas, soit en opérations de location-financement si le contrat de location transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sous-jacent, soit en opérations de location simple si l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

- S'agissant d'opérations de location-financement, elles sont assimilées à une vente d'immobilisation au preneur financée par un crédit accordé par le bailleur à ce dernier. Le bailleur constate ainsi une créance financière sur le preneur, comptabilisée en « actifs financiers au coût amorti » pour une valeur égale à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements de location à recevoir, majorée de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur.

Les loyers perçus sont décomposés entre d'une part les intérêts enregistrés au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés », et d'autre part l'amortissement du capital, de façon que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel.

Pour les créances de location-financement, Crédit Agricole Leasing & Factoring applique l'approche générale de dépréciation des actifs financiers au coût amorti d'IFRS 9.

- S'agissant d'opérations de location simple, le bailleur comptabilise les biens loués parmi les immobilisations corporelles / les immeubles de placement à l'actif de son bilan et les amortit linéairement sur leur durée d'utilité hors valeur résiduelle. Les loyers sont également comptabilisés en résultat de manière linéaire sur la durée des contrats de location.

Les produits de location et les dotations aux amortissements sont enregistrés au compte de résultat parmi les « produits des autres activités » et les « charges des autres activités ».

Contrats de location dont le Groupe est preneur

Les opérations de location sont comptabilisées dans le bilan à la date de mise à disposition de l'actif loué. Le preneur constate un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué parmi les immobilisations corporelles pendant la durée estimée du contrat et une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers parmi les passifs divers sur cette même durée.

La durée de location d'un contrat correspond à la durée non résiliable du contrat de location ajustée des options de prolongation du contrat que le preneur est raisonnablement certain d'exercer et option de résiliation que le preneur est raisonnablement certain de ne pas exercer.

En France, le principe Groupe applicable aux contrats à durée indéterminée ou renouvelables par tacite prolongation est de retenir la première option de sortie post 5 ans.

Dans le cadre des baux commerciaux dits « 3/6/9 », le principe Groupe sera appliqué aux baux commerciaux français, à la date de début du contrat de location et la durée initiale sera ainsi généralement estimée à 6 ans, sauf situation spécifique (par exemple lorsque le preneur estime qu'il est raisonnablement certain d'exercer l'option de sortie au bout de 3 ans). La principale exception sera le cas d'un bail dans lequel les options de sortie intermédiaires ont été abandonnées (par exemple en contrepartie d'une réduction de loyers) ; dans ce cas, on retiendra une durée de location initiale de 9 ans par application du principe Groupe.

La dette locative est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des paiements de loyers sur la durée du contrat. Les paiements de loyers comprennent les loyers fixes, les loyers variables basés sur un taux ou un indice et les paiements que le preneur s'attend à payer au titre des garanties de valeur résiduelle, d'option d'achat ou de pénalité de résiliation anticipée. Les loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux et la TVA non déductible sur les loyers sont exclus du calcul de la dette et sont comptabilisés en charges générales d'exploitation.

Le taux d'actualisation applicable pour le calcul du droit d'utilisation et du passif de location est par défaut le taux d'endettement marginal du preneur sur la durée du contrat à la date de signature du contrat, lorsque le taux implicite n'est pas aisément déterminable. Le taux d'emprunt marginal tient compte de la structure de paiement des loyers. Il reflète les conditions du bail (durée, garantie, environnement économique...).

La charge au titre des contrats de location est décomposée entre d'une part les intérêts et d'autre part l'amortissement du capital.

Le droit d'utilisation de l'actif est évalué à la valeur initiale de la dette locative augmentée des coûts directs initiaux, des paiements d'avance, des coûts de remise en état et diminuée des avantages incitatifs à la location. Il est amorti sur la durée estimée du contrat.

La dette locative et le droit d'utilisation peuvent être ajustés en cas de modification du contrat de location, de réestimation de la durée de location ou de révision des loyers liée à l'application d'indices ou de taux.

Des impôts différés sont comptabilisés au titre des différences temporelles des droits d'utilisation et des passifs de location chez le preneur.

Conformément à l'exception prévue par la norme, les contrats de location à court terme (durée initiale inférieure à douze mois) et les contrats de location dont la valeur à neuf du bien loué est de faible valeur ne sont pas comptabilisés au bilan. Les charges de location correspondantes sont enregistrées de manière linéaire dans le compte de résultat parmi les charges générales d'exploitation.

Selon les dispositions prévues par la norme, le Groupe n'applique pas la norme IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles.

➤ **Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées (IFRS 5)**

Un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) est considéré comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue.

Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et sa vente doit être hautement probable.

Les actifs et passifs concernés sont isolés au bilan sur les postes "Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées" et "Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées".

Ces actifs non courants (ou groupe d'actifs destiné à être cédé) classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. En cas de moins-value latente, une dépréciation est enregistrée en résultat. Par ailleurs, les actifs non courants correspondant à des immobilisations amortissables cessent d'être amortis à compter de leur déclassement.

Pour les participations mises en équivalence, la quote-part de résultat à hauteur du pourcentage détenu en vue de la vente cesse d'être comptabilisée. Si la juste valeur du groupe d'actifs destiné à être cédé diminuée des coûts de la vente est inférieure à sa valeur comptable après dépréciation des actifs non courants, la différence est allouée aux autres actifs du groupe d'actifs destiné à être cédé y compris les actifs financiers.

Est considérée comme activité abandonnée toute composante dont le Groupe s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente, et qui est dans une des situations suivantes :

- Elle représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ;
- Elle fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ; ou
- Elle est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat :

- Le résultat net après impôt des activités abandonnées ;
- Le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités abandonnées.

1.3 Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28)

➤ **Périmètre de consolidation**

Les états financiers consolidés incluent les comptes de CA Leasing & Factoring et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles, selon les dispositions des normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28, Crédit Agricole Leasing & Factoring dispose d'un pouvoir de contrôle, d'un contrôle conjoint ou d'une influence notable, hormis ceux présentant un caractère non significatif par rapport à l'ensemble des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

✓ **Notions de contrôle**

Conformément aux IFRS, toutes les entités contrôlées, sous contrôle conjoint ou sous influence notable sont consolidées, sous réserve qu'elles n'entrent pas dans le cadre des exclusions évoquées ci-après.

Le contrôle sur une entité est présumé exister lorsque CA Leasing & Factoring est exposée ou a droit à des rendements variables résultant de son implication dans l'entité et si le pouvoir qu'elle détient sur cette dernière lui permet d'influer sur ces rendements. Pour apprécier la notion de pouvoir, seuls les droits (de vote ou contractuels) substantifs sont examinés. Les droits sont substantifs lorsque leur détenteur a la capacité, en pratique, de les exercer, lors de la prise de décision concernant les activités pertinentes de l'entité.

Le contrôle d'une filiale régie par les droits de vote est établi lorsque les droits de vote détenus confèrent à CA Leasing & Factoring la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes de la filiale. Le groupe CA Leasing & Factoring contrôle généralement la filiale lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote existants ou potentiels d'une entité, sauf s'il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas de diriger les activités pertinentes. Le contrôle existe également lorsque CA Leasing & Factoring détient la moitié ou moins de la moitié des droits de vote, y compris potentiels, d'une entité mais dispose en pratique de la capacité de diriger seul(e) les activités pertinentes en raison notamment de l'existence d'accords contractuels, de l'importance relative des droits de vote détenus au regard de la dispersion des droits de vote détenus par les autres investisseurs ou d'autres faits et circonstances.

Le contrôle d'une entité structurée ne s'apprécie pas uniquement sur la base du pourcentage des droits de vote. L'analyse du contrôle tient compte des accords contractuels et des risques encourus par CA Leasing & Factoring, mais également de l'implication et des décisions de Crédit Agricole Leasing & Factoring lors de la création de l'entité, des accords conclus à la création et des risques encourus par Crédit Agricole Leasing & Factoring, des droits résultants d'accords qui confèrent à l'investisseur

le pouvoir de diriger les activités pertinentes uniquement lorsque des circonstances particulières se produisent ainsi que des autres faits ou circonstances qui indiquent que l'investisseur a la possibilité de diriger les activités pertinentes de l'entité.

Lorsqu'il existe un mandat de gestion, l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant ainsi que les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels sont analysées afin de déterminer si le gérant agit en tant qu'agent (pouvoir délégué) ou principal (pour son propre compte).

Ainsi, au moment où les décisions relatives aux activités pertinentes de l'entité doivent être prises, les indicateurs à analyser pour définir si une entité agit en tant qu'agent ou en tant qu'il existe un mandat de gestion, l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant sur l'entité, les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels mais aussi les droits substantifs pouvant affecter la capacité du décideur détenus par les autres parties impliquées dans l'entité et, l'exposition à la variabilité des rendements tirés d'autres intérêts détenus dans l'entité.

Le contrôle conjoint s'exerce lorsqu'il existe un partage contractuel du contrôle sur une activité économique. Les décisions affectant les activités pertinentes de l'entité requièrent l'unanimité des parties partageant le contrôle.

Dans les entités traditionnelles, l'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle. Celui-ci soit exclusif ou conjoint. Crédit Agricole Leasing & Factoring est présumée exercer une influence notable lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité.

➤ Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28. Elles résultent de la nature du contrôle exercé par CA Leasing & Factoring sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- l'intégration globale, pour les entités contrôlées, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle de CA Leasing & Factoring ;
- la mise en équivalence, pour les entités sous influence notable et les co-entreprises (hors activités conjointes).

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au bilan et au compte de résultat consolidés.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont telles que définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe.

Les participations dans des entreprises associées ou contrôlées conjointement sont comptabilisées comme un élément distinct au bilan dans la rubrique "Participations dans les entreprises mises en équivalence". La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées.

Lors d'acquisitions complémentaires ou de cessions partielles avec maintien du contrôle conjoint ou de l'influence notable, Crédit Agricole Leasing & Factoring constate :

- en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêts, un écart d'acquisition complémentaire ;
- en cas de diminution du pourcentage d'intérêts, une plus ou moins-value de cession/dilution en résultat.

➤ Retraitements et éliminations

Conformément à IFRS 10, Crédit Agricole Leasing & Factoring effectue les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé pour les entités intégrées globalement.

Dans les comptes de l'entité consolidante, les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; la présence de moins-values chez le cédant peut entraîner la constatation d'une dépréciation de l'actif cédé à l'occasion de cette cession interne.

➤ Conversion des états financiers des activités à l'étranger (IAS 21)

Les états financiers des entités représentant une « activité à l'étranger » (filiale, succursale, entreprise associée ou coentreprise) sont convertis en euros en deux étapes :

- Conversion de la monnaie locale de tenue de compte en monnaie fonctionnelle (monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère l'entité) : la conversion se fait comme si les éléments avaient été comptabilisés initialement dans la monnaie fonctionnelle (mêmes principes de conversion que pour les transactions en monnaie étrangère ci-avant) ;
- Conversion de la monnaie fonctionnelle en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe : les actifs et les passifs, y compris les écarts d'acquisition, sont convertis au cours de clôture. Les éléments de capitaux propres, tels que le capital social ou les réserves, sont convertis au cours de change historique. Les produits et les charges du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en tant que composante distincte des capitaux propres. Ces écarts de conversion sont comptabilisés en résultat en cas de sortie de l'activité à l'étranger (cession, remboursement de capital, liquidation, abandon d'activité) ou en cas de déconsolidation due à une perte de contrôle (même sans cession) lors de la comptabilisation du résultat de sortie ou de perte de contrôle.

➤ Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, conformément à IFRS 3, à l'exception des regroupements sous contrôle commun qui sont exclus du champ d'application d'IFRS 3.

À la date de prise de contrôle, les actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation de la norme IFRS 3 sont comptabilisés à leur juste valeur.

La contrepartie transférée à l'occasion d'un regroupement d'entreprises (le coût d'acquisition) est évaluée comme le total des justes valeurs transférées par l'acquéreur, à la date d'acquisition en échange du contrôle de l'entité acquise (par exemple : trésorerie, instruments de capitaux propres...).

Les coûts directement attribuables au regroupement considéré sont comptabilisés en charges, séparément du regroupement. Dès lors que l'opération d'acquisition est hautement probable, ils sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur autres actifs », sinon ils sont enregistrés dans le poste « Charges générales d'exploitation ».

La part des participations ne donnant pas le contrôle qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation peut être évaluée, au choix de l'acquéreur, de deux manières :

- à la juste valeur à la date d'acquisition (méthode du « goodwill complet ») ;
- à la quote-part dans les actifs et passifs identifiables de l'acquéreur réévalués à la juste valeur (méthode du « goodwill partiel »).

Cette option peut être exercée acquisition par acquisition.

L'évaluation initiale des actifs, passifs et passifs éventuels peut être modifiée dans un délai maximum de douze mois à compter de la date d'acquisition.

✓ **Écarts d'acquisition**

• Évaluation et comptabilisation des écarts d'acquisition

L'écart entre la somme de la contrepartie transférée et des participations ne donnant pas le contrôle et le solde net, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris, évalués à la juste valeur est inscrit, quand il est positif, à l'actif du bilan consolidé, dans la rubrique « Écarts d'acquisition ». Lorsque cet écart est négatif, il est immédiatement enregistré en résultat.

Les écarts d'acquisition sont inscrits au bilan à leur coût initial libellé dans la devise de l'entité acquise et convertis sur la base du cours de change à la date de clôture.

En cas de prise de contrôle par étapes, l'écart d'acquisition est calculé en une seule fois sur la totalité de la participation détenue après la prise de contrôle, à partir de la juste valeur à la date d'acquisition des actifs acquis et des passifs repris.

En cas de perte de contrôle, le résultat de cession est calculé sur l'intégralité de l'entité cédée et l'éventuelle part d'investissement conservée est comptabilisée au bilan pour sa juste valeur à la date de perte de contrôle.

• Dépréciation des écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices objectifs de perte de valeur et au minimum une fois par an.

Les choix et les hypothèses d'évaluation des participations ne donnant pas le contrôle à la date d'acquisition peuvent influencer le montant de l'écart d'acquisition initial et de la dépréciation éventuelle découlant d'une perte de valeur.

Pour les besoins de ces tests de dépréciation, chaque écart d'acquisition est réparti entre les différentes unités génératrices de trésorerie (UGT) du Groupe qui vont bénéficier des avantages attendus du regroupement d'entreprises. Les UGT ont été définies, au sein des grands métiers du Groupe, comme le plus petit groupe identifiable d'actifs et de passifs fonctionnant selon un modèle économique propre. Lors des tests de dépréciation, la valeur comptable de chaque UGT, y compris celle des écarts d'acquisition qui lui sont affectés, est comparée à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable de l'UGT est définie comme la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est calculée comme la valeur actuelle de l'estimation des flux futurs dégagés par l'UGT, tels qu'ils résultent des plans à moyen terme établis pour les besoins du pilotage du Groupe.

Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, l'écart d'acquisition rattaché à l'UGT est déprécié à due concurrence. Cette dépréciation est irréversible.

• Variations du pourcentage d'intérêt post-acquisition et écarts d'acquisition

En cas d'augmentation ou de diminution du pourcentage d'intérêt de Crédit Agricole Leasing & Factoring dans une entité déjà contrôlée sans perte de contrôle, il n'y a pas d'impact sur le montant d'écart d'acquisition comptabilisé à l'origine du regroupement d'entreprises.

Dans le cas d'une augmentation du pourcentage d'intérêt de CA Leasing & Factoring dans une entité déjà contrôlée, l'écart entre le coût d'acquisition et la quote-part d'actif net acquis est constaté dans le poste « Réserves consolidées » part du Groupe.

En cas de diminution du pourcentage d'intérêt de Crédit Agricole Leasing & Factoring dans une entité restant contrôlée, l'écart entre le prix de cession et la valeur comptable de la quote-part de la situation nette cédée est également constaté directement en "Réserves consolidées" part du Groupe. Les frais liés à ces opérations sont comptabilisés en capitaux propres.

✓ **Options de vente accordées aux actionnaires minoritaires**

Le traitement comptable des options de vente accordées aux actionnaires minoritaires est le suivant :

- Lorsqu'une option de vente est accordée à des actionnaires minoritaires d'une filiale consolidée par intégration globale, une dette est enregistrée au passif du bilan ; sa comptabilisation initiale intervient pour la valeur présente estimée du prix d'exercice des options consenties aux actionnaires minoritaires. En contrepartie de cette dette, la quote-part d'actif net revenant aux minoritaires concernés est ramenée à zéro et le solde est inscrit en réduction des capitaux propres ;

- Les variations ultérieures de la valeur estimée du prix d'exercice modifient le montant de la dette enregistrée au passif, en contrepartie de l'ajustement des capitaux propres. Symétriquement, les variations ultérieures de la quote-part d'actif net revenant aux actionnaires minoritaires sont annulées par contrepartie des capitaux propres.

✓ **Regroupements d'entreprises sous contrôle commun**

En l'absence d'une norme IFRS ou d'une interprétation spécifiquement applicable à une opération, la norme IAS 8 Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs laisse la possibilité de se référer aux positions officielles d'autres organismes de normalisation. Ainsi, le Groupe a choisi d'appliquer la norme

américaine ASC 805-50, qui apparaît conforme aux principes généraux IFRS, pour le traitement des regroupements d'entreprise sous contrôle commun aux valeurs comptables selon la méthode de la mise en commun d'intérêts.

2 Principales opérations de structure et événements significatifs de la période

Conformément à IFRS 3, la juste valeur provisoire des actifs et passifs acquis peut être ajustée afin de refléter les informations nouvelles obtenues à propos des faits et des circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition pendant la période d'évaluation qui ne doit pas excéder un an à compter de la date d'acquisition. Par conséquent les écarts d'acquisition présentés dans ce paragraphe peuvent faire l'objet d'ajustements ultérieurs dans ce délai.

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 31 décembre 2025 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 13 « Périmètre de consolidation au Crédit Agricole Leasing & Factoring ».

Faits marquants

Sur la période, nous listons les événements suivants justifiant une inscription dans les faits marquants.

Acquisition du groupe Merca :

L'acquisition du Groupe Merca s'inscrit dans la stratégie de développement de CAL&F et dans son ambition de devenir un leader en Europe sur le marché du crédit-bail mobilier. L'opération de closings s'est réalisée en mai 2025 et comptabilisée en décembre 2025 dans les comptes du groupe CAL&F avec un goodwill avant PPA de 17 M€ (11 M€ après PPA).

Le transfert d'activité CBM de la succursale German Leasing chez MERCA :

L'activité de crédit-bail mobilier au sein de la succursale en Allemagne a été cédée à la nouvelle filiale MERCA en novembre 2025 pour un prix de cession de 14,6 M€.

Finalisation de la titrisation 2023 :

Le FCT titrisation 2023 a cédé auprès de Lixxbail ses créances futures pour un total de 161 M€ à fin décembre 2025 avec un excess spread réglé à CAL&F pour un montant de 21 M€.

Nouvelle titrisation cash 2025 :

Une nouvelle titrisation cash rechargeable s'est réalisée en novembre 2025 sur une cession de créances futures chez Lixxbail pour 699 M€.

Olinn :

Dépréciation du goodwill d'Olinn pour 20 M€ en ajustement de consolidation à la suite de l'impairment test.

CALEF :

Augmentation de capital de 66 M€ pour financer la croissance externe de CAL&F (Merca) et couvrir partiellement les pertes de Watéa.

Evolution des participations :

Sur la période, nous enregistrons les évolutions suivantes :

- CA Mobility : CAL&F a pris part à une augmentation du capital social de CA Mobility courant 2025 pour 14 M€
- LIXXBAIL SA : opération de réduction à 0€ du capital social de la société, puis augmentation du capital pour un montant global de 76 544 672,00€ intégralement souscrit par CAL&F. Cette opération dite « en coup d'accordéon » a permis de sortir les minoritaires représentant un montant de 1 342 actions sur une base de 19 136 168.

Evolution du périmètre et des méthodes de consolidation

Pour terminer, nous enregistrons en lien avec les éléments évoqués ci-dessus, les évolutions de périmètre suivante :

- Nouvelle intégration de l'entité MERCA dans le périmètre consolidé de CALEF
- Nouvelle titrisation cash rechargeable en novembre 2025
- Fin de l'activité de la titrisation FCT de 2023 en décembre 2025

3 Gestion financière, exposition aux risques et politique de couverture

La gestion des risques financiers au sein du Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring est organisée ainsi :

- Le risque de taux d'intérêt global et le risque de liquidité ainsi que la gestion au quotidien des refinancements et des flux de trésorerie sont suivis par la Direction des Finances, du Contentieux et du Juridique (DFCJ) et notamment par le Service Gestion Financière ;
- La maîtrise du risque de crédit et de certains risques opérationnels comme le risque de valeur résiduelle incombent au Département des Engagements et Crédit Factoring au sein de la Direction de la Gestion, de la Recommercialisation et des Engagements (DGRE) et du Département Juridique et Recouvrement Contentieux au sein de la DFCJ ;
- Les risques d'actifs sont suivis par les Services de la Recommercialisation et de Valorisation des Actifs au sein de la DGRE tandis que les autres risques opérationnels peuvent être suivis par le Département Juridique et Recouvrement Contentieux au sein de la DFCJ.

Le Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring a également mis en œuvre un dispositif de mesure, de surveillance et de gestion des risques adapté à ses activités, à ses moyens et à son organisation, et intégré à son dispositif de contrôle interne. Pour chacun des facteurs de risque mentionné ci-dessus, le Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring a défini de façon précise les limites et procédures lui permettant d'encadrer a priori, de mesurer et de maîtriser ces risques.

Ce dispositif comporte :

- Des limites globales, formalisées sous la forme de Stratégies Risques, établies en référence aux fonds propres et/ou aux résultats, ont été validées par l’organe exécutif et présentées à l’organe délibérant ;
- Des limites opérationnelles cohérentes avec les précédentes, accordées dans le cadre de procédures strictes.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent dans le rapport de gestion, chapitre "Gestion des risques", comme le permet la norme IFRS 7 Instruments financiers : informations à fournir. Les tableaux de ventilations comptables figurent dans les états financiers.

3.1 Risque de crédit

Les activités de CAL&F sont notamment encadrées par le Cadre de Risques de Crédit Agricole Leasing & Factoring, présenté et validé, pour l’année 2026, le 12 décembre 2025 par Crédit Agricole SA, dans le cadre du Comité des Risques Groupe – CRG. Ce cadre stratégique (actualisé chaque année dans le respect des règles internes du Groupe Crédit Agricole SA) couvre tant les risques de crédit, que les risques financiers et opérationnels. Il se décline en limites et seuils d’alerte, puis en une Politique Risques qui déterminent les principes d’octroi des délégations accordées par la Direction des Risques Groupe (DRG) du Crédit Agricole, déclinées au sein de Crédit Agricole Leasing & Factoring, et des limites « Grands Corporate » également validées annuellement par le Comité des Risques Groupe (CRG).

La Politique Risques définit les règles de sélection des contrats, basées sur un système de notation des contreparties, des projets et des actifs, sur une Politique de Garantie et une méthodologie d’analyse du risque. Elle couvre l’ensemble des métiers et unités et harmonise les politiques de tous les canaux d’apport.

La Politique de Garantie de CAL&F repose essentiellement sur un partage de risques au sein du Groupe Crédit Agricole. Elle prévoit notamment la possibilité de « syndiquer » certaines opérations avec les Caisses Régionales du Crédit Agricole et/ou LCL. CAL&F pouvant demander à ces derniers une participation en risque plus importante, sur certains dossiers estimés plus risqués.

Le Comité des Engagements, présidé par le Directeur Général de CAL&F ou un Directeur Général Adjoint ou deux membres du Comité de Direction, se réunit à fréquence hebdomadaire afin de se prononcer sur les dossiers inscrits à l’ordre du jour. La ligne métier Risques y participe également et émet des avis sur les dossiers présentés. À l’occasion de ce Comité, la rentabilité des dossiers est appréhendée via un outil commun aux différents métiers du Groupe CAL&F (ORP : Outil de Rentabilité Prospective).

Le Comité des Engagements Sensibles est une instance permettant l’instruction et le suivi de dossiers avec dégradation du risque (ex : crédit, fraude et image). Le Comité prend des décisions destinées à définir et valider des actions visant à encadrer les risques qu’ils présentent pour le Groupe CAL&F.

L’organisation de CAL&F en matière de crédit repose sur :

- Les Services Risques Factoring & Leasing : en charge d’analyser les dossiers prospects et clients (périmètres France et international) en vue de l’émission d’un avis circonstancié et formalisé lorsque requis par le schéma délégataire octroi en vigueur,
- Le Service Supervision des Risques : contrôle et intervient dans l’analyse des dossiers les plus sensibles,
- Le Service Crédit Acheteurs : sur la base du dispositif d’assurance-crédit en place, en charge d’octroyer des garanties aux clients contre l’insolvabilité des débiteurs dont ils cèdent les factures à CAL&F dans le cadre de contrat sans recours.
- La Direction Relation Clients Affacturage (DRCA) : première ligne de défense en charge de la gestion et du suivi du risque au quotidien des dossiers clients affacturage

Ce dispositif est complété par la Direction des Opérations, du Juridique et du Contentieux.

3.1.1 Variation des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes sur la période

Les corrections de valeur pour pertes correspondent aux dépréciations sur actifs et aux provisions sur engagement hors bilan comptabilisées en résultat net (Coût du risque) au titre du risque de crédit.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des soldes d’ouverture et de clôture des corrections de valeur pour perte comptabilisées en Coût du risque et des valeurs comptables associées, par catégorie comptable et type d’instruments.

Actifs financiers au coût amorti : Titres de dettes

(en milliers d'euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
Au 31 décembre 2024	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-			-	-	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-			-	-	
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total après transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	-	-	-	-	-	-	-	-	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	-	-1	-	-			-	-1	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-	1	-	-	-	-	-	1	
Passages à perte					-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		-		-		-		-	

Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Au 31 décembre 2025	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-	-	-	-	-	-	-	-	-
(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.									
(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.									
(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif)									

Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes					
Au 31 décembre 2024	4 737 457	-4 482	14 353	-66	-	-	4 751 810	-4 548	4 747 262
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	573	-1	-573	1	-	-	-	-	-
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-101	1	101	-1	-	-	-	-	-
Retour de Stage 2 vers Stage 1	674	-2	-674	2	-	-	-	-	-
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total après transferts	4 738 030	-4 483	13 780	-65	-	-	4 751 810	-4 548	4 747 262
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	-1 414 860	2 766	-1 129	-45	-	-	-1 415 989	2 721	-
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	477 130	-3 244	1 699	-45	-	-	478 829	-3 289	-
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-1 933 427	5 983	-2 828	38	-	-	-1 936 255	6 021	-
Passages à perte	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période	-	-	-	1	-	-	-	1	-
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	41 437	-	-	-	-	-	41 437	-	-
Autres	-	27	-	-39	-	-	-	-12	-
Total	3 323 170	-1 717	12 651	-110	-	-	3 335 821	-1 827	3 333 994
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	-1 163	-	-	-	-	-	-1 163	-	-
Au 31 décembre 2025	3 322 007	-1 717	12 651	-110	-	-	3 334 658	-1 827	3 332 831
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-	-	-	-	-	-	-	-	-
(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.									
(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.									
(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées.									

Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur la clientèle

(en milliers d'euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes					
Au 31 décembre 2024	19 830 274	-29 151	11 891 925	-137 217	912 711	-285 403	32 634 910	-451 771	32 183 139
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	4 804 541	-29 453	-5 063 566	63 492	259 025	-34 039	-	-	-
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-1 055 200	3 706	1 055 200	-3 706	-	-	-	-	-
Retour de Stage 2 vers Stage 1 *	5 922 971	-33 285	-5 922 971	33 285	-	-	-	-	-
Transferts vers Stage 3 (1)	-63 240	127	-205 606	34 373	268 846	-34 500	-	-	-
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	10	-1	9 811	-460	-9 821	461	-	-	-
Total après transferts	24 634 815	-58 604	6 828 359	-73 725	1 171 736	-319 442	32 634 910	-451 771	32 183 139
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	1 852 365	7 963	44 776	-18 203	-200 916	43 630	1 696 225	33 390	-
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	6 124 405	-39 282	703 131	-78 002	-	-	6 827 536	-117 284	-
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-4 737 153	50 501	-660 577	60 381	-148 120	16 672	-5 545 850	127 554	-

Passages à perte					-85 395	85 395	-85 395	85 395	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	400	-	62	-	-	-	462	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		-		-589		-82 727		-83 316	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	
Variations de périmètre	526 804	-3 113	2 138	-82	30 811	-1 895	559 753	-5 090	
Autres	-61 691	-543	84	27	1 788	26 185	-59 819	25 669	
Total	26 487 180	-50 641	6 873 135	-91 928	970 820	-275 812	34 331 135	-418 381	33 912 754
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)	-380		-		-29 424		-29 804		
Au 31 décembre 2025	26 486 800	-50 641	6 873 135	-91 928	941 396	-275 812	34 301 331	-418 381	33 882 950
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		
(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.									
(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.									
(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées									
* La forte variation des transferts B1/B2 fait suite à la mise à jour de la méthodologie Groupe sur la filière CBM. Plus précisément, le déclassement automatique des contrats « CBM INF 200K » en B2 dès l'origine a été supprimé, car il ne reflétait pas systématiquement le niveau réel de risque de crédit. Le repositionnement des encours repose désormais sur une appréciation plus représentative du profil de risque économique des contrats. Ainsi au T4 2025 un montant de 4 700 millions d'euros a été reclassé du bucket 2 au bucket 1. Ces transferts sont localisés sur l'entité LIXXBAIL qui porte l'activité de leasing mobilier du groupe CAL&F. Cette évolution méthodologique s'est également accompagnée d'une mise à jour des paramètres de risque (PD / LGD et hypothèses macroéconomiques), ce qui a mécaniquement entraîné des mouvements entre les niveaux de couverture B1 et B2.									

Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Engagements sains				Engagements Provisionnés (Stage 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes					
Au 31 décembre 2024	2 793 441	-3 229	2 142 771	-2 257	-	-	4 936 212	-5 486	4 930 726
Transferts d'engagements en cours de vie d'un Stage à l'autre	597 721	-753	-597 721	753	-	-	-	-	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-107 653	85	107 653	-85			-	-	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	705 374	-838	-705 374	838			-	-	
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total après transferts	3 391 162	-3 982	1 545 050	-1 504	-	-	4 936 212	-5 486	4 930 726
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	1 854 240	-6 740	-902 281	833	2 700	-2 700	954 659	-8 607	
Nouveaux engagements donnés (2)	3 878 049	-11 644	182 656	-1 522			4 060 705	-13 166	
Extinction des engagements	-2 023 810	4 873	-1 084 937	3 384	-	-	-3 108 747	8 257	
Passages à perte					-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période				-999		-2 700		-3 699	
Changements dans le modèle / méthodologie				-		-		-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	1	31	-	-30	2 700	-	2 701	1	
Au 31 décembre 2025	5 245 402	-10 722	642 769	-671	2 700	-2 700	5 890 871	-14 093	5 876 778
(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.									
(2) Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 concernent les engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.									

Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Engagements sains				Engagements Provisionnés (Stage 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes					
Au 31 décembre 2024	492 304	-269	-	-	-	-	492 304	-269	492 035
Transferts d'engagements en cours de vie d'un Stage à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-			-	-	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-			-	-	
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total après transferts	492 304	-269	-	-	-	-	492 304	-269	492 035
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	-205 601	57	-	-	-	-	-205 601	57	
Nouveaux engagements donnés (2)	84	-213	-	-			84	-213	
Extinction des engagements	-205 685	270	-	-	-	-	-205 685	270	

Passages à perte					-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		1		-		-		1	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-	-1	-	-	-	-	-	-1	
Au 31 décembre 2025	286 703	-212	-	-	-	-	286 703	-212	286 491
(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.									
(2) Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 concernent les engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.									

3.1.2 Exposition maximale au risque de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit correspond à la valeur comptable, nette de toute perte de valeur comptabilisée et compte non tenu des actifs détenus en garantie ou des autres rehaussements de crédit (par exemple les accords de compensation qui ne remplissent pas les conditions de compensation d'IAS 32).

Les tableaux ci-dessous présentent les expositions maximales ainsi que le montant des actifs détenus en garantie et autres techniques de rehaussements de crédit permettant de réduire cette exposition.

Les actifs dépréciés en date de clôture correspondent aux actifs dépréciés (Stage 3).

Actifs financiers non soumis aux exigences de dépréciation (comptabilisés à la juste valeur par résultat)

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2025					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	-	-	-	-	-	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	4 063	-	-	-	-	-
Total	4 063	-	-	-	-	-

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2024					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	-	-	-	-	-	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	14 263	-	-	-	-	-
Total	14 263	-	-	-	-	-

Actifs financiers soumis aux exigences de dépréciation

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2025					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	37 215 781	-	-	-	11 836 933	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	665 584	-	-	-	283 544	-

Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)	3 332 831	-	-	-	61 739	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	33 882 950	-	-	-	11 775 194	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	665 584	-	-	-	283 544	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Total	37 215 781	-	-	-	11 836 933	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	665 584	-	-	-	283 544	-

(en milliers d'euros)	Exposition maximale au risque de crédit	Au 31 décembre 2024				
		Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	36 930 401	-	-	-	11 120 564	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	627 308	-	-	-	99 119	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)	4 747 262	-	-	-	103 061	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	32 183 139	-	-	-	11 017 503	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	627 308	-	-	-	99 119	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Total	36 930 401	-	-	-	11 120 564	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	627 308	-	-	-	99 119	-

Engagements hors bilan soumis aux exigences de provisionnement

(en milliers d'euros)	Exposition maximale au risque de crédit	Au 31 décembre 2025				
		Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)	286 491	-	-	-	-	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)	5 876 778	-	-	-	1 751 440	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Total	6 163 269	-	-	-	1 751 440	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	-	-	-	-	-	-

(en milliers d'euros)	Exposition maximale au risque de crédit	Au 31 décembre 2024				
		Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)	492 035	-	-	-	-	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)	4 930 726	-	-	-	1 656 567	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Total	5 422 761	-	-	-	1 656 567	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	-	-	-	-	-	-

Une description des actifs détenus en garantie est présentée dans la note 9 « Engagements de financement et de garantie et autres garanties ».

3.1.3 Actifs financiers modifiés

Les actifs financiers modifiés correspondent aux actifs restructurés pour difficultés financières. Il s'agit de créances pour lesquelles CA Leasing & Factoring a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, durée) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration. (Une définition plus détaillée des encours restructurés et leur traitement comptable est détaillée dans la note 1.2 « Principes et méthodes comptables », chapitre « Instruments financiers - Risque de crédit »).

Pour les actifs ayant fait l'objet d'une restructuration au cours de la période, la valeur comptable établie à l'issue de la restructuration est de :

(en milliers d'euros)	2025		
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-
Valeur comptable brute avant modification	-	-	-
Gains ou pertes nets de la modification	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	120	67
Valeur comptable brute avant modification	-	120	67
Gains ou pertes nets de la modification	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-
Valeur comptable brute avant modification	-	-	-
Gains ou pertes nets de la modification	-	-	-

Selon les principes établis dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", chapitre "Instruments financiers - Risque de crédit", les actifs restructurés dont le stade de dépréciation correspond à celui du Stage 2 (actifs sains) ou Stage 3 (actifs dépréciés) peuvent faire l'objet d'un retour en Stage 1 (actifs sains). La valeur comptable des actifs modifiés concernés par ce reclassement au cours de la période est de :

(en milliers d'euros)	Valeur comptable brute
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)
Actifs restructurés antérieurement classés en Stage 2 ou en Stage 3 et reclassés en Stage 1 au cours de la période	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-
Prêts et créances sur la clientèle	4 116
Titres de dettes	-
Total	4 116

3.1.4 Concentrations du risque de crédit

Les valeurs comptables et montants des engagements sont présentés nets de dépréciations et de provisions.

Exposition au risque de crédit par catégories de risque de crédit

Les catégories de risques de crédit sont présentées par intervalles de probabilité de défaut. La correspondance entre les notations internes et les intervalles de probabilité de défaut est détaillée dans le chapitre « Facteurs et Gestion des risques – Gestion des risques - Risques de crédit » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

Compte tenu des pratiques de gestion du risque de crédit du groupe Crédit Agricole le seuil de probabilité de défaut à 1 an de la clientèle de détail est passé de 20 à 15% au 31.12.2025.

Actifs financiers au coût amorti (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2025					
		Valeur comptable					
		Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 2)	Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 3)
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	445 727	-252	21 887	-16		
	0,5% < PD ≤ 2%	2 173 618	-2 800	133 381	-489		
	2% < PD ≤ 15%	3 034 359	-7 233	359 220	-2 611		
	15% < PD < 100%			1 834 413	-5 339		
	PD = 100%					145 102	-39 739
Total Clientèle de détail		5 653 704	-10 285	2 348 901	-8 455	145 102	-39 739
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	13 661 778	-12 981	1 112 042	-11 007		
	0,6% < PD < 12%	10 493 325	-29 092	3 038 112	-55 507		
	12% ≤ PD < 100%			386 731	-17 069		
	PD = 100%					796 294	-236 073
Total Hors clientèle de détail		24 155 103	-42 073	4 536 885	-83 583	796 294	-236 073
Total		29 808 807	-52 358	6 885 786	-92 038	941 396	-275 812

(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024						
		Valeur comptable						
		Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 2)	Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciations des actifs au coût amorti (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	441 501	-23	388 147	-898			828 727
	0,5% < PD ≤ 2%	1 655 865	-292	1 261 785	-9 823			2 907 535
	2% < PD ≤ 20%	1 264 820	-1 985	1 125 309	-14 147			2 373 997
	20% < PD < 100%			1 915 448	-690			1 914 758
	PD = 100%					169 083	-55 967	113 116
Total Clientèle de détail		3 362 186	-2 300	4 690 689	-25 558	169 083	-55 967	8 138 133
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	17 121 768	-17 348	2 734 750	-17 769			19 821 401
	0,6% < PD < 12%	4 083 777	-13 985	4 168 259	-51 515			8 186 536
	12% ≤ PD < 100%			312 580	-42 441			270 139
	PD = 100%					743 628	-229 436	514 192
Total Hors clientèle de détail		21 205 545	-31 333	7 215 589	-111 725	743 628	-229 436	28 792 268
Total		24 567 731	-33 633	11 906 278	-137 283	912 711	-285 403	36 930 401

Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2025						
		Montant de l'engagement						
		Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions des engagements (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	61 345	-	12 142	-	-	-	73 487
	0,5% < PD ≤ 2%	593 092	-	39 058	-	-	-	632 150
	2% < PD ≤ 15%	96 850	-	21 773	-	-	-	118 623
	15% < PD < 100%	-	-	20 651	-	-	-	20 651
	PD = 100%	-	-	-	-	-	-	-
Total Clientèle de détail		751 287	-	93 624	-	-	-	844 911
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	1 785 602	-887	63 458	-73	-	-	1 848 100
	0,6% < PD < 12%	2 708 513	-9 835	371 413	-213	-	-	3 069 878
	12% ≤ PD < 100%	-	-	114 274	-385	-	-	113 889
	PD = 100%	-	-	-	-	2 700	-2 700	-
Total Hors clientèle de détail		4 494 115	-10 722	549 145	-671	2 700	-2 700	5 031 867
Total		5 245 402	-10 722	642 769	-671	2 700	-2 700	5 876 778

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024						
		Montant de l'engagement						
		Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions des engagements (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	8 823	-	119 357	-	-	-	128 180
	0,5% < PD ≤ 2%	244 045	-	214 049	-	-	-	458 094
	2% < PD ≤ 20%	10 153	-	83 498	-	-	-	93 651
	20% < PD < 100%	-	-	18 246	-	-	-	18 246
	PD = 100%	-	-	-	-	-	-	-
Total Clientèle de détail		263 021	-	435 150	-	-	-	698 171
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	1 404 820	-1 463	494 145	-649	-	-	1 896 853
	0,6% < PD < 12%	1 125 600	-1 766	868 993	-136	-	-	1 992 691
	12% ≤ PD < 100%	-	-	344 483	-1 472	-	-	343 011
	PD = 100%	-	-	-	-	-	-	-
Total Hors clientèle de détail		2 530 420	-3 229	1 707 621	-2 257	-	-	4 232 555
Total		2 793 441	-3 229	2 142 771	-2 257	-	-	4 930 726

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2025						
		Montant de l'engagement						
		Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions des engagements (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	-	-	-	-	-	-	-
	0,5% < PD ≤ 2%	-	-	-	-	-	-	-
	2% < PD ≤ 15%	50 216	-	-	-	-	-	50 216
	15% < PD < 100%	-	-	-	-	-	-	-
	PD = 100%	-	-	-	-	-	-	-
Total Clientèle de détail		50 216	-	-	-	-	-	50 216
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	173 958	-212	-	-	-	-	173 746
	0,6% < PD < 12%	62 529	-	-	-	-	-	62 529
	12% ≤ PD < 100%	-	-	-	-	-	-	-
	PD = 100%	-	-	-	-	-	-	-
Total Hors clientèle de détail		236 487	-212	-	-	-	-	236 275
Total		286 703	-212	-	-	-	-	286 491

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024						
		Montant de l'engagement						
		Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions des engagements (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	-	-	-	-	-	-	-
	0,5% < PD ≤ 2%	49 976	-	-	-	-	-	49 976
	2% < PD ≤ 20%	-	-	-	-	-	-	-
	20% < PD < 100%	-	-	-	-	-	-	-
	PD = 100%	-	-	-	-	-	-	-
Total Clientèle de détail		49 976	-	-	-	-	-	49 976
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	338 509	-269	-	-	-	-	338 240
	0,6% < PD < 12%	103 819	-	-	-	-	-	103 819
	12% ≤ PD < 100%	-	-	-	-	-	-	-
	PD = 100%	-	-	-	-	-	-	-
Total Hors clientèle de détail		442 328	-269	-	-	-	-	442 059
Total		492 304	-269	-	-	-	-	492 035

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Concentrations du risque de crédit par agent économique**Actifs financiers au coût amorti par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2025						
	Valeur comptable						
	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 3	Total brut
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 2			
Administration générale	885 881	-924	103 867	-1 471	2 820	-733	992 568
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	3 322 007	-1 717	12 651	-299	-	-	3 334 658
Grandes entreprises	19 947 215	-39 432	4 420 367	-81 813	793 474	-235 340	25 161 056
Clientèle de détail	5 653 704	-10 285	2 348 901	-8 455	145 102	-39 739	8 147 707
Total	29 808 807	-52 358	6 885 786	-92 038	941 396	-275 812	37 635 989

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2024						
	Valeur comptable						
	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 3	Total brut
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciation des actifs au coût amorti – Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 2			
Administration générale	967 161	-696	51 191	-607	4 764	-352	1 023 116
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	4 737 457	-4 482	14 353	-255	-	-	4 751 810
Grandes entreprises	15 500 927	-26 155	7 150 045	-110 674	738 864	-229 084	23 389 836
Clientèle de détail	3 362 186	-2 300	4 690 689	-25 558	169 083	-55 967	8 221 958
Total	24 567 731	-33 633	11 906 278	-137 094	912 711	-285 403	37 386 720

Dettes envers la clientèle par agent économique

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Administration générale	2 999	1 026
Grandes entreprises	3 524 893	3 888 880
Clientèle de détail	298 176	139 596
Total Dettes envers la clientèle	3 826 068	4 029 502

Engagements de financement par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2025						
	Montant de l'engagement						
	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3) (1)	Provisions sur engagements (Stage 3)	Total brut
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1) (1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			
Administration générale	32 546	-	4 044	-	-	-	36 590
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	90 499	-506	120	-40	-	-	90 619
Grandes entreprises	4 371 070	-10 205	544 981	-628	2 700	-2 700	4 918 751
Clientèle de détail	751 287	-11	93 624	-3	-	-	844 911
Total	5 245 402	-10 722	642 769	-671	2 700	-2 700	5 890 871

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2024						
	Montant de l'engagement						
	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3) (1)	Provisions sur engagements (Stage 3)	Total brut
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1) (1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			
Administration générale	28 450	-	64 755	-	-	-	93 205
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	120 830	-2 719	822	-2 081	-	-	121 652
Grandes entreprises	2 381 140	-510	1 642 044	-176	-	-	4 023 184
Clientèle de détail	263 021	-	435 150	-	-	-	698 171
Total	2 793 441	-3 229	2 142 771	-2 257	-	-	4 936 212

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2025						
	Montant de l'engagement						
	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3) (1)	Provisions sur engagements (Stage 3)	Total brut
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1) (1)	Provisions sur engagements (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)	Provisions sur engagements (Stage 2)			
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	162 271	-	-	-	-	-	162 271
Grandes entreprises	74 216	-212	-	-	-	-	74 216
Clientèle de détail	50 216	-	-	-	-	-	50 216
Total	286 703	-212	-	-	-	-	286 703

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2024						
	Montant de l'engagement						
	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3) (1)	Provisions sur engagements (Stage 3)	Total brut
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1) (1)	Provisions sur engagements (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)	Provisions sur engagements (Stage 2)			
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	322 271	-269	-	-	-	-	322 271
Grandes entreprises	120 057	-	-	-	-	-	120 057
Clientèle de détail	49 976	-	-	-	-	-	49 976
Total	492 304	-269	-	-	-	-	492 304

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Concentrations du risque de crédit par zone géographique

Actifs financiers au coût amorti par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2025				Au 31 décembre 2024			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DROM-COM)	20 917 536	4 561 647	729 879	26 209 062	16 734 575	9 880 665	762 103	27 377 343
Autres pays de l'Union européenne	7 790 879	1 500 824	209 287	9 500 990	6 535 820	1 349 771	148 735	8 034 326
Autres pays d'Europe	532 188	441 859	2 230	976 277	567 318	325 469	1 100	893 887
Amérique du Nord	408 798	212 499	-	621 297	508 175	193 422	652	702 249
Amériques centrale et du Sud	5 496	19 397	-	24 893	9 334	21 446	-	30 780
Afrique et Moyen-Orient	97 190	54 031	-	151 221	126 404	38 840	2	165 246
Asie et Océanie (hors Japon)	54 765	90 597	-	145 362	81 392	89 901	117	171 410
Japon	1 955	4 932	-	6 887	4 713	6 764	2	11 479
Organismes supra-nationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciations	-52 358	-92 038	-275 812	-420 208	-33 633	-137 283	-285 403	-456 319
Total	29 756 449	6 793 748	665 584	37 215 781	24 534 098	11 768 995	627 308	36 930 401

Dettes envers la clientèle par zone géographique

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
France (y compris DROM-COM)	3 178 615	3 659 677
Autres pays de l'Union européenne	647 453	369 825
Autres pays d'Europe	-	-
Amérique du Nord	-	-
Amériques centrale et du Sud	-	-
Afrique et Moyen-Orient	-	-
Asie et Océanie (hors Japon)	-	-
Japon	-	-
Organismes supra-nationaux	-	-
Total Dettes envers la clientèle	3 826 068	4 029 502

Engagements de financement par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2025				Au 31 décembre 2024			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DROM-COM)	5 051 095	623 511	2 700	5 677 306	2 524 636	1 871 653	-	4 396 289
Autres pays de l'Union européenne	155 278	14 917	-	170 195	232 919	267 765	-	500 684
Autres pays d'Europe	29 454	3 274	-	32 728	15 745	1 471	-	17 216
Amérique du Nord	9 567	1 067	-	10 634	20 141	1 882	-	22 023
Amériques centrale et du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-
Afrique et Moyen-Orient	8	-	-	8	-	-	-	-
Asie et Océanie (hors Japon)	-	-	-	-	-	-	-	-

Japon	-	-	-	-	-	-	-	-
Organismes supra-nationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions (1)	-10 722	-671	-2 700	-14 093	-3 229	-2 257	-	-5 486
Total	5 234 680	642 098	-	5 876 778	2 790 212	2 140 514	-	4 930 726

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Engagements de garantie par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2025				Au 31 décembre 2024			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
France (y compris DROM-COM)	175 741	-	-	175 741	338 509	-	-	338 509
Autres pays de l'Union européenne	110 962	-	-	110 962	153 795	-	-	153 795
Autres pays d'Europe	-	-	-	-	-	-	-	-
Amérique du Nord	-	-	-	-	-	-	-	-
Amériques centrale et du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-
Afrique et Moyen-Orient	-	-	-	-	-	-	-	-
Asie et Océanie (hors Japon)	-	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-
Organismes supra-nationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions (1)	-212	-	-	-212	-269	-	-	-269
Total	286 491	-	-	286 491	492 035	-	-	492 035

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

3.1.5 Informations sur les actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement

Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement par agent économique

(en milliers d'euros)	Valeur comptable au 31 décembre 2025								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Stage 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Stage 2)			Actifs dépréciés (Stage 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	753 657	303 906	-	3 685	252 440	7 196	2 236	27 392	136 391
Administration générale	10 947	-	-	27	1 444	1 884	-	6	97
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	758	-	-	1 076	346	-	-	-	-
Grandes entreprises	459 108	466	-	2 040	122 532	3 252	1 946	10 240	128 517
Clientèle de détail	282 844	303 440	-	542	128 118	2 060	290	17 146	7 777
Total	753 657	303 906	-	3 685	252 440	7 196	2 236	27 392	136 391

(en milliers d'euros)	Valeur comptable au 31 décembre 2024								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Stage 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Stage 2)			Actifs dépréciés (Stage 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	621 740	-	-	64 865	182 319	10 911	2 530	5 172	112 455
Administration générale	7 988	-	-	8	4 911	4 563	-	2	138
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	161	-	-	-	145	214	-	-	-
Grandes entreprises	326 730	-	-	60 558	119 363	5 445	2 274	4 633	103 024
Clientèle de détail	286 861	-	-	4 299	57 900	689	256	537	9 293
Total	621 740	-	-	64 865	182 319	10 911	2 530	5 172	112 455

3.2 Expositions au risque souverain

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'État, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation pour les actifs financiers non évalués à la juste valeur par résultat (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Les expositions de Crédit Agricole Leasing & Factoring au risque souverain sont les suivantes :

Activité bancaire

31/12/2025 (en milliers d'euros)	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
Allemagne	-	-	-	-	-	-	-
Arabie Saoudite	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	-	-	-	-	-	-	-
Brésil	-	-	-	-	-	-	-
Chine	-	-	-	-	-	-	-
Egypte	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	-	-	-	-
Etats-Unis	-	-	-	-	-	-	-
France	-	-	-	172 207	172 207	-	172 207
Hong Kong	-	-	-	-	-	-	-
Israël	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-
Liban	-	-	-	-	-	-	-
Pologne	-	-	-	-	-	-	-
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	-
Russie	-	-	-	-	-	-	-
Taïwan	-	-	-	-	-	-	-
Turquie	-	-	-	-	-	-	-
Ukraine	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays souverains	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	172 207	172 207	-	172 207

31/12/2024 (en milliers d'euros)	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
Allemagne	-	-	-	-	-	-	-
Arabie Saoudite	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	-	-	-	-	-	-	-
Brésil	-	-	-	-	-	-	-
Chine	-	-	-	-	-	-	-
Egypte	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	-	-	-	-
Etats-Unis	-	-	-	-	-	-	-
France	-	-	-	139 488	139 488	-	139 488
Hong Kong	-	-	-	-	-	-	-
Israël	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-
Liban	-	-	-	-	-	-	-
Pologne	-	-	-	-	-	-	-
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	-
Russie	-	-	-	-	-	-	-
Taiwan	-	-	-	-	-	-	-
Turquie	-	-	-	-	-	-	-
Ukraine	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays souverains	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	139 488	139 488	-	139 488

Activité d'assurance

Crédit Agricole Leasing & Factoring n'a pas d'activité d'assurance.

3.3 Risque de marché

L'ensemble des opérations financières réalisées par le Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring est effectué dans le respect de la politique financière de Crédit Agricole Leasing & Factoring, des normes du groupe Crédit Agricole ainsi que de la réglementation qui s'applique au Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring pour l'ensemble de ses risques financiers.

Le comité financier trimestriel de Crédit Agricole Leasing & Factoring s'assure du respect des ratios et coefficients prudentiels fixés par les dispositions réglementaires et les instructions de Crédit Agricole S.A. ou spécifiques à Crédit Agricole Leasing & Factoring. Le comité surveille l'exposition de chaque entité aux risques de bilan (risque de taux, de liquidité, de change et de prix le cas échéant). Il examine les propositions qui peuvent lui être soumises par la direction financière concernant l'adossage de la structure des emplois, ressources et couvertures dans le respect des limites fixées en la matière et valide les orientations de gestion actif / passif.

Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle

L'encadrement du risque de taux d'intérêt du Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring est réalisé sur la base des limites (dites « globales ») représentant un montant annuel d'impasse entre les emplois et les ressources à taux fixe.

Ces limites « globales » sont établies conformément à la norme « Mesure du RTIG calibrage des limites » en vigueur dans le Groupe Crédit Agricole. Elles consistent en :

- Des niveaux de limites gap maximal autorisés par maturité jusqu'à 15 ans. Le calibrage est fixé de sorte que pour les deux premières années, la sensibilité à un choc de plus ou moins 200 bps de taux soit inférieur ou égal à 5 % du PNB budgété annuel et inférieur ou égal à 4 % pour les années suivantes ;
- Un niveau de sensibilité, exprimé en Valeur Actuelle Nette de l'ensemble des gaps sur 30 ans, à un choc de plus ou moins 200 bps soit inférieur ou égal à 10 % des fonds propres ;
- Des niveaux de limites gap maximal autorisés par maturité jusqu'à 10 ans pour l'Index Overnight ;
- Un niveau de sensibilité, exprimé en Valeur Actuelle Nette du gap Overnight sur 30 ans, à un choc de plus 30 bp ou moins 50 bp de taux.

Limites GAP IRRBB CAL&F à fin 2025 :

Groupe CAL&F	A1	A2	A3	A4	A5	A6	A7	A8
Limite RTIG CAL&F en GAP (M€)	1 600	1 600	1 500	1 400	1 300	1 200	1 100	1 050
Limite globale en VAN Taux	150 m€							
Limites d'Index Overnight en GAP	4 600	4 600	3 100	1 300	15	15	15	15
Limite globale en VAN Index	35 m€							

Groupe CAL&F	A9	A10	A11	A12	A13	A14	A15
Limite RTIG CAL&F en GAP (M€)	1 000	950	850	750	650	550	500
Limite globale en VAN Taux	150 m€						
Limites d'Index Overnight en GAP							
Limite globale en VAN Index	35 m€						

A noter que les limites globales ont fait l'objet de révision et validés lors du CRG de décembre 25 en lien avec l'évolution de l'activité du groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring.

La ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

Instruments dérivés de couverture – juste valeur actif

(en milliers d'euros)	31/12/2025			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	-	4 063	4 063
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	-	-	4 063	4 063
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif	-	-	4 063	4 063

(en milliers d'euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	-	14 263	14 263
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	-	-	14 263	14 263
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif	-	-	14 263	14 263

Instruments dérivés de couverture – juste valeur passif

(en milliers d'euros)	31/12/2025			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	-	12 538	12 538
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	-	-	12 538	12 538
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif	-	-	12 538	12 538

(en milliers d'euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	-	16 084	16 084
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	-	-	16 084	16 084
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif	-	-	16 084	16 084

Instruments dérivés de transaction – juste valeur actif

(en milliers d'euros)	31/12/2025			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	-	-	-
Instruments de devises et or	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	-
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif	-	-	-	-

(en milliers d'euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	-	-	-
Instruments de devises et or	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	-
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif	-	-	-	-

Instruments dérivés de transaction – juste valeur passif

(en milliers d'euros)	31/12/2025			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	-	-	-
Instruments de devises et or	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	-
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif	-	-	-	-

(en milliers d'euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	-	-	-
Instruments de devises et or	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	5 000	5 000
Sous-total	-	-	5 000	5 000
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif	-	-	5 000	5 000

Opérations sur instruments dérivés : montant des engagements

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
	Total encours notionnel	Total encours notionnel
Instruments de taux d'intérêt	1 158 892	1 264 096
Instruments de devises et or	-	-
Autres instruments	-	-
Sous-total	1 158 892	1 264 096
Opérations de change à terme	-	-
Total Notionnels	1 158 892	1 264 096

Risque de change

Les positions de change opérationnel du Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring sont encadrées par une limite globale fixée par le Comité des Risques du Groupe Crédit Agricole :

- Risque de change opérationnel (solde des comptes en devises liés principalement aux contrats clients en affacturage) : limite globale fixée à 6 millions d'euros (révisée lors du CRG taux/change de juin 22 passant de 3 à 6 millions d'euros) toutes devises confondues. Cette limite est respectée au 31 décembre 2025 avec une position nette à 4.73 millions d'euros ;

- Des limites opérationnelles sont déployées par entité et par devise.

Le Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring se fixe par ailleurs un seuil de surveillance des positions de change structurel lié au portage de participations minoritaires. La position globale de change structurelle nette au 31 décembre 2025 est de 3.96 millions d'euros.

3.4 Risque de liquidité et de financement

Crédit Agricole Leasing & Factoring en tant qu'établissement de crédit spécialisé respecte les exigences en matière de liquidité définies par les textes réglementaires en vigueur. Depuis le 1er octobre 2015, le coefficient de liquidité est remplacé par le LCR (Liquidité Coverage Ratio) pour les entités concernées du Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring. Le dispositif est en revanche maintenu pour les entités qui restent soumises au coefficient de liquidité (Lixxcrédit et John Deere Financial). Pour ces dernières, la déclaration du coefficient de liquidité ainsi que les éléments du « INFOLIQ » continuent à être établis et transmis par le service Réglementaire à la Commission Bancaire.

La Direction de la Finance, du Recouvrement et du Juridique calcule tous les mois, dans le cadre réglementaire et de la gestion interne Groupe Crédit Agricole SA, des ratios et des indicateurs de liquidités (LCR, NSFR, LCT, PRS/CRS, ALMM...) sur les sociétés éligibles du Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring. Le service Gestion Financière établit la projection du risque de liquidité sur la base des déroulés dans le temps de l'ensemble des emplois clients et ressources du Groupe.

Par ailleurs, des calculs de stress tests sont effectués pour le Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring qui est tenu de respecter des limites sur les durées minimales de résistance aux stress.

La politique de refinancement (sources de refinancement, organisation, limites...) est régie par la politique financière de Crédit Agricole Leasing & Factoring. Les opérations de refinancement sont déterminées en fonction des besoins de liquidité en montant et en durée pour chaque société du Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring dans les limites définies (Limite Court Terme, Limite Moyen Long Terme...) dans le cadre du dispositif de suivi du risque de liquidité du Groupe Crédit Agricole SA. Les mesures de gestion de liquidité à court terme, à moyen et long terme ainsi que de stress scénarios dans le cadre de ce dispositif ont été déployées au sein du Crédit Agricole Leasing & Factoring.

Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31/12/2025					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	2 290 720	230 124	792 996	20 818	-	3 334 658
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	17 826 558	2 882 506	8 492 745	5 024 891	75 036	34 301 331
Total	20 117 278	3 112 630	9 285 741	5 045 709	75 036	37 635 989
Dépréciations						-420 208
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle						37 215 781

(en milliers d'euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	3 675 690	218 400	794 047	63 673	-	4 751 810
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	17 347 501	2 671 751	8 071 062	4 544 596	-	32 634 910
Total	21 023 191	2 890 151	8 865 109	4 608 269	-	37 386 720
Dépréciations						-456 319
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle						36 930 401

Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31/12/2025					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	4 344 123	5 546 718	8 058 468	10 298 787	-	28 248 096
Dettes envers la clientèle	3 813 060	6 829	5 789	390	-	3 826 068
Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	8 157 183	5 553 547	8 064 257	10 299 177	-	32 074 164

(en milliers d'euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	6 657 574	7 749 276	11 687 909	2 362 073	-	28 456 832
Dettes envers la clientèle	4 026 401	3 101	-	-	-	4 029 502
Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	10 683 975	7 752 377	11 687 909	2 362 073	-	32 486 334

Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	31/12/2025					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse	235	-	-	-	-	235
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-	-
Titres de créances négociables	386 632	2 172 000	90 000	-	-	2 648 632
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-	-
Autres dettes représentées par un titre	16 909	-	-	-	-	16 909
Total Dettes représentées par un titre	403 776	2 172 000	90 000	-	-	2 665 776
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée	943	-	-	499 000	-	499 943
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	-
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-	-	-	-	-
Titres et emprunts participatifs	-	-	-	-	-	-
Total Dettes subordonnées	943	-	-	499 000	-	499 943

(en milliers d'euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes représentées par un titre						
Bons de caisse	235	-	-	-	-	235
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-	-
Titres de créances négociables	216 645	776 000	160 000	-	-	1 152 645
Emprunts obligataires	32 125	90 000	670 000	134 923	-	927 048
Autres dettes représentées par un titre	15 172	-	-	-	-	15 172
Total Dettes représentées par un titre	264 177	866 000	830 000	134 923	-	2 095 100
Dettes subordonnées						
Dettes subordonnées à durée déterminée	-	-	-	397 000	-	397 000
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	-
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-	-	-	-	-
Titres et emprunts participatifs	-	-	-	-	-	-
Total Dettes subordonnées	-	-	-	397 000	-	397 000

Garanties financières en risque données par maturité attendue

Les montants présentés correspondent au montant attendu d'appel des garanties financières en risque, c'est-à-dire qui ont fait l'objet de provisions ou qui sont sous surveillance.

(en milliers d'euros)	31/12/2025					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	-	-	-	-	-	-

(en milliers d'euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	-	-	-	-	-	-

Les échéances contractuelles des instruments dérivés sont présentées dans la note 3.3 "Risque de marché".

3.5 Comptabilité de couverture

(Cf. Note 3.2 « Risque de marché » et Chapitre « Facteurs et Gestion des risques – Gestion des risques – Gestion du bilan » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.)

Couverture de juste valeur

Les couvertures de juste valeur modifient le risque induit par les variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variable.

Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

La gestion du risque de taux (excédent ou déficit d'emplois à taux fixe par rapport aux ressources à taux fixe) du Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring peut se faire sous formes d'actions de bilan (refinancement à taux fixe ou à taux révisable pour adosser les actifs) ou de hors bilan (des swaps standards emprunteurs ou prêteurs de couverture). En ce qui concerne la jambe variable du swap standard, les index sont principalement contre l'Euribor.

La couverture de juste valeur est en général souscrite en macro-couverture sauf dans le cas de certains montages en syndication ou d'opérations en devises.

Les tests d'efficacité pour la macro-couverture de juste valeur sont effectués au moins une fois par trimestre, sur des positions brutes de swaps et d'éléments couverts.

Pour chaque relation de couverture, l'efficacité prospective est mesurée en s'assurant qu'en début de période, pour chaque bande d'échéance, l'encours des éléments couverts est supérieur à l'encours des instruments financiers dérivés de couverture désignés.

L'efficacité rétrospective est mesurée en s'assurant qu'en fin de période et à stock constant, il n'y a pas de sur-couverture.

Il convient également de s'assurer qu'en cours de période, les nouveaux swaps ne créent pas de situation de sur couverture sur la base de l'encours initialement couvert.

Au 31 décembre 2025, le Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring satisfait aux contrôles de mesure de l'efficacité des relations de macro-couverture.

Concernant les opérations de micro-couverture, le contrôle effectué par le service Gestion Financière consiste à valider que l'échéancier de l'instrument de couverture correspond à l'échéancier client couvert et que les dates de mise en place sont cohérentes entre swaps et contrat client.

Couverture de flux de trésorerie

Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable.

Les couvertures de flux de trésorerie comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

Couverture d'un investissement net en devise

Les couvertures des investissements nets en devises modifient le risque inhérent aux fluctuations des taux de change liées aux participations dans les filiales en devise étrangères.

Instruments dérivés de couverture

(en milliers d'euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Valeur de marché		Montant notionnel	Valeur de marché		Montant notionnel
	Positive	Négative		Positive	Négative	
Couverture de juste valeur	4 063	12 538	1 158 892	14 263	16 084	1 264 096
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-	-	-	-
Total Instruments dérivés de couverture	4 063	12 538	1 158 892	14 263	16 084	1 264 096

Le Groupe applique, conformément à nos Principes et Méthodes Comptables pour la couverture de juste valeur d'un portefeuille d'éléments de taux d'intérêt, d'un portefeuille d'actifs ou de passifs financiers, la norme IAS 39 tel qu'adoptée par l'Union européenne (version carve-out). Les dispositions de la norme permettent notamment d'inclure les dépôts à vue faiblement ou non rémunérés dans cette relation de couverture.

L'augmentation des taux de marché entraîne d'une part un risque de diminution des encours de dépôts à vue vers des produits d'épargne réglementés ou non ou des produits d'épargne non représentatifs d'une comptabilisation au bilan de l'établissement et d'autre part des modifications dans les lois d'écoulement des passifs financiers.

CA Leasing & Factoring n'a pas constaté de déqualification significative dans le cadre de l'exercice 2025 au titre de ce contexte de marché de hausse des taux.

Opérations sur instruments dérivés de couverture : analyse par durée résiduelle (notionnels)

La ventilation des notionnels des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

(en milliers d'euros)	31/12/2025			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total notionnel
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	-	1 158 892	1 158 892
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	-	-	1 158 892	1 158 892
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Notionnel des instruments dérivés de couverture	-	-	1 158 892	1 158 892

(en milliers d'euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total notionnel
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	-	1 264 096	1 264 096
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	-	-	1 264 096	1 264 096
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Notionnel des instruments dérivés de couverture	-	-	1 264 096	1 264 096

La note 3.3 « Risque de marché - Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle » présente la ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés de couverture par maturité contractuelle résiduelle.

➤ Couverture de juste valeur

Instruments dérivés de couverture

(en milliers d'euros)	31/12/2025				31/12/2024			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel
	Actif	Passif			Actif	Passif		
Couverture de juste valeur								
Marchés organisés et de gré à gré	272	413	-	85 710	548	533	-37	94 452
Taux d'intérêt	272	413	-	85 710	548	533	-37	94 452
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des micro-couvertures de juste valeur	272	413	-	85 710	548	533	-37	94 452
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	3 791	12 125	-758	1 073 182	13 715	15 551	-8 985	1 169 644
Total couverture de juste valeur	4 063	12 538	-758	1 158 892	14 263	16 084	-9 022	1 264 096

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Eléments couverts

Micro-couvertures (en milliers d'euros)	31/12/2025				31/12/2024			
	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)
	Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler		Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler	
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-	-	-	-	-	-
Taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-	-	-
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	85 710	-	-	-	94 452	-	-	-
Taux d'intérêt	85 710	-	-	-	94 452	-	-	-
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments d'actif	85 710	-	-	-	94 452	-	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-	-	-	-	-	-	-	-
Taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-	-	-
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments de passif	-	-	-	-	-	-	-	-

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste du bilan auquel elle se rattache. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Macro-couvertures (en milliers d'euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-		-	
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	917 958	-	1 003 731	-
Total - Actifs	917 958	-	1 003 731	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	656 000	-	407 573	-
Total - Passifs	656 000	-	407 573	-

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste « Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » au bilan. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Résultat de la comptabilité de couverture

(en milliers d'euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)			Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)		
	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture
Taux d'intérêt	-758	758	-	-9 022	8 948	-74
Change	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
Total	-758	758	-	-9 022	8 948	-74

3.6 Risques opérationnels

Le schéma est le suivant :

- Une cartographie annuelle des risques opérationnels et des risques de non-conformité permet pour chaque processus / métier et support de déterminer les impacts financiers et non financiers associés à leurs fréquences (récurrente ou exceptionnelle) ;
- A partir de cette cartographie, une analyse détaillée recense les événements de risque critiques et sensibles auxquels sont associés des plans d'action ;
- De ces plans d'action peuvent découler la mise en place de contrôles permanents qui seront déclinés dans le cadre du dispositif mis en place par la Direction des Contrôles, de la Conformité et des Risques (DCCR) ;
- Les contrôles qui devront être insérés dans le plan de contrôle sont ensuite réalisés par les directions concernées et remontés à la DCCR pour analyse, accompagnés d'actions correctives pour les contrôles dégradés.

Parallèlement, un recensement des pertes liées au risque opérationnel est effectué chaque trimestre pour alimenter une base d'historisation afin de valider le processus et sa cohérence.

Une unité du suivi des risques opérationnels et du pilotage des contrôles permanents a été mise en place afin d'optimiser le dispositif. Cette unité est placée sous la responsabilité du RCPR de Crédit Agricole Leasing & Factoring.

La méthode de calcul des fonds propres cible est la méthode Standard. La prise en compte des évolutions liées à la méthode standard SMA relève de la responsabilité de l'organe central Crédit Agricole SA.

Projet risques opérationnels

Le projet "risques opérationnels" confié à la Direction des Contrôles, de la Conformité et des Risques est conduit sous la supervision et selon la méthodologie mise au point par Crédit Agricole S.A. Trimestriellement, le Directeur Général préside un comité de contrôle interne qui réunit les Directeurs Généraux Adjointes en charge du Développement et du Fonctionnement, les responsables du contrôle permanent, de l'audit et de la conformité, lors duquel un point sur les risques opérationnels est réalisé.

Les risques liés à l'ensemble du périmètre du Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring sont analysés de façon globale depuis 2004. Des correspondants "risques opérationnels" ont été nommés dans les directions opérationnelles.

Les formations des nouveaux correspondants se poursuivent, à partir du "kit" de formations aux risques opérationnels et cartographies des risques opérationnels déployé en 2015 et réactualisée annuellement sur l'ensemble du périmètre (métiers et filiales). Des actions ponctuelles et ciblées de sensibilisation aux risques opérationnels sont menées de manière régulières auprès des opérationnels.

De même, la base de collectes des pertes au titre du risque opérationnel a été enrichie notamment avec un contrôle de cohérence partiel entre les provisions collectées par la DCCR et celles enregistrées par le Département Comptabilité.

Un rapprochement trimestriel est effectué, à partir de la collecte des pertes, avec les risques cartographiés et les contrôles mis en place.

Identification et évaluation qualitative des risques

Une cartographie annuelle détaillée des différents risques encourus par le Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring a été réalisée au travers d'entretiens avec les différentes entités du Groupe. Cette cartographie permet d'identifier les processus sensibles et d'évaluer qualitativement le niveau de risque.

Elle est actualisée annuellement.

Mesure des risques opérationnels et procédure d'alerte

En date de détection, le coût net du risque opérationnel du Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring, pour l'année 2025 est de 13,9 millions d'euros (5,1 millions d'euros pour l'activité Factoring et 8,8 millions d'euros pour les métiers du Leasing) comparé à 8,3 millions d'euros en 2024, soit une augmentation de 68,5 % (+ 5,6 millions d'euros).

En date de comptabilisation, le coût net du risque opérationnel du Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring, pour l'année 2025 est de 11,9 millions d'euros (8,4 millions d'euros pour l'activité Factoring et 3,5 millions d'euros pour les métiers du Leasing) comparé à 8,9 millions d'euros en 2024, soit une diminution de 33 % (+ 3 millions d'euros).

Ce coût résulte de l'agrégation des coûts nets subits par les différentes directions de Crédit Agricole Leasing & Factoring.

Ces montants comprennent le risque "frontière", c'est-à-dire les risques impactant des dossiers de crédit mais dont la cause est un risque opérationnel.

En 2025, la procédure d'alerte a été maintenue se décomposant comme suit :

- Un seuil d'alerte définit par la Stratégie des Risques :
- Un pourcentage du coût du risque opérationnel pur du trimestre, en date de comptabilisation, par rapport au PNB du trimestre fixé à 0,5 % ;
- Un seuil d'alerte définit par l'Appétence au Risque :
- Un pourcentage du coût du risque opérationnel "frontière crédit" du trimestre, en date de comptabilisation, par rapport au PNB du trimestre fixé à 2 %.

Une unité dotée de quatre collaborateurs est opérationnelle afin d'optimiser les dispositifs existants. Elle a notamment pour fonction de s'assurer de la cohérence entre l'identification des risques opérationnels et une mise à niveau adaptée du dispositif des contrôles permanents.

3.7 Gestion du capital et ratios réglementaires

Conformément au règlement européen 575/2013 (Tel que supplémenté et amendé, en ce compris notamment au travers du règlement (UE) 2019/876 de juin 2019, du règlement (UE) 2020/873 de juin 2020 et du règlement (UE) 2024/1623 de juin 2024 pour les exigences réglementaires ayant une date d'application anticipée au 9 juillet 2024.) (CRR), CA Leasing & Factoring est soumise au respect du ratio de solvabilité, de levier et de liquidité.

La gestion des fonds propres de CA Leasing & Factoring est conduite de façon à respecter les niveaux de fonds propres prudentiels au sens de la directive européenne 2013/36 (Telle que supplémentée et amendée, en ce compris notamment au travers de la directive (UE) 2019/878 de juin 2019 et de la directive (UE) 2024/1619 de juin 2024.) et du règlement européen 575/2013, applicables depuis le 1er janvier 2014, et exigés par les autorités compétentes, la Banque centrale européenne (BCE) et l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) afin de couvrir les risques pondérés au titre des risques de crédit, des risques opérationnels et des risques de marché.

Ce dispositif prudentiel consiste notamment à renforcer la qualité et la quantité des fonds propres réglementaires requis, à mieux appréhender les risques, à inclure des coussins de fonds propres et des exigences supplémentaires en matière de la liquidité et du levier.

Les fonds propres sont répartis en trois catégories :

- les fonds propres de base de catégorie 1 ou Common Equity Tier 1 (CET1), déterminés à partir des capitaux propres retraités, notamment de certains instruments de capital qui sont classés en Additional Tier 1 (AT1), et de déductions des immobilisations incorporelles ;
- les fonds propres de catégorie 1 ou Tier 1, constitués du Common Equity Tier 1 et des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 ou Additional Tier 1 perpétuels ;
- les fonds propres globaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 ou Tier 2 (T2) composés d'instruments subordonnés ayant une maturité minimale à l'émission de 5 ans.

Pour être reconnus en fonds propres, les instruments de catégorie 1 et de catégorie 2 doivent répondre à des critères d'inclusion exigeants. Si d'anciens instruments ne sont pas ou plus éligibles, ils font l'objet d'une clause de « grand-père » permettant de les éliminer des fonds propres de façon progressive.

Les déductions relatives aux participations dans d'autres établissements de crédit viennent minorer le total de ces fonds propres et s'imputent respectivement selon le type de l'instrument sur les montants du CET1, de l'Additional Tier 1 (AT1) et du Tier 2 (T2). Elles s'appliquent également aux détections dans le secteur des assurances, quand l'établissement ne bénéficie pas de la dérogation conglomérat financier.

En 2025 comme en 2024 et selon la réglementation en vigueur, le Groupe CA Leasing & Factoring a respecté les exigences réglementaires.

4 Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

4.1 Produits et charges d'intérêts

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Sur les actifs financiers au coût amorti	1 623 624	1 648 974
Opérations avec les établissements de crédit	94 110	142 165
Opérations internes au Crédit Agricole	-	-
Opérations avec la clientèle	707 992	879 905
Opérations de location-financement	821 522	626 904
Titres de dettes	-	-
Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-
Opérations avec les établissements de crédit	-	-
Opérations avec la clientèle	-	-
Titres de dettes	-	-
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	40 446	34 240
Autres intérêts et produits assimilés	-	-

Produits d'intérêts (1)	1 664 070	1 683 214
Sur les passifs financiers au coût amorti	-1 199 560	-1 234 419
Opérations avec les établissements de crédit	-830 956	-971 018
Opérations internes au Crédit Agricole	-	-
Opérations avec la clientèle	-4 077	-11 735
Opérations de location-financement	-249 738	-159 089
Dettes représentées par un titre	-93 200	-58 517
Dettes subordonnées	-21 589	-34 060
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-38 451	-18 162
Autres intérêts et charges assimilées	-2 786	-1 838
Charges d'intérêts	-1 240 797	-1 254 419
<i>(1) dont 2 508 milliers d'euros sur créances dépréciées (Stage 3) au 31 décembre 2025 contre 4 808 milliers d'euros au 31 décembre 2024.</i>		

4.2 Produits et charges de commissions

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2025			31/12/2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-	-	-	-	-	-
Sur opérations avec la clientèle	196 406	-51 976	144 430	205 833	-48 381	157 452
Sur opérations sur titres	-	-	-	-	-	-
Sur opérations de change	-	-	-	-	-	-
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	-	-	-	-	-	-
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	79	-13 586	-13 507	-	-15 990	-15 990
Gestion d'OPC, fiducie et activités analogues	-	-	-	-	-	-
Total Produits et charges de commissions	196 485	-65 562	130 923	205 833	-64 371	141 462

4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024
Dividendes reçus	-	-
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	-	-
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	-	-123
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI	-	-
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	-	-
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option (1)	-	-
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	-952	1 419
Résultat de la comptabilité de couverture	-	-75
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	-952	1 221
<i>(1) Hors spread de crédit émetteur pour les passifs à la juste valeur par résultat sur option sauf exception permise par la norme pour éliminer ou réduire une non-concordance en compte de résultat.</i>		

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2025			31/12/2024		
	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net
Couverture de juste valeur	-	-	-	-	-37	-37
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couverture)	-	-	-	-	-37	-37
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	4 530	-4 530	-	13 241	-13 279	-38
Variations de juste valeur des éléments couverts	2 644	-1 886	758	11 492	-2 544	8 948
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	1 886	-2 644	-758	1 749	-10 735	-8 986
Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
Total Résultat de la comptabilité de couverture	4 530	-4 530	-	13 241	-13 316	-75

Le détail du résultat de la comptabilité de couverture par type de relation (Couverture de juste valeur, Couverture de flux de trésorerie, ...) est présenté dans la note 3.5 "Comptabilité de couverture".

4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables (1)	-	-
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	25	9
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	25	9
(1) Hors résultat de cession sur instruments de dettes dépréciés (Stage 3) mentionné en note 4.10 « Coût du risque ».		

4.5 Produits (charges) nets des autres activités

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	61 695	72 808
Produits nets des immeubles de placement	81	78
Autres produits (charges) nets	-10 787	-30 255
Produits (charges) des autres activités	50 989	42 631

4.6 Charges générales d'exploitation

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Charges de personnel	-181 783	-175 372
Impôts, taxes et contributions réglementaires	-22 372	-13 384
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	-114 774	-116 658
Charges générales d'exploitation	-318 929	-305 414

Honoraires des commissaires aux comptes

La répartition par cabinet et par type de mission des honoraires des Commissaires aux comptes des sociétés de CA Leasing & Factoring intégrées globalement est la suivante au titre de 2025 :

Collège des Commissaires aux comptes de Crédit Agricole Leasing & Factoring

(en milliers d'euros hors taxes)	Pwc Audit		Deloitte		Total 2025
	2025	2024	2025	2024	
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	827	806	1 280	851	2 107
Emetteur	448	421	864	453	1 312
Filiales intégrées globalement	379	385	416	398	795
Certification des informations en matière de durabilité (CSRD)	-	-	-	-	-
Emetteur	-	-	-	-	-
Filiales intégrées globalement	-	-	-	-	-
Services autres que la certification des comptes	3	49	-	66	3
Emetteur	-	5	-	17	-
Filiales intégrées globalement	3	44	-	49	3
Total	830	855	1 280	917	2 110

Le montant total des honoraires de PWC, Commissaire aux comptes de Crédit Agricole Leasing & Factoring, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 830 milliers d'euros, dont 827 milliers d'euros au titre de la mission de certification des comptes de Crédit Agricole Leasing & Factoring et ses filiales et 3 milliers d'euros au titre de services autres que la certification des comptes et de la CSRD (lettres de confort, procédures convenues, attestations, consultations, etc.)

Le montant total des honoraires de Deloitte, Commissaire aux comptes de Crédit Agricole Leasing & Factoring, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 1 280 milliers d'euros au titre de la mission de certification des comptes de Crédit Agricole Leasing & Factoring et ses filiales.

Ventilation des charges induites par les autres commissaires aux comptes intervenant sur les sociétés consolidées par intégration globale non répertoriées dans le tableau ci-dessus.

(en milliers d'euros)	Mazars		EY & Autres		KPMG		Autres		Total 2025
	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	-	20	30	22	-	-	20	9	50
Services autres que la certification des comptes	-	5	-	-	141	53	73	73	214
Total	-	25	30	22	141	53	93	82	264

4.7 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024
Dotations aux amortissements	-21 333	-18 708
Immobilisations corporelles (1)	-9 472	-8 849
Immobilisations incorporelles	-11 861	-9 859
Dotations (reprises) aux dépréciations	-1 324	-1 049
Immobilisations corporelles	-	-
Immobilisations incorporelles	-	-
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-22 657	-19 757
<i>(1) Dont 7 564 milliers d'euros comptabilisés au titre de l'amortissement du droit d'utilisation (IFRS 16) au 31 décembre 2025 contre 7 791 milliers d'euros au 31 décembre 2024.</i>		

4.8 Coût du risque

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan sains (Stage 1 et Stage 2) (A)	25 076	4 532
Stage 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir	-21 877	-7 254
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-14 411	-7 018
Engagements par signature	-7 466	-236
Stage 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie	46 953	11 786
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	45 337	12 985
Engagements par signature	1 616	-1 199
Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan dépréciés (Stage 3) (B)	-101 167	-86 118
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-98 467	-86 118
Engagements par signature	-2 700	-
Autres actifs (C)	162	-
Risques et charges (D)	3 901	10 911
Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions (E) = (A) + (B) + (C) + (D)	-72 028	-70 675
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés	-	-
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés	-	-
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-13 293	-7 521
Récupérations sur prêts et créances	10 734	11 208
comptabilisés au coût amorti	10 734	11 208
comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Décotes sur crédits restructurés	-	-
Pertes sur engagements par signature	-	-
Autres pertes	-109	-79
Autres produits	-	-
Coût du risque	-60 471	-58 795

Le coût du risque global CAL&F (vision consolidé) à fin décembre 2025 ressort en dotation nette de 60 471 milliers d'euros (soit une hausse de 1 677 milliers d'euros par rapport à décembre 2024).

Le ratio [Coût du risque / Encours] demeure cependant maîtrisé à 21bps (soit un niveau identique aux trois dernières années).

Leasing France et Financement EnR :

Le coût du risque atterrit à un montant net global de -28,6 M€ (dotation), ventilée comme suit :

Les activités de financement de projets (AUXIFIP et UNIFERGIE) enregistrent une dotation nette de -7,1 M€, principalement imputable au périmètre des financements en partenariats public-privé (PPP) avec maintenance. Ces opérations représentent un impact total de -6,4 M€, incluant :

- 3,5 M€ de dotation destinée à sécuriser le portefeuille via la constitution d'une provision spécifique (hors défaut), afin de couvrir l'augmentation des risques liés aux sinistres affectant la maintenance des actifs financés ;
- 2,9 M€ de dotation liée aux litiges et aux risques avérés.

Concernant l'activité de « crédit-bail », une dotation nette annuelle de -18,4 M€ a été comptabilisée, soit une amélioration de 23,6 M€ par rapport à 2024 (-42 M€).

- FINAMUR affiche une reprise nette de 18,8 M€, liée à l'actualisation des paramètres de risque locaux au T2 2025 et à leur alignement avec les perspectives sectorielles de CA Sa/ECO.
- À l'inverse, LIXXBAIL enregistre une dotation nette de 37,2 M€, entièrement portée par le risque avéré, un niveau stable par rapport à 2024 (37,6 M€), en cohérence avec la sinistralité observée sur le marché PRO/PME.

Crédit Agricole Leasing & Factoring (dont Holding, PEP et succursales) :
Le coût du risque atterrit à une charge nette globale de -28,6 M€ qui se décompose comme suit :

- Concernant l'activité d'affacturage France, sur ce périmètre le coût du risque atteint -8,4 M€, soit une dégradation de -5,2 M€ par rapport à 2024. Dans un contexte économique tendu (inflation persistante, hausse des taux d'intérêt, ralentissement de l'activité dans plusieurs secteurs), l'affacturage demeure un levier de financement essentiel pour les entreprises, mais expose davantage Factor à des comportements opportunistes ou frauduleux. Afin de couvrir ce risque spécifique (hors défaut), une provision dédiée de 2,2 M€ a été constituée. Cette évolution s'explique également par plusieurs incidents significatifs, notamment avec le dossier Qualiconsult (-3,2 M€ au 3^{ème} trimestre 2025) et le dossier RG Transports (-1,6 M€ au 3^{ème} trimestre 2025).
- Pour le groupe OLINN le coût du risque s'établit à 2,9 M€ en lien direct avec la revue des comptes de créances et l'application des standards CAL&F en matière de provisionnement.
- Pour l'entité MERCA récemment acquise et intégrée au périmètre de consolidation du groupe CAL&F, affiche un coût du risque de -3,5 M€, qui se décompose de la manière suivante :
 - a. -5,0 M€ de dotation liée au risque avéré (reprise du stock et application des standards CAL&F en matière de provisionnement).
 - b. +1,0 M€ de reprise sur le portefeuille sain.
 - c. +0,3 M€ de reprise liée au transfert du portefeuille CBM de la succursale allemande vers MERCA.

Du côté du périmètre international :

- La succursale espagnole enregistre une dotation en affacturage de -6,8 M€, en raison de la montée du risque avéré, avec deux dossiers majeurs : METAL Group (-1,6 M€ intervenu sur le 3^{ème} trimestre 2025) et Global Tank Group (-3,5 M€ de dotations enregistrées sur le 4^{ème} trimestre 2025). Sur le segment crédit-bail, le coût du risque ressort en reprise nette de 0,4 M€, liée à l'actualisation des scénarios macroéconomiques (CASA/ECO) au 4^{ème} trimestre 2025 sur le portefeuille sain.
- La succursale allemande (Forfaiting et affacturage) affiche une dotation nette de -1,8 M€, principalement portée par l'activité de forfaiting, notamment avec le dossier Star Car Europa pour -1,4 M€. A noter que le portefeuille Leasing a été transféré à la filiale récemment acquise de Merca.
- Les succursales italienne et portugaise, aucun événement notable n'est à signaler. Le coût du risque reste maîtrisé, avec un montant de dotation en Italie qui s'élève à -0,1 M€ et un montant de reprise qui s'élève à +0,3 M€ pour le Portugal.
- Sur la holding, la dotation s'établit à -10,9 M€, liée aux avances sur comptes courants (Watéa).

4.9 Gains ou pertes nets sur autres actifs

(en milliers d'euros)		31/12/2025	31/12/2024
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation		-1 550	16
Plus-values de cession		12	16
Moins-values de cession		-1 562	-
Résultat de cession sur participations consolidées		-	-
Plus-values de cession		-	-
Moins-values de cession		-	-
Produits (charges) nets sur opérations de regroupement d'entreprises		-2 245	-1 218
Gains ou pertes nets sur autres actifs		-3 795	-1 202

4.10 Impôts

Charge d'impôt

en milliers d'euros	31/12/2025	31/12/2024
Charge d'impôt courant (1)	-61 189	-59 544
Charge d'impôt différé	5 880	5 794
Total Charge d'impôt	-55 309	-53 750
(1) Dont 2 592 milliers d'euros au titre de la contribution exceptionnelle au titre de la loi de Finance 2025 (ce montant prend en compte les modalités de répartition au sein du Groupe conformément à la convention de régime de groupe fiscal).		

Dans le cadre de la Loi de finances 2025, il a été institué une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises. Elle s'applique, selon des seuils différents, pour les entreprises dont le chiffre d'affaires 2024 ou 2025 dépasse 1 Md€ ou 3 Md€.

Pour les redevables dont le chiffre d'affaires est compris entre 1 et 3 Md€, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 20,6 % ; pour ceux dont celui-ci est supérieur à 3 Md€, le taux de la contribution exceptionnelle est fixé à 41,2 %. Les redevables dont le chiffre d'affaires est inférieur à 1 Md€ ne sont pas assujettis à cette contribution.

Cette contribution exceptionnelle dispose en outre d'une base de calcul spécifique assise sur la moyenne de l'impôt sur les sociétés dû (hors contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %) au titre de l'exercice au cours duquel la contribution est due (2025) et au titre de l'exercice précédent (2024).

La contribution exceptionnelle, incluant les effets de la convention de régime de groupe fiscal, comptabilisée au 31 décembre 2025 s'élève à 2 592 milliers d'euros dont 1 456 milliers d'euros au titre de l'exercice 2024.

Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constatéAu 31 décembre 2025

<i>(en milliers d'euros)</i>	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	198 406	25,83%	-51 248
Effet des différences permanentes		-0,44%	882
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		0,59%	-1 162
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		-3,23%	6 407
Effet de l'imposition à taux réduit			-
Changement de taux		-0,07%	146
Effet des autres éléments		5,21%	-10 334
Taux et charge effectifs d'impôt		27,88%	-55 309

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2025 (y compris la contribution sociale sur les bénéfices). La contribution exceptionnelle (ainsi que les effets de la convention de régime de groupe fiscal associés) est présentée dans sa totalité sur la ligne « Effet des autres éléments ».

Au 31 décembre 2024

<i>(en milliers d'euros)</i>	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	228 950	25,83%	-59 138
Effet des différences permanentes		-1,63%	3 721
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		0,51%	-1 166
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		-0,01%	19
Effet de l'imposition à taux réduit		-	-
Changement de taux			-
Effet des autres éléments		-1,22%	2 804
Taux et charge effectifs d'impôt		23,48%	-53 750

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2024.

4.11 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période :

Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables		
Gains et pertes sur écarts de conversion	-	-
Ecart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	-	-
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Ecart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	-	-
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	-	-
Ecart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	-	-
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres recyclables	-	-
Produits financiers ou charges financières de réassurance ventilés en capitaux propres	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables		
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	20	-93
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre	-	-
Ecart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en réserves	-	-

Autres variations	-	-
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	-1 276	-
Ecart de réévaluation de la période	-1 276	-
Transferts en réserves	-	-
Autres variations	-	-
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres non recyclables	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	3	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	14	18
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-1	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	-1 240	-75
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres	-1 240	-75
Dont part du Groupe	-1 240	-75
Dont participations ne donnant pas le contrôle	-	-

5 Informations sectorielles

Crédit Agricole Leasing & Factoring n'est pas concerné.

6 Notes relatives au bilan

6.1 Caisse, banques centrales

(en milliers d'euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	1	-	-	-
Banques centrales	962 813	-	747 503	-
Valeur au bilan	962 814	-	747 503	-

6.2 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	-	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI (1)	-	-
Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	-	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Valeur au bilan	-	-
Dont Titres prêtés	-	-

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	-	5 000
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Valeur au bilan	-	5 000

Une information détaillée sur les instruments dérivés de transaction est fournie dans la note 3.3 relative au risque de marché, notamment sur taux d'intérêt.

En application de la norme IFRS 9, Le Groupe CA Leasing & Factoring calcule les variations de juste valeur imputables aux variations du risque de crédit propre en utilisant une méthodologie permettant de les isoler des variations de valeur attribuables à des variations des conditions de marché.

- Base de calcul du risque de crédit propre

La source prise en compte pour le calcul du risque de crédit propre peut varier d'un émetteur à l'autre. Au sein du Groupe CA Leasing & Factoring, il est matérialisé par la variation de son coût de refinancement sur le marché en fonction du type d'émission.

- Calcul du résultat latent induit par le risque de crédit propre (enregistré en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres)

L'approche privilégiée par le Groupe CA Leasing & Factoring est celle se basant sur la composante liquidité des émissions. En effet, l'ensemble des émissions est répliqué par un ensemble de prêts/emprunts vanille. Les variations de juste valeur imputables aux variations du risque de crédit propre de l'ensemble des émissions correspondent donc à celles des prêts-emprunts. Elles sont égales à la variation de juste valeur du portefeuille de prêts/emprunts générée par la variation du coût de refinancement.

- Calcul du résultat réalisé induit par le risque de crédit propre (enregistré en réserves consolidées)

Le choix du Groupe CA Leasing & Factoring est de transférer la variation de juste valeur imputable aux variations du risque de crédit propre lors du dénouement en réserves consolidées. Ainsi lorsqu'un remboursement anticipé total ou partiel intervient, un calcul basé sur les sensibilités est effectué. Il consiste à mesurer la variation de juste valeur imputable aux variations du risque de crédit propre d'une émission donnée comme étant la somme des sensibilités au spread de crédit multipliée par la variation de ce spread entre la date d'émission et celle du remboursement.

6.3 Instruments dérivés de couverture

L'information détaillée est fournie à la note 3.5 "Comptabilité de couverture".

6.4 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

(en milliers d'euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	2 956	-	-2 794	4 190	-	-1 518
Total	2 956	-	-2 794	4 190	-	-1 518

Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables

(en milliers d'euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-	-	-
Total des titres de dettes	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
Total des prêts et créances	-	-	-	-	-	-
Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-	-	-	-
Impôts sur les bénéfices	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (nets d'impôts)	-	-	-	-	-	-

Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres non recyclables

(en milliers d'euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Actions et autres titres à revenu variable	807	-	-	735	-	-
Titres de participation non consolidés	2 149	-	-2 794	3 455	-	-1 518
Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	2 956	-	-2 794	4 190	-	-1 518
Impôts sur les bénéfices	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)	-	-	-2 794	-	-	-1 518

Instruments de capitaux propres ayant été décomptabilisés au cours de la période

(en milliers d'euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés (1)	Pertes cumulées réalisées (1)	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés (1)	Pertes cumulées réalisées (1)
Actions et autres titres à revenu variable	10	-	-	-	-	-
Titres de participation non consolidés	-	-	-	4 642	-	-
Total Placements dans des instruments de capitaux propres	10	-	-	4 642	-	-
Impôts sur les bénéfices	-	-	-	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)	-	-	-	-	-	-

(1) Les profits et pertes réalisés sont transférés en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.

6.5 Actifs financiers au coût amorti

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3 332 831	4 747 262
Prêts et créances sur la clientèle	33 882 950	32 183 139
Titres de dettes	-	-
Valeur au bilan	37 215 781	36 930 401

Prêts et créances sur les établissements de crédit

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024
Etablissements de crédit		
Comptes et prêts	3 241 726	4 683 060
<i>dont comptes ordinaires débiteurs non douteux</i>	1 800 761	3 197 402
<i>dont comptes et prêts au jour le jour non douteux</i>	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-
Prêts subordonnés	-	-
Autres prêts et créances	92 932	68 750
Valeur brute	3 334 658	4 751 810
Dépréciations	-1 827	-4 548
Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit	3 332 831	4 747 262
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-
Comptes et avances à terme	-	-
Prêts subordonnés	-	-
Total Prêts et créances internes au Crédit Agricole	-	-
Valeur au bilan	3 332 831	4 747 262

Prêts et créances sur la clientèle

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024
Opérations avec la clientèle		
Créances commerciales	14 013 243	13 837 743
Autres concours à la clientèle	5 340 833	4 750 416
Valeurs reçues en pension	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-
Prêts subordonnés	-	-
Créances nées d'opérations d'assurance directe	-	-
Créances nées d'opérations de réassurance	-	-
Avances en comptes courants d'associés	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	8 356	2 099
Valeur brute	19 362 432	18 590 258
Dépréciations	-170 961	-164 326
Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle	19 191 471	18 425 932
Opérations de location-financement		
Location-financement immobilier	-	-
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées	10 345 845	9 384 847
Valeur brute	14 938 899	14 044 652
Dépréciations	-247 420	-287 445
Valeur nette des opérations de location-financement	14 691 479	13 757 207
Valeur au bilan	33 882 950	32 183 139

6.6 Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue

Crédit Agricole Leasing & Factoring n'est pas concerné.

6.7 Passifs financiers au coût amorti

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024
Dettes envers les établissements de crédit	28 248 096	28 456 832
Dettes envers la clientèle	3 826 068	4 029 502
Dettes représentées par un titre	2 665 776	2 095 100
Valeur au bilan	34 739 940	34 581 434

Dettes envers les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Etablissements de crédit		
Comptes et emprunts	28 248 096	28 456 832
<i>dont comptes ordinaires créditeurs</i>	606 199	2 431 505
<i>dont comptes et emprunts au jour le jour</i>	371 504	326 803
Valeurs données en pension	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-
Total	28 248 096	28 456 832
Opérations internes au Crédit Agricole		
Comptes ordinaires créditeurs	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-
Comptes et avances à terme	-	-
Total	-	-
Valeur au bilan	28 248 096	28 456 832

Dettes envers la clientèle

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Comptes ordinaires créditeurs	1 975 601	1 712 380
Comptes d'épargne à régime spécial	-	-
Autres dettes envers la clientèle	1 850 467	2 317 122
Titres donnés en pension livrée	-	-
Valeur au bilan	3 826 068	4 029 502

Dettes représentées par un titre

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Bons de caisse	235	235
Titres du marché interbancaire	-	-
Titres de créances négociables	2 648 632	1 152 645
Emprunts obligataires	-	927 048
Autres dettes représentées par un titre	16 909	15 172
Valeur au bilan	2 665 776	2 095 100

6.8 Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers**Compensation – Actifs financiers**

Nature des instruments financiers (en milliers d'euros)	31/12/2025					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
Dérivés	4 063	-	4 063	-	3 923	140
Prises en pension de titres	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
Total des actifs financiers soumis à compensation	4 063	-	4 063	-	3 923	140

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 100 % des dérivés à l'actif à la date d'arrêt.

Nature des instruments financiers (en milliers d'euros)	31/12/2024					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
Dérivés	14 263	-	14 263	-	9 288	4 975
Prises en pension de titres	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
Total des actifs financiers soumis à compensation	14 263	-	14 263	-	9 288	4 975

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 100 % de dérivés à l'actif à la date d'arrêt.

Compensation – Passifs financiers

Nature des instruments financiers (en milliers d'euros)	31/12/2025					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés	12 538	-	12 538	-	3 923	8 615
Mises en pension de titres	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
Total des passifs financiers soumis à compensation	12 538	-	12 538	-	3 923	8 615

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 100 % des dérivés au passif à la date d'arrêt.

Nature des instruments financiers (en milliers d'euros)	31/12/2024					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés	21 084	-	21 084	-	9 288	11 796
Mises en pension de titres	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
Total des passifs financiers soumis à compensation	21 084	-	21 084	-	9 288	11 796

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 100 % des dérivés au passif à la date d'arrêt.

6.9 Actifs et passifs d'impôts courants et différés

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Impôts courants	24 582	25 394
Impôts différés	130 349	204 502
Total Actifs d'impôts courants et différés	154 931	229 896
Impôts courants	33 526	13 904
Impôts différés	355 274	429 403
Total Passifs d'impôts courants et différés	388 800	443 307

Le net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif
Décalages temporaires comptables-fiscaux	125 604	2 345	199 827	169
Charges à payer non déductibles	1 465	-	2 018	-
Provisions pour risques et charges non déductibles	49 017	-	46 319	-
Autres différences temporaires (1)	84 894	10 266	161 259	30 184
Impôts différés sur réserves latentes	187	-	179	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-48	-44	-48	-44
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-
Gains et pertes sur écarts actuariels	190	-	182	-
Gains et pertes sur variation du risque de crédit propre	-	-	-	-
Impôts différés sur résultat	4 558	352 929	4 496	429 234
Total Impôts différés	130 349	355 274	204 502	429 403

(1) La part d'impôts différés relative aux déficits reportables est de 76 595 milliers d'euros en 2025 contre 77 765 milliers d'euros en 2024.

Les impôts différés sont nettés au bilan par entité fiscale.

6.10 Comptes de régularisation actif, passif et divers**Comptes de régularisation et actifs divers**

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Autres actifs	412 667	374 340
Comptes de stocks et emplois divers	4 662	4 409
Gestion collective des titres Livret de développement durable et solidaire	-	-
Débiteurs divers (1)	408 005	369 931

Comptes de règlements	-	-
Capital souscrit non versé	-	-
Comptes de régularisation	590 873	549 836
Comptes d'encaissement et de transfert	438 394	406 833
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	40 791	53 866
Produits à recevoir	68 766	51 882
Charges constatées d'avance	38 487	32 691
Autres comptes de régularisation	4 435	4 564
Valeur au bilan	1 003 540	924 176

Comptes de régularisation et passifs divers

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024
Autres passifs (1)	1 431 267	1 191 253
Comptes de règlements	-	-
Créditeurs divers	1 354 718	1 114 124
Versements restant à effectuer sur titres	-	-
Dettes locatives	76 549	77 129
Autres	-	-
Comptes de régularisation	820 774	894 436
Comptes d'encaissement et de transfert (2)	316 236	370 103
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	30 673	52 526
Produits constatés d'avance	301 321	297 750
Charges à payer	169 036	153 361
Autres comptes de régularisation	3 508	20 696
Valeur au bilan	2 252 041	2 085 689
<i>(1) Les montants indiqués incluent les dettes rattachées.</i>		
<i>(2) Les montants sont indiqués en net.</i>		

6.11 Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Crédit Agricole Leasing & Factoring n'est pas concerné.

6.12 Immeubles de placement

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2025
Valeur brute	37 662	-	-	-	-	55 270	92 932
Amortissements et dépréciations	-14 632	-	-	-	-	-25 254	-39 886
Valeur au bilan (1)	23 030	-	-	-	-	30 016	53 046
<i>(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple</i>							

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Valeur brute	20 389	-	-	-	-	17 273	37 662
Amortissements et dépréciations	-13 043	-	-	-	-	-1 589	-14 632
Valeur au bilan (1)	7 346	-	-	-	-	15 684	23 030
<i>(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple</i>							

Juste valeur des immeubles de placement

La valeur de marché des immeubles de placement comptabilisés au coût, s'élève à 92 932 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 37 662 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

<i>(en milliers d'euros)</i>		31/12/2025	31/12/2024
Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	Niveau 1	-	-
Valorisation fondée sur des données observables	Niveau 2	-	-
Valorisation fondée sur des données non observables	Niveau 3	92 932	37 662
Valeur de marché des immeubles de placement		92 932	37 662

Le montant indiqué correspond exclusivement à la valeur nette comptable des immeubles de placement de FINAMUR. L'ensemble des immeubles sont valorisés à chaque trimestre permettant l'ajustement des provisions en cas de perte de valeur ou d'une baisse sensible de l'indice associée.

6.13 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

Les immobilisations corporelles d'exploitation incluent les droits d'utilisation des immobilisations prises en location en tant que preneur. Les amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles d'exploitation sont présentés y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

(en milliers d'euros)	31/12/2024	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2025
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	536 159	3 671	43 627	-19 420	-	65 955	629 992
Amortissements et dépréciations	-303 857	-2 002	-33 367	22 159	-	-59 039	-376 106
Valeur au bilan	232 302	1 669	10 260	2 739	-	6 916	253 886
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	208 140	8 922	27 389	-604	-	-1	243 846
Amortissements et dépréciations	-131 682	-470	-13 481	40	-	816	-144 777
Valeur au bilan	76 458	8 452	13 908	-564	-	815	99 069

(en milliers d'euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Immobilisations corporelles d'exploitation							
Valeur brute	396 089	-	119 369	-29 466	-12	50 179	536 159
Amortissements et dépréciations	-265 417	-	-25 673	28 997	-	-41 764	-303 857
Valeur au bilan	130 672	-	93 696	-469	-12	8 415	232 302
Immobilisations incorporelles							
Valeur brute	173 909	-	39 273	-5 035	-	-7	208 140
Amortissements et dépréciations	-120 860	-	-10 905	1	-	82	-131 682
Valeur au bilan	53 049	-	28 368	-5 034	-	75	76 458

6.14 Ecart d'acquisition

(en milliers d'euros)	31/12/2024 BRUT	31/12/2024 NET	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (Cessions)	Pertes de valeur de la période	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2025 BRUT	31/12/2025 NET
- rattachable aux métiers longs	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- rattachable aux métiers courts	236 965	179 124	-	-	-20 000	-	-	236 965	159 124
- rattachable au métier de l'affacturage	69 115	62 327	-	-	-	-	-	69 115	62 327
MERCA Leasing	-	-	11 238	-	-	-	-	11 238	11 238
Total	306 080	241 451	11 238	-	- 20 000	-	-	317 318	232 689

En 2025, les tests de dépréciations des écarts d'acquisitions ont entraîné la révision du goodwill d'OLINN à hauteur de 20 000 milliers d'euros.

L'impairment a été calculé avec un taux d'actualisation à 7,6 % et un pourcentage de fonds propres alloués de 10,58%.
La table de sensibilité sur ces 2 paramètres est présentée ci-dessous :

		Taux d'actualisation						
		-100 pb	-50 pb	2024	2025	+50 pb	+100 pb	
Fonds propres alloués			6,6%	7,1%	7,7%	7,6%	8,1%	8,6%
	-100 pb	9,58%	75	36	-1	4	-22	-45
	-50 pb	10,08%	62	23	-14	-8	-34	-56
	2024	9,93%	66	27	-10	-4	-31	-53
	2025	10,58%	49	11	-26	-20	-46	-68
	+50 pb	11,08%	36	-2	-38	-33	-59	-80
	+100 pb	11,58%	22	-15	-51	-45	-71	-92

6.15 Provisions

(en milliers d'euros)	31/12/2024	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2025
Risques sur les produits épargne-logement	-	-	-	-	-	-	-	-
Risques d'exécution des engagements par signature	5 755	-	21 388	-	-12 838	-	-	14 305
Risques opérationnels	29 158	-	10 748	-	-11 671	-	-34	28 201
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	11 895	-	1 696	-170	-909	-	193	12 705
Litiges divers	316	-	-	-	-89	-	-	227
Participations	-	-	-	-	-	-	-	-
Restructurations	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres risques	20 282	-	1 955	-	-5 532	-	-2	16 703
Total	67 406	-	35 787	-170	-31 039	-	157	72 141
(1) Dont 9 284 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 556 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.								

(en milliers d'euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Risques sur les produits épargne-logement	-	-	-	-	-	-	-	-
Risques d'exécution des engagements par signature	4 320	-	16 401	-	-14 966	-	-	5 755
Risques opérationnels	26 722	-	10 070	-	-6 112	-	-1 522	29 158
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	12 156	-	1 201	-161	-1 223	-	-78	11 895
Litiges divers	487	-	571	-	-2 693	-	1 951	316
Participations	-	-	-	-	-	-	-	-
Restructurations	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres risques	27 496	-	9 473	-	-14 740	-	-1 947	20 282
Total	71 181	-	37 716	-161	-39 734	-	-1 596	67 406
(1) Dont 9 047 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 537 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.								

Provision épargne-logement :

Crédit Agricole leasing & Factoring n’est pas concerné.

6.16 Dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Dettes subordonnées à durée déterminée (1)	499 943	397 000
Dettes subordonnées à durée indéterminée (2)	-	-
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-
Titres et emprunts participatifs	-	-
Valeur au bilan	499 943	397 000
(1) Ce poste comprend les émissions de titres subordonnés remboursables « TSR ».		

Émissions de dettes subordonnées

Les émissions de dettes subordonnées de Crédit Agricole Leasing & Factoring entrent dans le cadre de la gestion des fonds propres prudentiels, tout en contribuant au refinancement de l’ensemble des activités de Crédit Agricole Leasing & Factoring.

La directive et le règlement européens sur les exigences de fonds propres des établissements de crédit et des entreprises d’investissement (directive CRD / règlement CRR1) (Directive 2013/36/EU du 26 juin 2013 telle que complétée et amendée notamment par la directive (UE) 2019/878 du 20 mai 2019 (et ses transpositions en droit français) et Règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013 tel que complété et amendé, en ce compris notamment au travers du Règlement (UE) 2019/876 du 20 mai 2019 et du Règlement (UE) 2024/1623 du 31 mai 2024.) et leurs modalités d’application en droit français définissent les conditions selon lesquelles les instruments subordonnés peuvent bénéficier du statut de fonds propres réglementaires et prévoient les modalités et les conditions de la disqualification progressive des anciens instruments qui ne remplissent pas ou plus ces conditions.

Toutes les émissions de dettes subordonnées, qu’il s’agisse des nouvelles émissions ou des émissions plus anciennes, sont susceptibles de faire l’objet d’absorption de pertes par le jeu de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital dans certaines circonstances, et ce conformément au droit français applicable transposant la directive européenne sur le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d’investissement (BRRD) (Directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 telle que complétée et amendée, en ce compris notamment au travers de la directive (UE) 2019/879 du 20 mai 2019.)

Les dettes subordonnées se distinguent des obligations senior chirographaires (préférées ou non préférées) en raison de leur rang de créance en liquidation (principal et intérêts) contractuellement défini par leur clause de subordination faisant référence explicitement au droit français applicable : les dettes subordonnées sont junior aux dettes senior chirographaires non préférées et préférées. Par conséquent, les instruments de dettes subordonnées sont convertis en capital ou dépréciés en priorité et en tout état de cause avant les instruments de dettes senior chirographaires, notamment en cas de mise en œuvre de l’outil de renflouement interne (« Bail-In ») par les autorités compétentes dans le cadre de la mise en résolution de l’entité émettrice. De la même manière, en cas de liquidation de cette même entité émettrice, les créanciers de ces instruments de dettes subordonnées ne seront potentiellement payés, s’il reste des fonds disponibles, qu’après le paiement de ces instruments de dettes chirographaires préférées et non préférées,

Les différents types de dettes subordonnées émises par Crédit Agricole Leasing & Factoring et toujours en circulation sont détaillés ci-dessous.

6.17 Capitaux propres

Composition du capital au 31 décembre 2025

Actionnaires de	Nombre de titres au 31/12/2024	Nombre de titres émis	Nombre de titres remboursés	Nombre de titres au 31/12/2025	% du capital	% des droits de vote
Lister les principaux actionnaires	13 017 147	525 896	-	13 543 043	100,00%	0,00%
Crédit Agricole SA	13 017 147	525 896	-	13 543 043	100,00%	0,00%
Salariés	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Parts sociales	1	-	-	1	0,00%	0,00%
Investisseurs institutionnels	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Actionnaires individuels	1	-	-	1	0,00%	0,00%
Total	13 017 148	525 896	-	13 543 044	100,00%	0,00%

Au 31 décembre 2025, le capital social de Crédit Agricole leasing & Factoring s’élève à 203 146 milliers d’euros composé de 13 543 043 actions ordinaires de 15 euros de valeur nominale et entièrement libérés.

A la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre actionnaire détenant directement, indirectement ou de concert, 5 % ou plus du capital ou des droits de vote.

Résultat par action

	31/12/2025	31/12/2024
Résultat net part du Groupe de la période (en milliers d'euros)	97 925	165 076
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période	13 543 044	13 017 148
Coefficient d'ajustement	1	1
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat dilué par action	13 543 044	13 017 148
Résultat de base par action (en euros)	7,231	12,681
Résultat de base par action des activités poursuivies (en euros)		
Résultat de base par action des activités abandonnées (en euros)	-	-
Résultat dilué par action (en euros)	7,231	12,681
Résultat dilué par action des activités poursuivies (en euros)		
Résultat dilué par action des activités abandonnées (en euros)	-	-

Dividendes

Au titre de l'exercice 2025, le Conseil d'administration de CA Leasing & Factoring a décidé de proposer à l'Assemblée générale qui doit intervenir le 18 Mai 2026 de ne pas verser de dividendes

(en euros)	Proposition au titre de l'exercice 2025	2024	2023	2022	2021
Dividende	-	56 885	0	0	40 614

Dividendes payés au cours de l'exercice

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 56 885 milliers d'euros en 2025.

Affectation du résultat et fixation du dividende 2025

Le résultat net social de l'exercice clos au 31/12/2025 est une perte qui s'élève à - 25 938 396,00 €. Dans ce cadre, il est proposé au Conseil d'Administration de soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale d'affecter la perte composée du résultat comptable déficitaire de la manière suivante :

- Dividende :	0,00 €
- Report à nouveau :	- 25 938 396,00 €
- TOTAL AFFECTE :	- 25 938 396,00 €

Le compte de report à nouveau se trouvera ramené à la somme de 448 001 704,97 € après affectation.

Instruments financiers à durée indéterminée

Les principales émissions d'instruments financiers subordonnés et super-subordonnés à durée indéterminée impactant les Capitaux propres part du Groupe se détaillent comme suit :

Date d'émission	Devise	Montant en devises au 31 décembre 2024	Rachats partiels et remboursements	Montant en devises au 31 décembre 2025	Au 31 décembre 2025			
					Montant en euros au cours d'origine	Rémunération - Part du Groupe - cumulée	Frais d'émission nets d'impôt	Impact en capitaux propres part du Groupe cumulé
		(en milliers de devises d'émission)	(en milliers de devises d'émission)	(en milliers de devises d'émission)	(en milliers d'euros)	(en milliers d'euros)	(en milliers d'euros)	(en milliers d'euros)
28/03/2018		23 000	-	23 000	-	-	-	-
18/12/2019		11 000	-	11 000	-	-	-	-
30/06/2021		15 000	-	15 000	-	-	-	-
17/12/2021		50 000	-	50 000	-	-	-	-
30/03/2022		20 000	-	20 000	-	-	-	-
27/06/2022		18 000	-	18 000	-	-	-	-
23/06/2023		15 000	-	15 000	-	-	-	-
28/08/2023		131 000	-	131 000	-	-	-	-
20/12/2023		90 000	-	90 000	-	-	-	-
27/03/2024		10 000	-	10 000	-	-	-	-
26/06/2024		13 000	-	13 000	-	-	-	-
28/03/2025			-	45 000				
18/09/2025			-	20 000				
08/12/2025			-	38 000				
Total		396 000	-	499 000	-	-	-	-

Les mouvements relatifs aux instruments financiers subordonnés et super-subordonnés à durée indéterminée ayant un impact sur les participations ne donnant pas le contrôle sont :

Date d'émission	Devise	Montant en devises au 31 décembre2024	Rachats partiels et remboursements	Montant en devises au 31 décembre2025	Au 31 décembre 2025	
					Montant en euros au cours d'origine	Rémunération - Participations ne donnant pas le contrôle - cumulée
		(en milliers de devises d'émission)	(en milliers de devises d'émission)	(en milliers de devises d'émission)	(en milliers d'euros)	(en milliers d'euros)
Total		-	-	-	-	-
		-	-	-	-	-
		-	-	-	-	-

Les mouvements relatifs aux instruments financiers subordonnés et super-subordonnés à durée indéterminée impactant les Capitaux propres part du Groupe et participations ne donnant pas le contrôle se détaillent comme suit :

(en milliers d'euros)	Capitaux propres part du Groupe		Participations ne donnant pas le contrôle	
	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024
Titres super-subordonnés à durée indéterminée				
Rémunération versée comptabilisée en réserves	-	-	-	-
Evolutions des nominaux	-	-	-	-
Economie d'impôts relative à la rémunération versée aux porteurs de titres comptabilisée en résultat	-	-	-	-
Frais d'émissions nets d'impôt comptabilisés en réserves	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Titres subordonnés à durée indéterminée	-	-	-	-
Rémunération versée comptabilisée en réserves	-	-	-	-
Evolutions des nominaux	-	-	-	-
Economie d'impôts relative à la rémunération versée aux porteurs de titres comptabilisée en résultat	-	-	-	-
Frais d'émissions nets d'impôt comptabilisés en réserves	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-

Les instruments financiers subordonnés et super-subordonnés à durée indéterminée étant considérés comme des instruments de capitaux propres émis, les effets fiscaux sur leur rémunération versée sont comptabilisés en impôts sur les bénéfices au compte de résultat.

6.18 Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle

La ventilation des soldes au bilan des actifs et passifs financiers est réalisée par date d'échéance contractuelle.

L'échéance des instruments dérivés de transaction et de couverture correspond à leur date de maturité contractuelle.

Les instruments de capitaux propres sont par nature sans échéance contractuelle ; ils sont positionnés en "Indéterminée".

(en milliers d'euros)	31/12/2025					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	962 814	-	-	-	-	962 814
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	4 063	-	4 063
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	2 956	2 956
Actifs financiers au coût amorti	19 923 539	3 076 079	9 138 032	4 973 882	75 023	37 215 781
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	8 026	-	-	-	-	8 026
Total Actifs financiers par échéance	20 894 379	3 076 079	9 138 032	4 977 945	77 979	38 193 640
Banques centrales	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	12 538	-	12 538
Passifs financiers au coût amorti	8 560 959	7 725 547	8 154 257	9 620 347	-	34 739 940
Dettes subordonnées	943	-	-	499 000	-	499 943
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	-
Total Passifs financiers par échéance (1)	8 561 902	7 725 547	8 154 257	10 131 885	-	35 252 421

(en milliers d'euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	747 503	-	-	-	-	747 503
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	14 263	-	14 263
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	4 190	4 190
Actifs financiers au coût amorti	20 830 575	2 850 593	8 704 063	4 515 539	-	36 930 401
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	1 837	-	-	-	-	1 837
Total Actifs financiers par échéance	21 579 915	2 850 593	8 704 063	4 529 802	4 190	37 698 194
Banques centrales	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	5 000	-	5 000
Instruments dérivés de couverture	-	-	-	16 084	-	16 084
Passifs financiers au coût amorti	10 948 152	8 618 377	12 517 909	2 203 800	-	34 581 434
Dettes subordonnées	-	-	-	397 000	-	397 000
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	-
Total Passifs financiers par échéance (1)	10 948 152	8 618 377	12 517 909	2 621 884	-	34 999 518

(1) Dont 147 578 milliers d'euros de dettes rattachées en 2025 contre 189 234 milliers d'euros en 2024.

7 Avantages au personnel et autres rémunérations

7.1 Détail des charges de personnel

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Salaires et traitements (1)	120 238	113 035
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	7 998	7 615
Charge au titre des retraites (régimes à prestations définies)	170	161
Autres charges sociales	41 783	41 802
Intéressement et participation	8 824	9 974
Impôts et taxes sur rémunération	2 770	2 785
Total Charges de personnel	181 783	175 372

Dont indemnités liées à la retraite pour 162 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 194 milliers d'euros au 31 décembre 2024.
Dont médailles du travail pour 59 milliers d'euros au 31 décembre 2025 contre 40 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

7.2 Effectif moyen de la période

Effectif moyen	31/12/2025	31/12/2024
France	1 338	1 328
Étranger	538	465
Total	1 876	1 793

7.3 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, les sociétés de CA Leasing & Factoring n'ont pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

7.4 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies

Variation dette actuarielle

(en milliers d'euros)	31/12/2025			31/12/2024
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Dette actuarielle au 31/12/N-1	9 923	273	10 196	9 525
Ecart de change	-	-	-	-
Coût des services rendus sur l'exercice	362	58	420	443
Coût financier	354	14	368	365
Cotisations employés	-	-	-	-
Modifications, réductions et liquidations de régime (2)	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	1 539
Prestations versées (obligatoire)	-439-	-14-	-453-	-472-
Taxes, charges administratives et primes	-	-	-	-
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	-27-	-40-	-67-	99
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	67	-24	43	173
Dette actuarielle à la clôture	10 240	267	10 507	10 134

(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

Détail de la charge comptabilisée au résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2025			31/12/2024
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Coût des services	362	58	420	443
Charge/produit d'intérêt net	317	14	331	328
Impact en compte de résultat à la clôture	679	72	751	771

Détail des gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables

(en milliers d'euros)	31/12/2025			31/12/2024
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Réévaluation du passif (de l'actif) net				
Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à l'ouverture	556	-41	515	167
Ecart de change	-	-	-	-
Gains/(pertes) actuariels sur l'actif	-2	9	7	-3
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	-27	-40	-67	99
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	67	-24	43	173
Ajustement de la limitation d'actifs	-	-4	-4	-436
Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à la clôture	594	-100	494	-
(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.				

Variation de juste valeur des actifs

(en milliers d'euros)	31/12/2025			31/12/2024
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Juste valeur des actifs à l'ouverture	1 033	115	1 148	1 042
Ecart de change	-	-	-	-
Intérêt sur l'actif (produit)	37	-	37	37
Gains/(pertes) actuariels	2	-9	-7	3
Cotisations payées par l'employeur	-	101	101	37
Cotisations payées par les employés	-	-	-	-
Modifications, réductions et liquidations de régime (1)	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	87
Taxes, charges administratives et primes	-	-	-	-
Prestations payées par le fonds	-46	-14	-60	-58
Juste valeur des actifs à la clôture	1 026	193	1 219	1 148

Position nette

(en milliers d'euros)	31/12/2025			31/12/2024
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Dette actuarielle à la clôture	10 240	267	10 507	10 134
Impact de la limitation d'actifs	-	-	-	-436
Juste valeur des actifs fin de période	-1 026	-193	-1 219	-1 148
Position nette (passif) / actif à la clôture	-9 214	-74	-9 288	-8 986

Régimes à prestations définies : principales hypothèses actuarielles

(en milliers d'euros)	31/12/2025		31/12/2024	
	Zone euro	Hors zone euro	Zone euro	Hors zone euro
Taux d'actualisation (1)	3,60%	0,00%	3,66%	0,00%
Taux de rendement effectifs des actifs du régime et des droits à remboursement	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Taux attendus d'augmentation des salaires (2)	2,00%	0,00%	2,00%	0,00%
Taux d'évolution des coûts médicaux	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Autres (à détailler)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

(1) Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de rotation du personnel. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iBoxx AA.

(2) Suivant les populations concernées (cadres ou non cadres).

Information sur les actifs des régimes - Allocations d'actifs (1)

(en milliers d'euros)	Zone euro			Hors zone euro			Toutes zones		
	en %	En montant	dont coté	en %	En montant	dont coté	en %	En montant	dont coté
Actions (2)	0,00%	-	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
Obligations (2)	0,00%	-	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
Immobilier	0,00%	-	-	0,00%	-	-	0,00%	-	-
Autres actifs (3)	100,00%	1 026	-	100,00%	193	-	100,00%	1 219	-
(1) Dont juste valeur des droits à remboursement.									

Au 31 décembre 2025, les taux de sensibilité démontrent que :

- Une variation de plus 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de -4.73 % ;
- Une variation de moins 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de +5.07 %.

7.5 Autres avantages sociaux

Les collaborateurs de Crédit Agricole Leasing & Factoring bénéficient d'un système de Rémunération Variable Collective (RVC) définie par 2 accords d'entreprise :

Un accord relatif à la participation avec une enveloppe qui est un pourcentage du Résultat Net Part du Groupe (RNPG) des comptes consolidés de Crédit Agricole Leasing & Factoring (périmètre P2)

Un accord relatif à l'intéressement avec une enveloppe déterminée sur la base des indicateurs suivants :

* taux de croissance du ratio Résultat Brut d'Exploitation (RBE) / Effectifs

* résultat de l'Indice de Recommandation Client (IRC)

* Parts de Marché (PDM)

Complété par un bonus écologique lié à l'évolution de l'empreinte carbone de Crédit Agricole Leasing & Factoring

Par ailleurs, une prime de médaille du travail est attribuée aux salariés du groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring selon les conditions suivantes :

20 ans d'activité dont 20 ans au sein du groupe Crédit Agricole : prime de 1 000 € brut ;

30 ans d'activité dont 30 ans au sein du groupe Crédit Agricole : prime de 1 500 € brut ;

40 ans d'activité dont 30 ans au sein du groupe Crédit Agricole : prime de 2 000 € brut.

Les provisions constituées par Crédit Agricole Leasing & Factoring au titre de ces autres engagements sociaux s'élèvent à 555,8 milliers d'euros à la fin de l'exercice 2025.

7.6 Paiements à base d'actions

Crédit Agricole Leasing & Factoring n'est pas concerné.

7.7 Rémunérations de dirigeants

Les rémunérations et avantages versés aux membres du comité de direction en 2025 s'établissent comme suit :

Avantages à court terme : 3 372 milliers d'euros comprenant les rémunérations fixes et variables y compris les avantages en nature,

Avantages postérieurs à l'emploi : 0 milliers d'euros, au titre des indemnités de fin de carrière et du régime de retraite complémentaire mis en place pour les principaux cadres dirigeants du groupe,

Autres avantages à long terme : 103 milliers d'euros (cash indexé au cours de l'action CA S.A.).

8 Contrats de location**8.1 Contrats de location dont le Groupe est preneur**

Le poste « Immobilisations corporelles d'exploitation » au bilan est composé d'actifs détenus en propre et d'actifs loués qui ne remplissent pas la définition d'immeubles de placement.

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Immobilisations corporelles détenues en propre	179 404	156 122
Droits d'utilisation des contrats de location	74 482	76 180
Total Immobilisations corporelles d'exploitation	253 886	232 302

Crédit Agricole Leasing & Factoring est également preneur dans des contrats de location de matériel informatique (photocopieurs, ordinateurs, ...) pour des durées de 1 à 3 ans. Ces contrats sont de faible valeur et/ou de courte durée. Crédit Agricole Leasing & Factoring a choisi d'appliquer les exemptions prévues par IFRS 16 et de ne pas comptabiliser au bilan de droit d'utilisation ni de dette locative sur ces contrats.

Variation des actifs au titre du droit d'utilisation

Crédit Agricole Leasing & Factoring est preneur de nombreux actifs dont des bureaux, des agences et du matériel informatique.

Les informations relatives aux contrats dont Crédit Agricole Leasing & Factoring est preneur sont présentés ci-dessous :

(en milliers d'euros)	31/12/2024	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2025
Immobilier							
Valeur brute	111 881	793	5 628	-3 859	-	-	114 443
Amortissements et dépréciations	-36 242	-	-7 199	2 813	-	3	-40 625
Total Immobilier	75 639	793	-1 571	-1 046	-	3	73 818
Mobilier							
Valeur brute	1 056	-	480	-255	-	-	1 281
Amortissements et dépréciations	-515	-	-365	263	-	-	-617
Total Mobilier	541	-	115	8	-	-	664
Total Droits d'utilisation	76 180	793	-1 456	-1 038	-	3	74 482

(en milliers d'euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Immobilier							
Valeur brute	45 608	-	73 545	-7 272	-	-	111 881
Amortissements et dépréciations	-34 935	-	-7 465	6 158	-	-	-36 242
Total Immobilier	10 673	-	66 080	-1 114	-	-	75 639
Mobilier							
Valeur brute	838	-	483	-265	-	-	1 056
Amortissements et dépréciations	-400	-	-326	211	-	-	-515
Total Mobilier	438	-	157	-54	-	-	541
Total Droits d'utilisation	11 111	-	66 237	-1 168	-	-	76 180

Echéancier des dettes locatives

(en milliers d'euros)	31/12/2025			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
Dettes locatives	10 979	17 601	47 969	76 549

(en milliers d'euros)	31/12/2024			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives
Dettes locatives	13 753	15 060	48 316	77 129

Détail des charges et produits de contrats de location

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Charges d'intérêts sur dettes locatives	-2 786	-1 838
Total Intérêts et charges assimilées (PNB)	-	-
Charges relatives aux contrats de location court terme	-	-2 231
Charges relatives aux contrats de location de faible valeur	-2 080	-1 717
Charges relatives aux paiements de loyers variables exclus de l'évaluation de la dette	-	-
Produits de sous-location tirés d'actifs au titre de droits d'utilisation	-	-
Profits ou pertes résultant de transactions de cession-bail	-	-
Profits ou pertes résultant de modifications de contrats de location	2	16
Total Charges générales d'exploitation	-	-
Dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	-7 564	-7 791
Total Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	-	-
Total Charges et produits de contrats de location	-12 428	-13 561

Montants des flux de trésorerie de la période

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location	-10 936	-9 894

8.2 Contrats de location dont le Groupe est bailleur

Crédit Agricole Leasing & Factoring propose à ses clients des activités de location qui prennent la forme de contrats de crédit-bail, de location avec option d'achat, de location financière, ou de location longue durée. Les contrats de location sont classés en contrats de location financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent en substance la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété au preneur. Les autres contrats de location sont classés en location simple.

Produits de contrats de location

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Location-financement	675 676	598 319
Profits ou pertes réalisés sur la vente	-4 636	11 163
Produits financiers tirés des créances locatives	680 312	587 156
Produits des paiements de loyers variables	-	-
Location simple	81 878	88 993
Produits locatifs	81 878	88 993

Echéancier des paiements de loyers à recevoir

(en milliers d'euros)	31/12/2025						
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Paiements de loyers à recevoir	Produits d'intérêts à recevoir	Valeur résiduelle actualisée	Créances location- financement
Contrats de location-financement	3 652 449	7 645 380	3 484 880	14 782 709	1 432 215	1 411 232	14 761 726

(en milliers d'euros)	31/12/2024						
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Paiements de loyers à recevoir	Produits d'intérêts à recevoir	Valeur résiduelle actualisée	Créances location- financement
Contrats de location-financement	3 315 893	7 275 826	3 594 613	14 186 332	1 299 303	916 355	13 803 384

L'échéance des contrats de location correspond à leur date de maturité résiduelle.

Le montant par échéance correspond au montant contractuel non actualisé.

9 Engagements de financement et de garantie et autres garanties

Les engagements de financement et de garantie et autres garanties intègrent les activités abandonnées.

Engagements donnés et reçus

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Engagements donnés	6 177 574	5 428 516
Engagements de financement	5 890 871	4 936 212
Engagements en faveur des établissements de crédit	90 619	121 652
Engagements en faveur de la clientèle	5 800 252	4 814 560
Engagements de garantie	286 703	492 304
Engagements d'ordre des établissements de crédit	162 271	322 271
Engagements d'ordre de la clientèle	124 432	170 033
Engagements sur titres	-	-
Titres à livrer	-	-
Engagements reçus	26 966 540	24 589 090
Engagements de financement	1 943 654	1 133 690
Engagements reçus des établissements de crédit	1 943 654	1 133 690
Engagements reçus de la clientèle	-	-
Engagements de garantie	25 022 886	23 455 400
Engagements reçus des établissements de crédit	20 666 865	19 427 922
Engagements reçus de la clientèle (1)	4 356 021	4 027 478
Engagements sur titres	-	-
Titres à recevoir	-	-

La Banque de France a mis fin, à compter du 13 décembre 2024, au canal de remise Additional Credit Claims Corporates dans le cadre des dispositifs exceptionnels mis en place en 2011 en réponse à la crise financière. Seules les créances « Prêts Garantis par l'Etat » restent éligibles aux remises de créances en Banque Centrale.

Instruments financiers remis et reçus en garantie

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés)		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH ...) (1)	-	1 319 501
Titres prêtés	-	-
Dépôts de garantie sur opérations de marché	121 890	121 890
Autres dépôts de garantie	-	-
Titres et valeurs donnés en pension	-	-
Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie	121 890	1 441 391
Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie		
Autres dépôts de garantie	-	-

Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés (2)		
Titres empruntés	-	-
Titres et valeurs reçus en pension	-	-
Titres vendus à découvert	-	-
Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés	-	-
<i>(1) Le dispositif permettant d'apporter des créances en garantie via le TRICP (traitement informatique des créances privées) n'a pas été reconduit en 2025. Le projet permettant la migration vers la nouvelle plateforme européenne ECMS n'est pas encore finalisé à fin 2025. Aucune déclaration n'est possible aux bornes du groupe CASA</i>		

Créances apportées en garantie

Au 31/12/2025, le Groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring a apporté 956 millions d'euros de créances et de dépôts en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 1 895 millions d'euros en 2024. Le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring a apporté :

- 0 millions d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France (TRICP), contre 1 407 millions d'euros au 31/12/2024.
- 218 millions d'euros de créances auprès de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe iso par rapport au 31/12/2024.
- 29 millions d'euros de dépôts à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque Européenne d'Investissement contre 35 millions d'euros au 31/12/2024.

Garanties détenues et actifs reçus en garantie

La plus grande partie des garanties et rehaussements détenus correspond à des hypothèques, des nantissements ou des cautionnements reçus, quelle que soit la qualité des actifs garantis.

La politique de l'établissement consiste à céder dès que possible les actifs obtenus par prise de possession de garanties.

Au cours de la période, les actifs que Crédit Agricole Leasing & Factoring a obtenus par prise de possession de garantie et détenus à la date de clôture s'élèvent à 7 412 milliers d'euros, selon la répartition suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2025	31/12/2024
Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées	-	-
Immobilisations corporelles	-	-
Immeubles de placement	-	-
Instruments de capitaux propres et de dettes	-	-
Autres	7 412	18 894
Total Actifs obtenus par prise de possession de garantie	7 412	18 894

10 Reclassements d'instruments financiers

Principes retenus par le groupe Crédit Agricole

Les reclassements ne sont effectués que dans des circonstances rares résultant d'une décision prise par la Direction Générale de CA Leasing & Factoring à la suite de changements internes ou externes : changements importants par rapport à l'activité de CA Leasing & Factoring.

11 Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion "d'exit price").

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêté en ayant recours en priorité à des données de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique.

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

La hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrées utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de spreads de *Credit Default Swaps* (CDS). Les pensions données et reçues portant sur des sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs et passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit principalement des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux du marché ;
- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels il est considéré que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;
- des instruments réalisés sur un marché réglementé (ex : l'épargne réglementée) pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics ;
- des actifs ou passifs exigibles à vue ;
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

11.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti

La norme IFRS 7 demande des informations portant sur les instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à la Juste Valeur.

Les montants présentés dans « la valeur au bilan » des instruments financiers concernés incluent les créances et dettes rattachées et sont, pour les actifs, nets de dépréciation. Par ailleurs, la valeur au bilan des tableaux inclut la Juste Valeur de la portion couverte des éléments micro-couverts en couverture de Juste Valeur (Cf. note 3.5 des présents états financiers consolidés). En revanche, la valeur comptable des éléments présentés dans ce tableau n'inclut pas l'écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux.

Pour rappel, les actifs financiers dont les caractéristiques sont SPPI, doivent être comptabilisés au coût amorti s'ils sont gérés dans un portefeuille dont la gestion a pour objectif la collecte des flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs et dont les ventes sont strictement encadrées et limitées. De plus, pour être éligibles à cette catégorie, ils doivent de manière complémentaire à ce mode de gestion, répondre à deux critères, lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable (test " Solely Payments of Principal & Interests " ou test " SPPI ").

A ce titre, les informations relatives à la juste valeur de ces instruments doivent être analysées avec une attention particulière :

- Les justes valeurs indiquées représentent une estimation de la valeur de marché du 31 décembre 2024. Néanmoins ces valeurs de marché peuvent faire l'objet de variations en fonction des paramètres de marché, notamment l'évolution des taux d'intérêt et la qualité du risque de crédit des contreparties. Compte tenu de leur modèle de gestion, la décomptabilisation qui, sauf exception explicitement prévue par la norme IFRS 9, doit intervenir à l'échéance ou proche de l'échéance, devrait se faire à une valeur proche de la valeur de remboursement de ces instruments.

Ainsi, l'écart entre l'indication de la juste valeur et sa valeur comptable ne représente pas une valeur de réalisation dans une perspective de continuité d'activité de l'établissement.

- Compte tenu du modèle de gestion consistant à collecter les flux de trésorerie des instruments financiers du portefeuille auquel il appartient, il est rappelé que ces instruments financiers ne sont pas gérés en fonction de l'évolution de leur juste valeur et que la performance de ces actifs est appréciée sur la base des flux de trésorerie contractuels perçus sur leur durée de vie de l'instrument.

- L'estimation de la juste valeur indicative des instruments comptabilisés au coût amorti est sujette à l'utilisation de modèles de valorisation notamment les prêts et créances vis-à-vis de la clientèle et plus particulièrement ceux dont la valorisation est fondée sur des données non observables de niveau 3.

Juste valeur des actifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan au 31/12/2025	Juste valeur au 31/12/2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Prêts et créances	37 215 781	37 230 546	-	3 336 794	33 893 752
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3 332 831	3 336 794	-	3 336 794	-
Prêts et créances sur la clientèle	33 882 950	33 893 752	-	-	33 893 752
Titres de dettes	-	-	-	-	-
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	37 215 781	37 230 546	-	3 336 794	33 893 752

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan au 31/12/2024	Juste valeur au 31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Prêts et créances	36 930 401	36 935 417	-	4 752 717	32 182 700
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4 747 262	4 752 717	-	4 752 717	-
Prêts et créances sur la clientèle	32 183 139	32 182 700	-	-	32 182 700
Titres de dettes	-	-	-	-	-
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	36 930 401	36 935 417	-	4 752 717	32 182 700

Juste valeur des passifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur au bilan au 31/12/2025	Juste valeur au 31/12/2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Dettes envers les établissements de crédit	28 248 096	28 287 169	-	28 287 169	-
Dettes envers la clientèle	3 826 068	3 826 068	-	3 826 068	-
Dettes représentées par un titre	2 665 776	2 667 429	-	2 667 429	-
Dettes subordonnées	499 943	499 943	-	499 943	-
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	35 239 883	35 280 609	-	35 280 609	-

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur au bilan au 31/12/2024	Juste valeur au 31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Dettes envers les établissements de crédit	28 456 832	28 501 092	-	28 501 092	-
Dettes envers la clientèle	4 029 502	4 029 463	-	4 029 463	-
Dettes représentées par un titre	2 095 100	2 129 387	-	2 129 387	-
Dettes subordonnées	397 000	397 000	-	397 000	-
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	34 978 434	35 056 942	-	35 056 942	-

11.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

Evaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*Credit Valuation Adjustment* ou CVA) du risque de non-exécution sur les dérivés passifs (*Debit Valuation Adjustment* ou DVA ou risque de crédit propre).

L'ajustement de valeur relatif à la qualité de la contrepartie (CVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions déduction faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des instruments financiers.

L'ajustement de valeur relatif au risque de crédit propre de notre établissement (DVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque porté par nos contreparties. Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions. Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des instruments financiers.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. La probabilité de défaut est en priorité directement déduite de CDS cotés ou de proxys de CDS cotés lorsqu'ils sont jugés suffisamment liquides.

Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

Actifs financiers valorisés à la juste valeur

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	-	-	-	-
Instruments dérivés	-	-	-	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	-	-	-	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-
Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	-	-	-	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-

Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 956	-	2 956	-
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	2 956	-	2 956	-
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	4 063	-	4 063	-
Total actifs financiers valorisés à la juste valeur	7 019	-	7 019	-
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	-	-	-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables	-	-	-	-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables	-	-	-	-
Total des transferts vers chacun des niveaux	-	-	-	-

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	-	-	-	-
Instruments dérivés	-	-	-	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	-	-	-	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-
Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	-	-	-	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	4 190	-	4 190	-
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	4 190	-	4 190	-
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	14 263	-	14 263	-
Total actifs financiers valorisés à la juste valeur	18 453	-	18 453	-
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	-	-	-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables	-	-	-	-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables	-	-	-	-
Total des transferts vers chacun des niveaux	-	-	-	-

Passifs financiers valorisés à la juste valeur

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2025	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	-	-	-	-
Titres vendus à découvert	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	12 538	-	12 538	-
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	12 538	-	12 538	-
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	-	-	-	-

Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	-
Total des transferts vers chacun des niveaux		-	-	-

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	5 000	-	5 000	-
Titres vendus à découvert	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	5 000	-	5 000	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	16 084	-	16 084	-
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	21 084	-	21 084	-
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
Total des transferts vers chacun des niveaux		-	-	-

12 Périmètre de consolidation au 31 décembre 2025

Date de clôture

Les états financiers utilisés pour la préparation des états financiers consolidés sont établis à la même date que celle des états financiers du Groupe :

12.1 Information sur les filiales

12.1.1 Restrictions sur les entités contrôlées

Il n'a pas été identifié de restrictions légales, contractuelles ou réglementaires qui iraient au-delà de celles présentées dans le pacte d'actionnariat liant Crédit Agricole Leasing & Factoring à ces mêmes entités.

Les obligations/restrictions éventuelles qui engageraient Crédit Agricole Leasing & Factoring sont celles de droit commun induites par le pacte d'actionnariat.

12.1.2 Soutiens aux entités structurées contrôlées

Crédit Agricole Leasing & Factoring n'a aucun engagement non comptabilisé, qu'il s'agisse d'engagement de financement ou d'engagement contractuel d'augmenter sa participation à la survenance d'un événement particulier. Tout comme les entités traditionnelles, les engagements du groupe Crédit Agricole Leasing & factoring se limitent au pacte d'actionnariat de droit commun.

12.1.3 Opérations de titrisation et fonds dédiés

En novembre 2025, l'entité LIXXBAIL a réalisé une opération de titrisation adossée à des encours de crédit-bail pour un montant de 700 millions d'euros

12.2 Co-entreprises et entreprises associées

Informations financières des co-entreprises et des entreprises associées

Au 31 décembre 2025,

- la valeur de mise en équivalence des co-entreprises s'élève à 0 milliers d'euros (0 milliers d'euros au 31 décembre 2024),
- la valeur de mise en équivalence des entreprises associées s'élève à 48 179 milliers d'euros (38 169 milliers d'euros au 31 décembre 2024).

Crédit Agricole Leasing & Factoring a une influence notable en raison de sa participation dans le capital et de sa présence au sein du conseil d'administration.

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2025						
	% d'intérêt	Valeur de mise en équivalence	Valeur boursière	Dividendes versés aux entités du Groupe	Quote-part de résultat net	Quote-part de capitaux propres (1)	Ecarts d'acquisition
Entreprises associées							
Crédit Agricole Leasing Italia	15,00%	27 957	-	-	2 248	26 440	
Watea	30,00%	-	-		(10 851)	(12 068)	
C.A Mobility	50,00%	20 222			(6 975)	20 222	
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (Entreprises associées)		48 179			(15 578)	34 594	
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence		48 179			(15 578)	34 594	

(1) Capitaux propres part du groupe dans les états financiers de la co-entreprise ou de l'entreprise associées lorsque la co-entreprise ou l'entreprise associées est un sous-groupe.

(en milliers d'euros)	31/12/2024						
	% d'intérêt	Valeur de mise en équivalence	Valeur boursière	Dividendes versés aux entités du Groupe	Quote-part de résultat net	Quote-part de capitaux propres (1)	Ecart d'acquisition
Co-entreprises	0,00%	-	-	-	-	-	-
	0,00%	-	-	-	-	-	-
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (co-entreprises)		-			-	-	-
Entreprises associées							
Crédit Agricole Leasing Italia	15,00%	25 706	-	-	1 980	24 189	
Watea	30,00%	-1 217	-		-7 529	-1 217	25 445
C.A Mobility	50,00%	13 680			-5 537	13 680	-
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence (Entreprises associées)		38 169			-11 086	36 652	
Valeur nette au bilan des quotes-parts dans les sociétés mises en équivalence		38 169			-11 086	36 652	

(1) Capitaux propres part du groupe dans les états financiers de la co-entreprise ou de l'entreprise associées lorsque la co-entreprise ou l'entreprise associées est un sous-groupe.

Les informations financières résumées des co-entreprises et des entreprises associées significatives de Crédit Agricole Leasing & Factoring sont présentées ci-après :

(en milliers d'euros)	31/12/2025			
	PNB	Résultat net	Total Actif	Total capitaux propres
Entreprises associées				
Crédit Agricole Leasing Italia	51 394	14 985	3 258 444	176 266
Watea	-4 365	-36 172	13 478	-40 227
C.A Mobility	14 835	-13 949	274 350	40 443

(en milliers d'euros)	31/12/2024			
	PNB	Résultat net	Total Actif	Total capitaux propres
Entreprises associées				
Crédit Agricole Leasing Italia	46 116	13 203	3 192 616	161 258
Watea	796	-25 097	22 995	-4 055
C.A Mobility	-241	-11 074	162 032	27 360

Informations sur les risques associés aux intérêts détenus

Crédit Agricole Leasing & Factoring n’est exposé à aucun risque associé aux intérêts détenus.

Restrictions significatives sur les co-entreprises et les entreprises associées

Il n’a pas été identifié de restrictions légales, contractuelles ou réglementaires qui iraient au -delà de celles présentées dans le pacte d’actionnariat liant Crédit Agricole Leasing & Factoring à ces mêmes entités.

Les obligations / restrictions éventuelles qui engageraient Crédit Agricole Leasing & Factoring sont celles de droit commun induites par le pacte d’actionnariat.

12.3 Composition du périmètre

Périmètre de consolidation de Crédit Agricole Leasing & Factoring	Méthode de consolidation (1)	Modification de périmètre (2)	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle (3)	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024
Établissement bancaire et financier									
Crédit Agricole Leasing & Factoring	IG		France	France	Filiale	100%	100%	100%	100%
Crédit Agricole Leasing & Factoring succursale Portugal	IG		Portugal	Portugal	Succursale	100%	100%	100%	100%
Eurofactor Italie S.p.A	IG		Italie	Italie	Succursale	100%	100%	100%	100%
Sociétés de crédit-bail et location									
LIXXBAIL	IG		France	France	Filiale	100%	100%	100%	100%
UNIFERGIE	IG		France	France	Filiale	100%	100%	100%	100%
FINAMUR	IG		France	France	Filiale	100%	100%	100%	100%
AUXIFIP	IG		France	France	Filiale	100%	100%	100%	100%
Crédit Agricole Leasing & Factoring succursale Espagne	IG		Espagne	Espagne	Succursale	100%	100%	100%	100%
Crédit Agricole Leasing Italia	MEQ		Italie	Italie	Entreprise associée	15%	15%	15%	15%
Divers									
EUROFACTOR GMBH	IG		Allemagne	Allemagne	Succursale	100%	100%	100%	100%
EUROFACTOR Nederland	IG		Pays-Bas	Pays-Bas	Succursale	100%	100%	100%	100%

EUROFACTOR Belgium	IG		Belgique	Belgique	Succursale	100%	100%	100%	100%
MERCA MANAGEMENT GMBH	IG		Allemagne	Allemagne	Filiale	100%		100%	
GSA Ltd	IG		Maurice	Maurice	Filiale	100%	100%	100%	100%
LIXXCOURTAGE	IG		France	France	Filiale	100%	100%	100%	100%
Olinn	IG		France	France	Filiale	100%	100%	100%	100%
FCT 2023	IG		France	France	Filiale	100%	100%	100%	100%
FCT 2025	IG		France	France	Filiale	100%		100%	
CA Mobility	MEQ		France	France	Entreprise associée	50%	50%	50%	50%
WATEA	MEQ		France	France	Entreprise associée	30%	30%	30%	30%

13 Participations et entités structurées non consolidées

13.1 Participations non consolidées

Ces titres enregistrés à la juste valeur par résultat ou la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sont des titres à revenu variable représentatifs d’une fraction significative du capital des sociétés qui les ont émis et destinés à être détenus durablement.

Ce poste s’élève à 2 149 milliers d’euros au 31 décembre 2025 contre 3 455 milliers d’euros au 31 décembre 2024.

13.1.1 Entités non intégrées dans le périmètre de consolidation

Les entités sous contrôle exclusif, sous contrôle conjoint et sous influence notable non intégrées dans le périmètre de consolidation, sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Entités non consolidées	Siège social	% d'intérêt		Motif d'exclusion du périmètre de consolidation
		31/12/2025	31/12/2024	
SAS Claude Decaen	100 Rue Claude Decaen 75012 Paris	100%	100%	Société ad'hoc créée par Auxifip pour porter un seul contrat de crédit-bail. L'emprunt dans les comptes de la SAS Claude Decaen est fourni par Auxifip : c'est une opération "intragroupe", la société ne dégageant que la marge (faible) sur le contrat. Il a été décidé de ne pas consolider cette filiale, le contrat étant directement capté par le prêt fait par Auxifip.

14 Événements postérieurs au 31 décembre 2025

Néant.

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés
Exercice clos au 31 décembre 2025

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l’audit des comptes consolidés de la société CREDIT AGRICOLE LEASING & FACTORING SA relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu’adopté dans l’Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l’exercice, de l’ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L’opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l’opinion

Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes consolidés de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Risque de crédit et estimation des pertes attendues sur encours sains et sains dégradés

(Se référer au paragraphe « Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit » de la note 1.2 et à la note dans la note 3.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés)

Risque identifié	Notre réponse
<p>Le Groupe CAL&F est exposé au risque de crédit. Ce risque résulte de l'incapacité de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers vis-à-vis du groupe.</p> <p>Le Groupe CAL&F comptabilise des corrections de valeur pour couvrir les pertes de crédit attendues (Expected Credit Losses ou « ECL ») dès la comptabilisation initiale d'un instrument financier (crédit, titre de dette, garantie, etc.), au titre des pertes de crédit attendues sur 12 mois (Stage 1), et si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, à maturité (Stage 2).</p> <p>Les corrections de valeurs reposent sur des estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut tenant compte de données macro-économiques prospectives (Forward Looking) appréciées au niveau du groupe Crédit Agricole S.A et au niveau de CAL&F au regard des caractéristiques propres à ses portefeuilles de crédits. Ces dépréciations pour pertes attendues sont complétées le cas échéant par des dotations sur base collective au regard de spécificités du portefeuille de crédit du groupe CAL&F.</p> <p>Ces corrections de valeur représentent en cumul, sur les prêts et créances sur la clientèle et sur les engagements par signature au 31 décembre 2025, un montant de 154,2 M€.</p> <p>Nous avons considéré qu'il s'agissait d'un point clé de l'audit des comptes consolidés en raison de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'importance des zones de jugement, en particulier dans l'actuel contexte macroéconomique, sur l'exercice et au 31 décembre 2025, entrant dans la détermination des modèles, des risques liés à la qualité des données qui les alimentent et des risques liés à leur insertion opérationnelle ; - L'importance des crédits à la clientèle dans le bilan, et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles dont par exemple des informations prospectives (Forward Looking Central et Local) ou des critères de transfert parmi catégories d'expositions homogènes de risques (Stage 1 et Stage 2). 	<p>Nos travaux ont principalement consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nous assurer de l'existence d'un dispositif de contrôle interne sur le processus d'établissement des estimations des provisions ; - Prendre connaissance, lors d'un examen critique, des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs de la consolidation du groupe Crédit Agricole, avec l'aide de leurs experts sur les modèles de dépréciations. Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Les principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles et la qualité des données utilisées pour calibrer les paramètres utilisés dans les modèles (probabilité de défaut et perte en cas de défaut) en prenant en compte notamment le contexte macroéconomique actuel ; • La gouvernance des modèles au regard des modalités de détermination et de changement des paramètres, y compris la revue des scénarios et des paramètres économiques projetés ainsi que le processus de validation indépendante et des modalités de backtesting ; • La réalisation de tests applicatifs ciblés sur les fonctions calculatoires de l'outil utilisé pour déterminer les corrections de valeur ; • La réalisation des contrôles sur le dispositif informatique dans son ensemble mis en place par le Groupe CASA avec notamment une revue des contrôles généraux informatiques, des interfaces et des contrôles embarqués au titre des données spécifiques visant à traiter l'information relative à IFRS 9. <p>Nous avons également :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Testé par sondage la qualité des données des expositions entrant dans le modèle de provisionnement sur la base d'un échantillon de dossiers ; - Vérifié la correcte application des principes retenus en matière de segmentation des expositions entre les catégories d'expositions homogènes de risques (Stage 1 et Stage 2) ; - Contrôlé le déversement des expositions servant de base au calcul des dépréciations et des provisions dans l'outil de provisionnement ; - Apprécié les hypothèses et la documentation fournie par le groupe sur l'identification de dégradations significatives notamment dans le contexte macroéconomique actuel et sur la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du Forward Looking ; - Analysé l'évolution des expositions et des corrections de valeur par catégories homogènes de risques sur l'exercice ; - Examiné le caractère approprié des informations données dans les annexes aux comptes consolidés. <p>Nous nous sommes également assurés de la correcte documentation et justification des provisions locales comptabilisées dans votre établissement.</p> <p>Enfin, nous nous sommes assurés que les informations ont bien été données en annexe.</p>

Risque de crédit et dépréciation sur base individuelle

(Se référer au paragraphe « Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit » de la note 1.2 et à la note dans la note 3.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés)

Risque identifié	Notre réponse
<p>Le groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring comptabilise, au titre du risque de crédit de son portefeuille clients, des dépréciations individuelles pour créances douteuses.</p> <p>Comme indiqué dans le paragraphe « Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit » de la note 1.2 et dans la note 3.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés, votre groupe constitue, conformément à la norme IFRS 9 « Instruments financiers », des dépréciations sur les créances en défaut (Stage 3) faisant l'objet de pertes prévisibles au titre du risque de crédit avéré. Le montant de ces dépréciations correspond à la différence entre la valeur comptable des prêts et la somme des flux futurs estimés à maturité actualisés.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif de contrôle interne mis en place par la direction, dans le contexte macroéconomique actuel, relatif au recensement des expositions, au suivi du risque de crédit et pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser au regard de l'appréciation des risques de non-recouvrement.</p> <p>Nous avons en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mené des entretiens au cours de l'exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein du groupe afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte alimentation en comptabilité ;

<p><i>S'agissant de la détermination d'éventuelles dépréciations, la direction du groupe est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement.</i></p> <p><i>Nous avons considéré la détermination de ces dépréciations des créances douteuses comme un point clé de l'audit en raison de leur importance dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour déterminer les flux futurs estimés. Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles qui s'élève à 278,5 M€.</i></p>	<p><i>- Apprécié la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses du processus de revue de crédit ;</i></p> <p><i>- Examiné le dispositif de valorisation des garanties ;</i></p> <p><i>- Testé l'efficacité par sondages des contrôles clés mis en œuvre, par le groupe, relatifs à ces procédures ;</i></p> <p><i>- Analysé le bien-fondé des hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit en prenant en compte, le cas échéant, l'impact de la situation macroéconomique actuel sur ces flux ;</i></p> <p><i>- Effectué un examen analytique de la couverture des encours douteux par strate d'encours ;</i></p> <p><i>Nous avons également examiné l'information détaillée en annexe requise par la norme IFRS 9 au titre du volet Dépréciation au 31 décembre 2025.</i></p> <p><i>Enfin, nous nous sommes assurés que les informations ont bien été données en annexe.</i></p>
--	--

Evaluation des écarts d'acquisition

(Se référer au paragraphe « dépréciation des écarts d'acquisition » de la note 1.3 et à la note dans la note 6.14 de l'annexe aux comptes consolidés)

Risque identifié	Notre réponse
<p><i>Le Groupe CAL&F comptabilise dans ses comptes consolidés des écarts d'acquisition. Ces écarts d'acquisition sont issus d'opérations de croissance externe et s'élèvent à 232,7 M€ au 31 décembre 2025.</i></p> <p><i>Ces écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices objectifs de perte de valeur, et au minimum une fois par an.</i></p> <p><i>Ces tests sont fondés sur la comparaison entre la valeur comptable de l'unité génératrice de trésorerie (UGT) et sa valeur recouvrable. Les UGT ont été définies, au sein des grands métiers du Groupe, comme le plus petit groupe identifiable d'actifs et de passifs fonctionnant selon un modèle économique propre. La valeur recouvrable de l'UGT est définie comme la valeur la plus élevée entre sa valeur de marché et sa valeur d'utilité. Le calcul de la valeur d'utilité repose sur l'actualisation des flux futurs de trésorerie générés par l'UGT.</i></p> <p><i>Les flux prévisionnels de trésorerie sont déterminés à partir des plans à moyen terme établis pour les besoins de pilotage du groupe. Ils s'appuient sur des hypothèses de croissance de l'activité de l'UGT et intègrent l'évolution de paramètres macroéconomiques. L'actualisation des flux futurs de trésorerie tient également compte d'hypothèses de taux d'actualisation et de taux de croissance à l'infini qui nécessitent l'exercice de jugement de la part de la direction.</i></p> <p><i>Compte tenu du caractère significatif des écarts d'acquisition et du degré de jugement appliqué par la direction pour la détermination des différentes hypothèses utilisées dans les tests de dépréciation, nous avons considéré que l'évaluation des écarts d'acquisition était un point clé de l'audit.</i></p>	<p><i>Nous avons pris connaissance de la documentation fournie par CAL&F justifiant l'existence et la constitution des UGT dans le groupe.</i></p> <p><i>Nous avons également apprécié le processus mis en place et la méthodologie retenue par le groupe CAL&F pour identifier d'éventuels indices de perte de valeur.</i></p> <p><i>Nous avons par ailleurs examiné les calculs réalisés et fait appel à nos spécialistes en évaluation pour apprécier les hypothèses utilisées par la direction afin de déterminer les taux d'actualisation et les taux de croissance à l'infini retenus dans les calculs des flux de trésoreries actualisées, le cas échéant en les confrontant à des sources externes.</i></p> <p><i>Nous avons également examiné les trajectoires financières préparées par le groupe et utilisées dans les tests de dépréciation afin :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>- de les comparer aux éléments présentés aux organes de gouvernance et aux dirigeants de la société mère ;</i> <i>- d'apprécier les principales hypothèses sous-jacentes. La fiabilité de ces hypothèses a notamment été estimée au regard de la confrontation des trajectoires financières élaborées au cours des exercices antérieurs avec les performances réalisées.</i> <p><i>Nous avons également procédé à des analyses de sensibilité à certaines hypothèses (taux de croissance des résultats, taux de croissance à l'infini, taux d'actualisation).</i></p> <p><i>Enfin, nous nous sommes assurés que les informations ont bien été données en annexe.</i></p>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leurs sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Crédit Agricole Leasing & Factoring SA par votre assemblée générale du 27 avril 2023 pour les cabinets PricewaterhouseCoopers Audit et Deloitte et Associés.

Au 31 décembre 2025, les deux cabinets étaient dans la troisième année de leur mission.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 30 avril 2026

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Bara NAIJA

DELOITTE & ASSOCIES
Charlotte VANDEPUTTE

Rapport de gestion.

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.